

Mort de Quentin Deranque : ce que révèle l'enquête

- « Le Monde » a eu accès aux comptes rendus des auditions menées dans le cadre de l'enquête sur la mort du militant identitaire, le 12 février, à Lyon
- Face aux policiers et aux magistrats, les jeunes impliqués ont décrit la mécanique qui les a conduits à participer à une rixe d'une extrême violence
- Dans un troublant mimétisme, ces militants radicaux, de gauche et de droite, racontent un moment d'« adrénaline » et de perte de contrôle
- Dans cette plongée aux racines de la violence politique, on croise aussi des parents désarçonnés, ignorant de la réalité des engagements de leurs enfants
- Neuf militants d'extrême gauche ont été mis en examen pour « meurtre » et « violences aggravées » dans cette affaire

PAGES 10-11

Ceuta

Entre l'Espagne et le Maroc, une relation houleuse

L'AFFLUX D'ENVIRON 50 000 migrants vers Ceuta, enclave espagnole au nord du Maroc, est un nouvel épisode des relations tumultueuses qu'entretiennent les deux pays depuis la signature de leur traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération dans les années 1990.

Après la crise de jeudi et de vendredi, la cité avait retrouvé son calme, dimanche, avec le retour de la plupart des candidats à l'exil vers le Maroc.

Les ministres de l'intérieur de l'Union européenne doivent participer à une réunion mardi 4 août. Ce point a été réclamé par Giorgia Meloni, la présidente italienne du conseil, et, séparément, par Pedro Sanchez, le premier ministre espagnol.

PAGES 2-3

Brésil

Lula candidat à un quatrième mandat présidentiel

PAGE 4

À DUBAÏ, LA CRAINTE D'UNE GUERRE QUI S'ENLISE

- L'attractivité de l'émirat est fragilisée depuis le déclenchement du conflit au Moyen-Orient
- Le monde de la finance y reste actif, mais de grandes fortunes ont quitté la région

PAGE 13



A Dubaï (Émirats arabes unis), le 23 juin. FADEL SENNA/AFP

Gironde

Retour sur les premières heures du mégafeu

Une dizaine de jours après le déclenchement de l'incendie qui a détruit des milliers d'hectares de forêt et des centaines d'habitations, « Le Monde » est retourné au point zéro du sinistre, où la colère des locaux est immense

PAGE 7

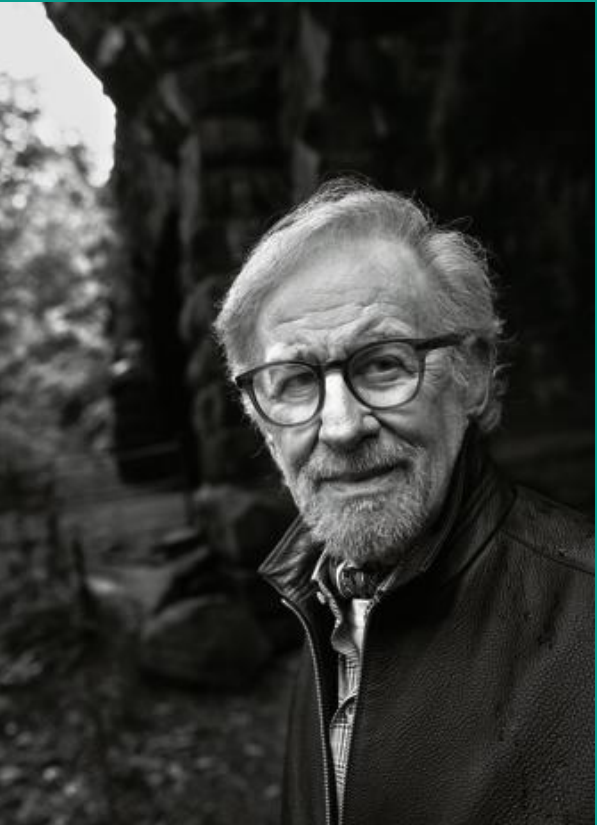
Football

Gianni Infantino fragilisé à la tête de la FIFA

Après le rejet du projet du dirigeant italo-suisse d'ouvrir la Fédération internationale à des investisseurs privés, de nombreux acteurs du monde du football réclament son départ

PAGE 15

L'ÉTÉ EN SÉRIES



A New York, en mai. PAOLO PELLEGRIN/MAGNUM PHOTOS

SPIELBERG, LE SPECTACLE D'UNE VIE

Le cinéaste a vécu une enfance douloureuse, marquée par les déménagements liés à la carrière de son père

PAGES 22-23

Animaux-soldats

De nombreux animaux ont été enrôlés dans la guerre. A Ranville, dans le Calvados, un chien et son maître reposent côte à côte

PAGE 24

Gourous et ashrams, la ruée vers l'Ouest

Lors de l'Exposition universelle de Chicago, en 1893, les États-Unis découvrent l'hindouisme

PAGE 25

Vendanges

La récolte de l'année menacée par la sécheresse

PAGE 14

Addictions

La cocaïne, poison des jeunes cadres surmenées

PAGE 16

Tribune

« L'été n'a plus rien de léger, quelque chose a changé »

PAGE 26

M
ÉDITORIAL
SORTIR DE L'IMPASSE À GAZA
PAGE 26

UN HORS-SÉRIE | Le Monde **L'VE**

GÉOPOLITIQUE DES ÉMOTIONS
Comment la peur, la colère et l'espoir agitent le monde

COMMENT LA PEUR, LA COLÈRE ET L'ESPOIR AGITENT LE MONDE

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
ET SUR **LEMONDE.FR/BOUTIQUE** - 132 PAGES

Madrid-Rabat, des décennies de relations houleuses

L’afflux de migrants dans l’enclave de Ceuta, les 30 et 31 juillet, est un nouvel épisode des relations tumultueuses qu’entretiennent les deux pays depuis la signature de leur traité d’amitié, de bon voisinage et de coopération dans les années 1990

BARCELONE - correspondance

Il faudra du temps pour comprendre les ressorts de la crise qui a de nouveau enfiévré Ceuta, sur la côte nord-africaine, en face de Gibraltar, jeudi 30 et vendredi 31 juillet. Les raisons pour lesquelles environ 50 000 personnes arrivant de la ville marocaine de Fnideq ont tout à coup submergé l'enclave espagnole restent obscures, tout comme peut surprendre la rapidité avec laquelle la quasi-totalité de ces jeunes migrants ont été refoulés vers leur point de départ. L'Association marocaine des droits de l'homme (AMDH) a appelé, samedi, à l'ouverture d'une enquête indépendante afin de faire «*toute la lumière*» sur cette affaire qui s'est soldée par la mort d'au moins 72 migrants.

Ce qui vient de se produire à Ceuta n'est qu'un épisode de plus dans une relation bilatérale tumultueuse depuis au moins trois décennies. Au début des années 1990, l'Espagne a cherché à faire du Maroc un partenaire privilégié dans la région. Un traité «*d'amitié, de bon voisinage et de coopération*» est signé entre les deux pays en 1991, ce qui n'empêche pas Madrid de s'en tenir à un «*équilibre dynamique*» vis-à-vis des pays du Maghreb, concept théorisé au sortir de la dictature franquiste par le premier ministre socialiste Felipe Gonzalez (1982-1996). «*Ce dernier trouvait normal qu'il y ait des contentieux avec le Maroc, l'important étant de trouver des solutions*», raconte un diplomate espagnol de haut rang requérant l'anonymat.

Après l'arrivée au pouvoir de la droite, cette vision vole en éclats

sous le gouvernement Aznar (2000-2004) avec la crise de Persil. En 2002, des militaires marocains occupent cet îlot inhabité au large de Ceuta et Madrid envoie son armée pour les en chasser, ce qui entraîne une rupture brutale avec Rabat. Deux ans plus tard, à la faveur d'une nouvelle alternance politique en Espagne, le dialogue est rétabli par le socialiste José Luis Rodriguez Zapatero (2004-2011) avec le roi Mohammed VI. Les échanges commerciaux se développent malgré des épisodes de crispation à propos de Ceuta et Melilla. Madrid renoue avec une forme de neutralité entre le Maroc et l'Algérie.

Sous le gouvernement du conservateur Mariano Rajoy (2011-2018), le pragmatisme l'emporte, l'Espagne et le Maroc coopèrent sur la question migratoire tandis que des entreprises hispaniques s'installent au royaume chérifien. Quand le socialiste Pedro Sanchez arrive au pouvoir en 2018, il déclare le Maroc «*partenaire stratégique*» de l'Espagne, sans pour autant renoncer à développer les échanges avec l'Algérie.

APPEL D'AIR

Survient alors la crise de 2021 à Ceuta. Alors que Rabat s'indigne de l'hospitalisation en Espagne de Brahim Ghali, dirigeant du Front Polisario, l'organisation indépendantiste du Sahara occidental soutenue par l'Algérie, 10 000 personnes rejoignent l'enclave espagnole à la nage. «*Quelques mois plus tard, l'Espagne change de position sur le Sahara occidental et décide d'ouvrir ses frontières avec le Maroc*», rappelle Cristina Monge, professeure de sciences politiques à l'université Complutense de Madrid.

MADRID S'EST BIEN GARDÉ CES DERNIERS JOURS DE DÉNONCER TOUTE RESPONSABILITÉ PRÉSUMÉE DE RABAT

Un virage spectaculaire : en mars 2022 en effet, Pedro Sanchez qualifie le plan marocain d'autonomie du Sahara occidental de base «*la plus sérieuse, réaliste et crédible*» pour résoudre le conflit avec le Front Polisario. Sur ce sujet jusqu'alors, Madrid tenait sa fameuse position d'équilibre entre les parties. L'Espagne s'attire les foudres d'Alger mais anticipe, ce faisant, un mouvement qui se généralisera en faveur de la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental, ancien territoire colonisé que l'Espagne avait dû quitter en 1975 après la «*marche verte*» organisée sous le règne de Hassan II. En 2024, la France se ralliera à son tour à la position marocaine. «*Chaque fois qu'un événement migratoire se produit, cela débouche inévitablement sur des négociations portant sur des questions stratégiques pour le Maroc. Nous ne savons pas encore ce qui s'est passé cette semaine, mais nous le saurons bientôt*», estime Cristina Monge.

Directeur de recherches à l'Institut royal Elcano de Madrid, Ignacio Molina pense, lui aussi, que la nouvelle arrivée massive de migrants à Ceuta révèle combien le Maroc «*tient à montrer de temps à autre sa capacité à exercer une pression, même s'il y a de multiples causes à cette crise, non exclusives les unes des autres*».

Parmi elles, la visite de Pedro Sanchez à Alger, le 20 juillet, la première depuis 2020, mais surtout l'arrêt de la Cour suprême espagnole du 8 juillet interdisant la reconduite automatique à la frontière des migrants arrivant par la mer sans avoir à franchir d'obstacle physique, ce qui pourrait avoir créé un appel d'air au Maroc. Samedi matin, l'armée espagnole a déroulé une ligne de bouées et un filet de contention depuis le rivage vers le large, une barrière flottante qui rend inapplicable la récente décision de justice.

SOUVERAINÉTÉ DE GIBRALTAR

Même si certains, comme l'association AMDH, tiennent l'Etat marocain responsable de la situation ayant conduit à l'afflux de migrants à Ceuta, Ignacio Molina note que Madrid s'est bien gardé ces derniers jours de dénoncer toute responsabilité présumée de Rabat : «*L'idée actuelle du gouvernement espagnol est de dire que, vaille que vaille, il faut entretenir de bonnes relations avec le Maroc. C'est une position qui n'est pas tenable, tant les différends sont nombreux entre les deux pays. A court terme néanmoins, Madrid et Rabat se doivent d'afficher leur coordination sur la question migratoire jusqu'en 2030, date à laquelle ils organiseront la Coupe du monde de football, conjointement avec le Portugal.*»

Comme le souligne le diplomate espagnol, «*depuis le rapprochement de 2022, le Maroc croit pouvoir exiger de l'Espagne qu'elle soutienne toutes ses prises de position à l'international, notamment à l'encontre de l'Algérie. Or le réchauffement en cours entre Madrid et Alger lui montre que la réalité n'est pas aussi simple*». Selon

ce fin connaisseur de la région, l'affaire de Ceuta pourrait ainsi être liée à une autre actualité récente, à savoir l'entrée en vigueur, le 15 juillet, de l'accord entre l'Union européenne et le Royaume-Uni sur la suppression des contrôles physiques à la frontière terrestre entre Gibraltar et l'Espagne, rapprochant de facto le rocher britannique de l'espace Schengen. Conséquence immédiate, le gouvernement de Gibraltar a annoncé la fin de la liaison maritime avec le Maroc.

Rabat en aurait pris ombrage, le ferry en question ayant permis à la communauté marocaine de Gi-

baltar de maintenir des liens étroits avec le royaume. «*Ce changement historique ne règle pas la question de la souveraineté de Gibraltar mais encourage certains à remettre sur la table l'avenir de Ceuta et Melilla*», observe le diplomate. Connue pour ses positions anticolonialistes, l'AMDH a appelé, samedi, à «*inscrire la revendication de la restitution*» des deux enclaves espagnoles «*à l'ordre du jour politique*» marocain. En omettant de dire que si Ceuta et Melilla devenaient marocaines, Rabat perdrait son principal levier de pression sur l'Europe. ■

GUILLAUME DELACROIX

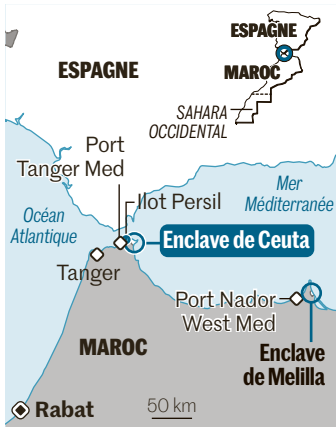


Comment le Maroc met sous pression les enclaves espagnoles

L'arrivée soudaine de 50 000 personnes à Ceuta interroge sur le rôle de Rabat dans cette crise migratoire

La crise migratoire qui a enfiévré la cité espagnole de Ceuta a donné lieu à quantité d'interprétations sur l'attitude supposée du Maroc à l'égard de ce confetti situé au nord du royaume chérifien. Ces tentatives de franchissement de la frontière, qui ont vu environ 50 000 personnes rejoindre l'enclave espagnole – avant que la plupart n'en repartent quasiment aussitôt, ont notamment relancé le débat l'appartenance du territoire à l'Espagne, contestée par Rabat.

Un contentieux évoqué dès jeudi par le représentant d'Israël aux Nations unies : «*Il serait temps que l'Espagne explique au monde pourquoi elle maintient des enclaves coloniales en Afrique*», a ainsi réagi Danny Danon. Au même moment, le département d'Etat américain, dirigé par Marco Rubio, blâmait le chef du gouvernement espagnol Pedro Sanchez, l'accusant de «*faciliter l'immigration illégale massive en Europe*». Ces déclarations, assimilables à des pressions, en disent plus sur leurs auteurs que sur la politique étran-



gère marocaine. Les relations de Madrid avec les Etats-Unis et Israël sont en effet glaciales, alors que Pedro Sanchez s'est positionné en faveur de la Palestine et qu'il refuse d'ouvrir l'espace aérien de son pays aux avions américains participant aux frappes contre l'Iran. Ce qui a nourri des rumeurs, sur les réseaux sociaux, attribuant un rôle aux Etats-Unis et à Israël dans cet épisode, bien qu'aucun élément concret ne l'étaye à ce jour.

Le Maroc se serait-il risqué, en pleine Fête du trône, à abîmer ses rapports avec Madrid pour servir les objectifs d'un autre pays ? Probablement pas, d'autant que le courant entre les deux capitales a été rétabli, après le grand froid de 2021. Au printemps de cette année-là, près de 10 000 personnes étaient entrées à Ceuta en l'espace de quarante-huit heures. Suspecté d'avoir laissé faire, le gouvernement marocain avait reconnu «*une crise politique*» avec l'Espagne. «*On ne peut pas manigancer le soir contre un partenaire et lui demander le lendemain d'être loyal*», avait ironisé le ministre des affaires étrangères marocain, Nasser Bourita.

La thèse de l'annexion

L'élément déclencheur fut l'hospitalisation en Espagne du chef du Front Polisario, Brahim Ghali. Le mouvement prône l'indépendance du Sahara occidental, ancienne colonie espagnole revendiquée par le Maroc. De l'eau a coulé sous les ponts et Madrid a fini, moins d'un an après, par ral-

lier la position marocaine dans ce dossier, toujours irrésolu, mais sur lequel le vent des négociations souffle en faveur de Rabat.

Ce qui amène nombre de commentateurs à s'interroger : l'étape suivante pourrait-elle être l'annexion par le Maroc de Ceuta et Melilla, autre enclave située à l'est du pays ? Aucune déclaration n'est, pour le moment, venue étayer cette thèse. Aucun signe, non plus, de discussions entre le Maroc et l'Espagne sur l'avenir de ces enclaves, qui appartiennent à la couronne espagnole depuis plus de quatre cents ans. Il n'en demeure pas moins que le gouvernement et les médias publics marocains les qualifient d'«*occupées*».

La sémantique fut aussi celle de Mohammed VI, lorsqu'il dénonça, trois ans après son accession au trône, en 2002, «*des enclaves usurpées*» et une «*agression contre le territoire national*». Quelques jours plus tôt, le monarque avait envoyé des gendarmes sur l'îlot Persil, un rocher de Méditerranée à la souveraineté contestée. Les deux pays furent pro-

ches de prendre les armes, mais une médiation américaine permit finalement de revenir au statu quo : aucune présence humaine sur l'îlot. «*Nous n'avons, à ce jour, pas trouvé une oreille attentive auprès de la partie espagnole*», s'était désolé Mohammed VI, qui employa des termes tout aussi durs après la visite du roi Juan Carlos à Ceuta et à Melilla en 2007. «*Un acte nostalgique qui évoque une époque sombre et révolue*», avait-il regretté.

Deux cités asphyxiées

Fini néanmoins le franc-parler qui fut celui du jeune roi aux premières années de son règne. Face à l'intransigeance de l'Espagne sur ses possessions contestées, le Maroc a emprunté des voies détournées, louant un «*partenaire stratégique*», mais asphyxiant dans le même temps les deux cités. Inauguré par Mohammed VI en 2010, le port de Tanger Med, proche de Ceuta, a supplanté ses concurrents espagnols en Méditerranée. Et d'ici à la fin de l'année, c'est un autre port marocain,

celui de Nador West Med, construit sur le modèle de son prédécesseur, mais tout près de Melilla cette fois, qui devrait voir le jour.

A partir de 2018 et 2019, Rabat a également fermé la douane commerciale de Melilla et mis un terme à la contrebande depuis Ceuta. Les milliers de femmes marocaines qui transportaient des marchandises détaxées depuis la ville, sans véritable contrôle à la frontière, ont disparu. Le manque à gagner pèse autant d'un côté que de l'autre. Ces flux représentaient chaque année entre 6 et 8 milliards de dirhams (entre 559 et 745 millions d'euros), selon les douanes marocaines.

Contestant toute ingérence étrangère dans la crise migratoire, le journaliste marocain Samir Bennis, ancien conseiller politique du Qatar à l'ONU, relevait sur X, samedi : «*L'ironie, c'est que le Maroc lui-même a, pendant de nombreuses années, délibérément relégué la question de Ceuta et Melilla au second plan*». Sans doute plus pour longtemps. ■

ALEXANDRE AUBLANC



Un soldat espagnol devant un groupe de migrants, près du poste-frontière de l'enclave espagnole de Ceuta, le 2 août.

HENRY NICHOLLS/AFP

A Ceuta, les habitants entre colère, angoisse et compassion

La cité a retrouvé son calme, dimanche, mais les habitants disent s'être sentis abandonnés par Madrid pendant les deux journées d'afflux des migrants venus du Maroc

CEUTA (ESPAGNE) - *envoyé spécial*

En ce début d'après-midi, dimanche 2 août, Ceuta brille sous un soleil d'enfer. Des familles prennent possession de la plage de la Ribera, en plein centre-ville. La corniche sinueuse, qui s'étire sur des kilomètres jusqu'à la frontière marocaine, est arpentée par des joggeurs de tout âge. Plus au nord, les ferries relient sans relâche l'Europe à cette enclave espagnole arrimée au continent africain. Un calme presque irréel recouvre cette ville peuplée de 83 000 habitants. Seules les sirènes et les soudaines accélérations des voitures de police viennent déchirer, par instants, la quiétude.

Depuis des heures, les véhicules de la Guardia Civil tournent à toute vitesse, à la recherche de groupes de Marocains qui refusent de quitter le territoire.

Entre le jeudi 30 et le vendredi 31 juillet, quelque 50 000 personnes, selon le ministère de l'intérieur espagnol – 60 000 d'après les autorités locales – se sont subitement ruées vers ce bout d'Europe, souvent à la nage. Depuis, la quasi-totalité d'entre eux est retournée au Maroc.

Ce jeudi-là, ils ont massivement franchi la frontière depuis Fnideq – ville marocaine collée à Ceuta –, pensant, sur la foi des réseaux sociaux, qu'elle était ouverte. « C'était comme un tsunami », se rappelle Jill Laguyo, une Britannique de 73 ans, installée à Ceuta depuis une vingtaine d'années. « Nous avons dû nous enfermer chez nous et rester confinés, ra-

conte Rachel Gomes, 47 ans, assistante financière dans une banque. *Nous avons vécu ce moment avec beaucoup de peur.* »

Quelques jours plus tard, les habitants parlent encore de cet événement inédit comme s'il venait de se dérouler. Tout près de la cathédrale, située au cœur de la ville, ils racontent ces quarante-huit heures d'« angoisse » où ils ont eu l'impression de vivre une « invasion ». Le mot est brutal. Les récits, eux, sont plus nuancés.

« Ici, on est tous mélangés »

A aucun moment, ils n'ont décrit ces Marocains comme des ennemis. « Nous n'avons pas eu peur qu'ils viennent nous voler, nous pensions qu'ils n'étaient pas là pour nous faire du mal », avance M^{me} Gomes, enroulée dans sa serviette. Elle sait que ces personnes cherchent avant tout à rallier la péninsule Ibérique, puis d'autres pays d'Europe, pour avoir un avenir meilleur. « Ce qui nous inquiétait, c'était surtout leur nombre, et rejoindre la péninsule ne se fait pas en une journée, mais ce sont des personnes dont on ne connaissait ni la situation ni les intentions. » Face à cette foule, les boutiques de la cité ont fermé.

Ancienne professeure d'anglais aux fines lunettes rondes, Jill Laguyo se dit surtout attristée de voir la réputation de sa ville mise à mal par l'extrême droite qui s'est exprimée de Washington à Rome. « Ici, on est tous mélangés. Marocains. Espagnols. On a toujours vécu comme ça. On se comprend », insiste-t-elle. « Il y a des mariages mixtes dans nos familles, enchaîne Rachel Gomes. J'ai moi-même des frères et sœurs mariés avec des musulmans. Cela ne pose aucun problème. Ici, quatre cultures coexistent : hindoue, juive, musulmane et chrétienne. Et elles vivent ensemble de manière remarquable. »

« NOUS N'AVONS PAS EU PEUR QU'ILS VIENNENT NOUS VOLER, NOUS PENSIONS QU'ILS N'ÉTAIENT PAS LÀ POUR NOUS FAIRE DU MAL »

M^{me} GOMES
habitante de Ceuta

Ces habitants, en colère non contre les migrants, mais contre Madrid, disent s'être sentis abandonnés pendant ces deux journées. Plusieurs jeunes Marocains passent devant Francisco Fernandes, un sac plastique à la main. « Il y a encore énormément de migrants », soupire-t-il. « Les collines sont pleines de personnes en situation irrégulière qui se cachent. Dire qu'ils sont tous partis est faux », veut préciser Rachel Gomes.

Puis, les critiques se tournent vers Rabat. Plusieurs accusent le royaume chérifien d'utiliser sa jeunesse comme un moyen de faire pression sur l'Espagne dans leurs relations diplomatiques. « Ces jeunes, qui n'ont pas toujours pleinement conscience de la réalité sociale en Europe, sont des instruments d'une guerre sans fusil ou canon, souligne M^{me} Gomes. En réalité, nous n'avons pas peur de ceux qui arrivent, nous avons peur de ceux qui les envoient. Nous sommes aussi des victimes, comme la jeunesse marocaine, de cette arme migratoire. » Au final, elle dit avoir de « la peine » et de « la compassion » pour ces jeunes.

Un prolongement de leur terre

De l'autre côté de la frontière, de nombreux Marocains considèrent Ceuta comme un prolongement de leur terre. Qu'en pensent-ils ? La réponse est la même. « Je n'ai à aucun moment le sentiment de vivre en Afrique ni au Maroc. D'ailleurs, Ceuta n'a jamais appartenu au Maroc. Notre quotidien est celui de n'importe quelle ville d'Espagne ou d'Europe », argue Francisco Fernandes.

Jill Laguyo a entendu dire que certains souhaiteraient déménager dans la péninsule, lassés par ces secousses migratoires de plus en plus régulières. Comme en 2021, où près de 10 000 personnes étaient entrées à Ceuta en quarante-huit heures. « A aucun moment de ma vie je n'ai envisagé de quitter Ceuta, clame M. Fernandes. J'y ai toujours vécu, j'y vis encore et je continuerai d'y vivre. Je crois même que c'est ici que je mourrai. » ■

MUSTAPHA KESSOUS

Giorgia Meloni cherche à isoler l'Espagne

La présidente d'extrême droite du conseil italien veut se positionner comme une leader en Europe sur le thème migratoire

ROME - *correspondant*

Déjà, à l'époque, tout avait commencé par des images. Celles de silhouettes de personnes souvent noires ou arabes arrivant trempées sur un confetti d'Europe baigné par la Méditerranée. En septembre 2023, l'île italienne de Lampedusa était abordée en quelques jours par plus de 10 000 exilés partis des côtes tunisiennes, dans un contexte diplomatique tendu entre l'Europe, l'Italie et la Tunisie sur le dossier migratoire. Cet afflux soudain, inattendu et jamais vraiment expliqué, avait donné lieu à des images propres à illustrer, sur les réseaux sociaux, l'idée d'une « submersion migratoire ».

Portée au pouvoir l'année précédente en promettant la fin des arrivées clandestines, Giorgia Meloni sera contestée jusque dans sa coalition du fait de cet épisode pouvant passer pour un échec de sa politique migratoire. Elle s'était soudain trouvée dans une position peu enviable. Mais, sollicitant la solidarité des Européens pour sortir de la crise par le haut, cette ex-euro sceptique avait fini par obtenir le soutien de Bruxelles et de ses partenaires, malgré un moment de flottement.

En dépit de la pratique des refoulements vers la Péninsule des migrants arrivés en France d'Italie, Emmanuel Macron avait appelé à ne pas laisser le pays seul. Berlin était sorti de son hostilité initiale, et Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, s'était rendue sur l'île pour énoncer un plan d'action en dix points allant dans le sens de Giorgia Meloni.

Manceuvres en cours

Selon l'agence Frontex, le nombre d'arrivées irrégulières en Europe a connu une baisse historique de 40 % sur les cinq premiers mois de l'année. L'irruption, à partir du 30 juillet, de 50 000 étrangers, dans le territoire espagnol de Ceuta, en Afrique du Nord, a déclenché une séquence politique similaire à celle de Lampedusa. Mais, trois ans après avoir obtenu le soutien de ses partenaires, Giorgia Meloni utilise les images de l'enclave comme levier pour isoler l'un d'entre eux : l'Espagne.

Les efforts de la présidente du conseil italien et de ses alliés, mêlant un discours politique émaillé d'informations inexacts à des manœuvres diplomatiques couronnées de succès pour l'instant, interviennent dans le contexte du début de la campagne des élections législatives de 2027 en Italie. Ils visent à projeter, sur le dossier migratoire, l'image d'une leader de niveau européen.

Une image que la dirigeante italienne travaillait déjà en 2023, à Lampedusa. La presse italienne s'était alors étonnée de voir Ursula von der Leyen employer sur l'île des tournures de phrase calquées sur celles de la dirigeante italienne issue de la famille politique postfasciste. Depuis, la convergence entre la droite et les extrêmes droites est devenue déterminante au niveau européen, mais les appels à la solidarité comme celui qu'avait porté Ursula von der Leyen, en 2023, ne sont plus de saison. Trois ans plus tard, la dirigeante italienne qui demandait que des migrants arrivés en Italie soient pris en charge par

L'ENJEU DES MANŒUVRES EST SURTOUT D'ISOLER PEDRO SANCHEZ, RÉFÉRENCE POUR LA GAUCHE ITALIENNE

d'autres Etats a, pour répondre aux images de Ceuta, rétabli les contrôles sur les liaisons aériennes et maritimes avec l'Espagne.

Avec son alliée, la première ministre danoise, Mette Frederiksen, sociale-démocrate tenante d'une politique migratoire restrictive, Giorgia Meloni a rallié vingt autres chefs d'Etat et de gouvernement. Ensemble, ils ont réclamé la tenue d'une visioconférence extraordinaire entre ministres de l'intérieur. Et ce, alors qu'aucune des personnes arrivées illégalement à Ceuta n'a pu toucher le sol du continent européen. En 2023, les migrants arrivés à Lampedusa avaient tous été, comme le veut la procédure, transférée vers des structures d'accueil en Sicile ou sur le continent, Lampedusa se trouvant dans l'espace Schengen.

Bien que le sujet soit sans rapport avec l'épisode de Ceuta, Giorgia Meloni peut cependant espérer de la réunion des ministres de l'intérieur – prévue mardi 4 août et demandée séparément par le premier ministre espagnol, Pedro Sanchez – des avancées sur la mise en place de centres de détention pour étrangers en dehors des frontières européennes. Le projet de cette nature qu'elle mène en Albanie s'est révélé problématique du point de vue de l'Etat de droit, dispendieux et dysfonctionnel, mais elle y a investi une part importante de son capital politique.

Toutefois, comme on le mentionnait, dimanche, au sein de son parti (Fratelli d'Italia), l'enjeu des manœuvres en cours est surtout d'isoler Pedro Sanchez, une référence pour une partie de la gauche italienne. Celles-ci sont relayées jusqu'au sein du gouvernement qui, pour sa part, mène un programme d'octroi de 500 000 permis de séjour pour des travailleurs étrangers d'ici à 2028.

Ainsi, la position de Giorgia Meloni contribue à associer les adversaires politiques qu'elle devra affronter lors des élections de 2027, avec le dirigeant étranger contre lequel elle mène une offensive diplomatique au niveau européen. Alors même que la crise est terminée, elle lance en tout cas une campagne électorale déjà hors norme, où la dirigeante d'extrême droite fait face à un défi venu de sa propre droite, en la personne de l'ex-général Roberto Vannacci et du nouveau parti de ce dernier, Futuro Nazionale.

En 2023, lorsque Ursula von der Leyen et Giorgia Meloni se soutenaient politiquement dans le décor Lampedusa, cet officier des forces spéciales sortait à peine de l'anonymat. Trois ans plus tard, il concentre autour de lui 7 % des intentions de vote, dépassant tous les partenaires de coalition de la présidente du conseil. Là où Giorgia Meloni était parvenue au pouvoir en promettant de mettre fin aux arrivées irrégulières, lui défend l'homogénéisation ethnique de l'Italie par des expulsions de masse. ■

ALLAN KAVALL

Le tourisme tunisien affecté par les coupures d'eau et d'électricité

Le pays est confronté à des chaleurs exceptionnelles qui perturbent, en pleine saison estivale, les réseaux d'approvisionnement

GHAR EL MELH ET SOUNINE (TUNISIE) - *envoyée spéciale*

A Sounine, petit village côtier du gouvernorat de Bizerte, dans le nord de la Tunisie, Nadia et Salah (aucune des personnes interrogées n'a souhaité communiquer son nom de famille) accueillent les visiteurs dans la maison d'hôte qu'ils gèrent depuis une décennie. L'établissement, dernière bâtisse à l'extrémité du village, surplombe la mer. Un lieu idyllique. Mais depuis la mi-juillet, la réalité est moins douce qu'il n'y paraît. Alors que la Tunisie est confrontée à des chaleurs exceptionnelles, les coupures d'électricité se multiplient. Aussi, le couple n'a qu'une idée en tête : anticiper. Guetter les délestages, surveiller les générateurs, prévenir les clients.

Cette portion du littoral située autour de Bizerte, à seulement 70 kilomètres de la capitale, Tunis, est très prisée des touristes, surtout tunisiens. Maisons d'hôte et restaurants y jouxtent les petits commerces et les maisons des pêcheurs. Mais durant la canicule qui a frappé le pays en juillet, la région a été l'une des plus durement touchées par les coupures d'électricité. Les températures extrêmes ont poussé la population et les entreprises du pays à faire tourner les climatiseurs à plein régime.

Une surconsommation d'électricité à laquelle le réseau a été incapable de faire face. Les délestages étaient quotidiens et d'une durée jamais vue : dans la région de Bizerte, il fallait parfois vivre sans électricité pendant plus de

Vacanciers locaux et étrangers contribuent directement à 5,1 % du produit intérieur brut du pays

vingt-quatre heures. Avec des conséquences sur l'approvisionnement en eau, les télécommunications, le fonctionnement des entreprises... l'ensemble de l'activité économique a été ralenti.

Les conséquences ont été immédiates dans le secteur du tourisme, essentiel à l'économie du pays. Vacanciers locaux et étrangers contribuent directement à 5,1 % du produit intérieur brut du pays, générant 400 000 emplois, selon le ministère du tourisme. Mais cet été, les hôteliers et les restaurateurs ont du mal à offrir les infrastructures de qualité qui font la réputation du pays. Comme beaucoup de leurs confrères, Nadia et Salah font face à une multiplication des annulations, des séjours écourtés et des plaintes des hôtes. « *Les gens viennent ici pour se reposer et être tranquilles. Mais il devient très difficile de leur offrir cette sérénité* », s'inquiète Nadia.

« Tout était paralysé »
Depuis la mi-juillet, la Société tunisienne de l'électricité et du gaz (STEG) publie des communiqués presque quotidiens annonçant des « *coupures tournantes* » entre les différentes villes. Mais les cré-

neaux annoncés, qui s'étirent parfois sur toute la journée, voire sur toute la nuit, restent indicatifs et peu fiables. A une quinzaine de kilomètres de Sounine, Ras Jebel, où vivent Nadia et Salah, cumule les pénuries. Aux coupures d'électricité s'ajoutent celles, récurrentes, d'eau. Certains habitants ont ainsi installé leurs propres citernes d'eau potable. Les autres ont adopté de nouvelles habitudes pour vivre dans ces conditions précaires. « *Tous les jours, je remplis des seaux qui s'accumulent partout dans la maison* », raconte Salah.

Quelques kilomètres plus au nord, les mêmes problèmes paralysent Ghar El Melh, petite ville portuaire dont l'activité dépend largement de la saison estivale. Chaque jour, des milliers de visiteurs, pour la plupart venus de Tunis ou de Bizerte, fréquentent les plages et se baignent dans les eaux cristallines du site. Mais pendant les deux semaines où les coupures ont été les plus intenses, fin juillet, les restaurants du bord de mer n'ont pu fonctionner normalement, faute d'électricité pour cuisiner et conserver les aliments.

Les poissonniers et les autres commerces alimentaires se sont retrouvés sans glace, les fabriques de glaçons de la région étant elles-mêmes à l'arrêt. « *On a perdu des milliers de dinars, tout était paralysé* », affirme Mourad, poissonnier près du port de pêche, qui fournit de nombreux restaurants des environs. Les pêcheurs ne sont plus sortis en mer pendant plus de dix jours, faute de pouvoir conserver leur poisson au frais une fois rentrés. Hsan Kahlaoui, salarié de l'une de ces

usines de glaçons, affirme que les coupures à répétition ont endommagé plusieurs pièces des machines de production, dont le remplacement coûte plusieurs milliers de dinars. La STEG a annoncé des procédures d'indemnisation, mais les employés de la fabrique ont peu d'espoir de voir ces promesses se concrétiser. « *Il est déjà difficile de réussir à joindre quiconque à la STEG, alors obtenir quoi que ce soit... On ne peut compter que sur nous* », lâche-t-il, dépit.

Générateurs bon marché
Le gouvernement n'a, à ce jour, communiqué aucune information ni présenté de dispositif spécifique d'aide aux professionnels touchés. Ces derniers doivent assumer seuls le coût des marchandises perdues, des réparations et de l'achat éventuel de générateurs. Car pour assurer un service au minimum, les générateurs bon marché se sont multipliés jusque dans les commerces les plus modestes.

Dans un café de quartier, à l'entrée de Ghar El Melh, un groupe électrogène à essence a été installé sous une table. « *Ça fait un bruit monstrueux, alors de nombreux clients se plaignent* », témoigne Abdelaziz, le gérant.

Dans la région de Bizerte, comme ailleurs dans le pays, chaque coupure fragilise un maillon supplémentaire de l'économie locale. A la toute fin juillet, quelques jours d'une météo plus tempérée ont permis à chacun de souffler. Un répit de courte durée : une nouvelle canicule s'abat sur la Tunisie en ce début du mois d'août. ■

MONIA BEN HAMADI

Les manifestations contre les pannes de courant fragilisent le pouvoir libyen

A Tripoli, certains habitants ont lancé un mouvement de désobéissance civile et demandent la démission du gouvernement après les coupures d'électricité qui touchent le pays

TUNIS - *correspondance*

Des pneus enflammés bloquant les routes, des barages de gravats déversés par des camions et des foules affrontant la police devant les bâtiments publics : depuis le 23 juillet, plusieurs villes de l'Ouest libyen sont le théâtre de manifestations d'une rare violence. Le mouvement de contestation, apparu à la suite des coupures de courant récurrentes causées par les fortes chaleurs qui touchent la Libye depuis la mi-juillet, s'est mué en fronde contre les autorités.

Principalement composés de jeunes hommes et souvent organisés la nuit, les rassemblements touchent surtout les grandes villes côtières comme Zaouïa, Khoms, Misrata et surtout Tripoli. « *Notre principale motivation, c'est d'exiger de meilleures conditions de vie* », explique Abdelhakim (prénom d'emprunt), un des habitants de la capitale, qui souhaite garder l'anonymat.

Dans la soirée du 28 au 29 juillet, ce trentenaire a participé à une manifestation dans le centre de Tripoli. Cette nuit-là, une foule affluant de plusieurs quartiers a érigé un barrage devant le siège de la Compagnie générale d'électricité (Gecol), en scandant : « *Le*

peuple veut la chute du gouvernement ! » « *Les autorités ont une responsabilité politique dans les crises actuelles* », explique Abdelhakim, joint par téléphone le lendemain. La Gecol, une entreprise publique, est perçue comme la principale responsable de la crise, au même titre que le « gouvernement d'union nationale » présidé par Abdel Hamid Dbeibah, qui administre l'Ouest libyen.

Pénuries de denrées
En Tripolitaine, où la chaleur écrasante contraint déjà chaque été les habitants à vivre la nuit, la canicule de juillet a mis le réseau sous une tension inédite, la quasi-gratuité de l'électricité subventionnée encourageant une consommation excessive des ménages, qui utilisent leurs climatiseurs bien plus que d'habitude.

Les coupures, qui ont parfois duré plus d'une dizaine d'heures, ont perturbé l'activité de secteurs vitaux, provoquant des pannes dans les stations-service et dans les usines, et par conséquent des pénuries de nombreuses denrées. En plus de « *l'état de désuétude du réseau électrique* », mal entretenu par les autorités, les centrales électriques libyennes sont confrontées à un « *manque de gaz naturel* » lié à la diminu-

Les interruptions, qui ont parfois duré plus d'une dizaine d'heures, ont perturbé l'activité de secteurs vitaux

tion des extractions ces dernières années et à une captation du carburant par des réseaux de trafiquants, selon Jalel Harchaoui, chercheur spécialiste de la Libye.

Dimanche 26 juillet, le mouvement contestataire des « fils de Souq Al-Joumoua », fer de lance de la contestation contre le gouvernement depuis les manifestations du printemps 2025, a appelé au lancement d'un « mouvement de désobéissance civile » ciblant les institutions.

La baisse des températures à partir du 27 juillet et le retour progressif à la normale du réseau n'ont en rien apaisé la colère de la population. Mercredi 29 juillet, le département des opérations de la Banque centrale de Libye, chargé du versement des salaires, a aussi été bloqué pendant plusieurs heures après que des

manifestants ont érigé un nouveau barrage de gravats devant son enceinte.

Sans coordination apparente, plusieurs actions perturbant le fonctionnement des services publics ont été organisées dans la foulée. Le conseil municipal de Misrata, ville portuaire à l'est de Tripoli, avait été envahi le jour même par une foule de riverains exigeant la chute du gouvernement, tandis que des manifestants s'étaient brièvement introduits sur le complexe gazier et pétrolier de Mellitah dans la matinée du 28 juillet, avant d'en être expulsés.

« Un vrai problème politique »
« *Cela devient un vrai problème politique, qui pourrait retarder ou en tout cas affecter les négociations menées par Massad Boulos* », souligne Jalel Harchaoui, car la défiance contre le gouvernement fragilise le plan porté par le diplomate américain pour unifier l'Ouest et l'Est libyen sans passer par des élections. « *Si la situation reste inchangée, la population continuera d'exprimer ses revendications pacifiquement* », avertit Abdelhakim. Nous ne nous arrêtons pas tant que le gouvernement ne sera pas tombé. » ■

DRISS REJICHI

Au Brésil, Lula officialise sa candidature à l'élection présidentielle

Le leader de la gauche se présentera en octobre pour un quatrième mandat

RIO DE JANEIRO - *correspondante*

Je suis en pleine forme ! » Dimanche 2 août, le président Luiz Inacio Lula da Silva, âgé de 80 ans, a officialisé sa candidature à l'élection présidentielle du 4 octobre dans un immense centre de convention situé dans le nord de Sao Paulo, avec l'énergie d'un jeune homme. Il tenait la main de son épouse, Rosângela, dite « Janja », qu'il a embrassée sur l'estrade, de laquelle il a prononcé un discours de plus d'une heure. Emus, les quelque 3 000 militants regroupés sur le site ont entonné : « *Un, deux, trois, Lula encore une fois !* »

« *Aujourd'hui, à 80 ans, parce que je me suis préparé, je suis infiniment meilleur que lorsque j'avais 57 ans et que j'ai pris mes fonctions pour mon premier mandat* », a assuré l'ancien métallurgiste. Après avoir cumulé trois mandats – de 2003 à 2006, de 2007 à 2010, puis depuis 2023 –, il n'a jamais caché sa volonté de partir à la conquête de ce qu'il appelle son « tétra ».

Faute de successeur aussi populaire que lui dans le camp progressiste, Lula reste le mieux placé pour remporter l'élection présidentielle face à l'extrême droite. Selon un récent sondage publié le 24 juillet par l'institut Datafolha, le chef de l'Etat recueillerait 48 % des intentions de vote au second tour, contre 43 % pour Flavio Bolsonaro, fils du président d'extrême droite de 2019 à 2022, Jair Bolsonaro, ce dernier purgeant une peine de prison de vingt-sept ans pour une tentative de coup d'Etat, le 8 janvier 2022.

« *Nous avons une équipe, nous savons jouer, nous avons eu des résultats, nous avons des arguments [pour remporter l'élection]* », a défendu Lula, vantant les qualités du vice-président, Geraldo Alckmin – membre du Parti socialiste brésilien (PSB), apprécié des milieux d'affaires, qui sera de nouveau colistier –, ainsi que le bilan de son dernier mandat.

A l'écoute des femmes
Au cours de celui-ci, le président a notamment élargi ses programmes sociaux, réduit le chômage et le déboisement en Amazonie à des niveaux historiques, accordé des bourses aux étudiants afin d'éviter le décrochage scolaire ou encore exonéré d'impôt les personnes disposant d'un revenu inférieur ou égal à 5 000 reais (environ 854 euros) par mois.

« *Maintenant que l'essentiel est garanti, il est temps de franchir un cap* », a estimé le leader de la gauche, promettant, s'il est réélu, d'investir davantage dans l'éducation, dans la protection des personnes âgées, dans la défense nationale et dans la lutte contre les violences faites aux femmes – le Brésil a enregistré quatre féminicides par jour en 2025, d'après les données du ministère de la justice et de la sécurité publique.

« *La sensibilité de Lula à l'égard des violences faites aux femmes est très importante pour nous, car le féminisme est aujourd'hui la cible de nombreuses attaques* », explique Angela Pereira da Silva, 37 ans, psychologue à Sao Paulo, venue soutenir le président. « *Nous, les femmes, sommes le principal soutien de Lula* », affirme-t-elle, rappelant que l'électorat féminin, qui représente 52,83 % des voix, a constitué un rempart contre l'extrême droite lors de l'élection de 2022. Selon un sondage Datafolha du 24 juillet, Lula recueille 50 % des intentions de vote parmi les femmes, contre 40 % pour Flavio Bolsonaro au second tour. « *Lula est le président qui a le plus fait pour nous* »,

L'actuel chef de l'Etat recueillerait 48 % des intentions de vote au second tour, contre 43 % pour Flavio Bolsonaro

abonde Jessy Dayane, 36 ans, qui se présente aux élections législatives de Sao Paulo avec la bannière du PT de Lula et fait partie du Mouvement des sans-terre, qui revendique une réforme agraire. Même si son organisation reproche souvent au président, confronté à un Congrès dominé par des représentants de l'agro-industrie, de ne pas prendre suffisamment de mesures en faveur du mouvement, la jeune femme continue de le soutenir. « *C'est le seul président qui a écouté les mouvements sociaux* », dit-elle.

Pour Wellington Damasceno, président du syndicat des métallurgistes de la région de l'ABC, un ensemble de banlieues de Sao Paulo très industrialisées, la capacité de dialogue de Lula en fait le « *seul capable de rassembler le camp démocratique brésilien face à l'extrême droite* ». Lors de la convention, de nombreux représentants du PSB, du Parti communiste du Brésil, du Parti vert, du Parti démocratique travailliste, du Parti socialisme et liberté et du Réseau durabilité étaient présents pour témoigner de leur soutien à la candidature du président.

Simone Tebet, membre du PSB et ancienne ministre de la planification et du budget (2023-2026), estime que l'alliance de son parti, auquel appartient aussi M. Alckmin – membre du Parti socialiste brésilien (PSB), apprécié des milieux d'affaires, qui sera de nouveau colistier –, ainsi que le bilan de son dernier mandat.

Alliée de Donald Trump, la famille Bolsonaro ne cesse d'exercer des pressions sur la Maison Blanche pour défendre ses intérêts. En juillet 2025, elle est parvenue à faire instaurer par Washington des droits de douane de 50 % sur les importations brésiliennes, finalement retirés en novembre, une mesure de rétorsion contre le procès de Jair Bolsonaro pour sa tentative de coup d'Etat, en septembre 2025. Plus récemment, le 5 juin, onze jours après une réunion bilatérale entre Flavio Bolsonaro et Donald Trump, le département d'Etat américain a classé les deux principales organisations criminelles brésiliennes parmi les « *organisations terroristes étrangères* », alimentant les craintes d'une possible intervention américaine au Brésil.

« *Etant donné que le Brésil est un pays hautement stratégique en Amérique latine, en raison de sa taille mais aussi de l'importance de son économie [du fait notamment de ses abondantes terres rares], nous risquons d'assister à une ingérence extérieure dans les élections de la part de l'extrême droite, en particulier des Etats-Unis et de l'Argentine* », redoute Marco Antonio Carvalho Teixeira, politologue à la Fondation Getulio Vargas. La participation du président argentin, Javier Milei, à l'officialisation de la candidature de Flavio Bolsonaro, le 25 juillet, à Sao Paulo, lors de laquelle l'ultralibéral a traité Lula de « *délinquant* » et de « *déchet socialiste* », n'a rien de rassurant. ■

ANNE-DOMINIQUE CORREA

Yémen : l’affaire de la « fille » de Saddam Hussein

En réclamant la protection d’une puissante tribu, cette femme a provoqué une crise grave dans le pays

RÉCIT

MARIB (YÉMEN) - *envoyé spécial*

Une jeune femme fait irruption dans un *ma-jlis* – le lieu de réunion de la tribu. Elle porte une cape noire ornée de petits diamants aux épaulettes et un hijab rouge. Devant un parterre d’hommes armés, elle annonce sur un ton solennel : « *Je viens solliciter la protection de toute la tribu Dahm.* » Le cheikh Hamad Fadgham se lève, habillé d’une tunique blanche, une kalachnikov à la main, le *jambiya* (poignard traditionnel) à la ceinture. « *Bienvenue, sois rassurée, tu es sous notre protection* », répond-il. « *Voici une mère de mes tresses* », déclare-t-elle. Le cheikh se saisit de la poignée de cheveux et la brandit devant l’assemblée d’hommes en armes : « *Cela nous engage tous : moi, tous les cheikhs de la tribu Dahm et de la confédération de tribus Bakil* [l’une des plus importantes du pays]. »

Le patriarche lui demande alors : « *Quel est ton nom ?* » ; « *Mira Saddam Hussein* », lui répond-elle. Difficile à croire tant elle paraît cinématographique, la scène, qui a eu lieu en avril, s’est pourtant déroulée ainsi. La vidéo de la *dakhala* – la demande de protection tribale – de la femme à la cape a fait le tour du pays et a défrayé la chronique. Pour cause, elle clame être la fille de… l’ancien dictateur irakien. Une information démentie par la famille, exilée aux Emirats arabes unis.

Dépouillée de ses biens et menacée par plusieurs caciques houthistes – un mouvement politico-militaire qui s’est développé dans le nord du Yémen en se réclamant du zaïdisme, branche minoritaire de l’islam chiite –, Mira, qui serait arrivée au Yémen au début des années 2000, s’est réfugiée en avril auprès de la tribu Dahm, dans les régions désertiques d’Al-Jawf (Nord-Est). Le gouvernorat est en partie occupé par le mouvement zaïdite, allié de l’Iran, qui a envahi tout le nord-ouest du pays après un violent coup d’Etat orchestré fin 2014.

Les tribus vivant en territoire houthiste étant sous haute surveillance, le cheikh Hamad Fadgham et tous ses soutiens claniques ont ensuite été arrêtés par les houthistes, au même titre que Mira. Une action qui contrevient au droit coutumier tribal exigeant qu’une personne ayant demandé asile à une tribu soit intouchable, au risque de déclencher une guerre avec celle-ci.

Après plusieurs semaines de détention, le cheikh est libéré par les houthistes à la fin du mois de juin, mais pas la prétendue fille de Saddam Hussein. L’homme fuit alors en territoire contrôlé par le gouvernement légitime – qui administre l’essentiel du Yémen du Sud et du centre du pays.

« Honte » et « déshonneur »

A quelques kilomètres de la frontière saoudienne, dans le désert d’Al-Rayyan, Hamad Fadgham va alors convoquer un rassemblement tribal inédit dans le pays. Dans une seconde vidéo devenue virale, l’homme décrit des semaines d’humiliation et de tortures. « *Par Dieu, j’ai subi toutes sortes d’épreuves. Mais ma dignité… Je n’accepterai jamais qu’on la salisse* », hurle-t-il d’une voix déchirée par les larmes. La rangée d’hommes en face de lui se met à tirer en l’air à la mitrailleuse. « *L’enlèvement de Mira est une opération criminelle. Elle avait sollicité notre protection et s’était coupé les cheveux pour nous… c’est une honte et un déshonneur pour les Yéménites et pour tous les Arabes de la péninsule !* » Le cheikh défait alors le foulard au-dessus de sa tête et brise son *jambiya*, symbole d’une

Mira, qui serait arrivée au Yémen au début des années 2000, s’est réfugiée en avril auprès de la tribu Dahm, dans le Nord-Est

grande humiliation subie. Des centaines de cheikhs et des milliers d’hommes munis de kalachnikov vont alors converger de tous les territoires du Yémen pour afficher leur soutien à Hamad Fadgham. Jamais un tel rassemblement tribal anti-houthiste n’avait eu lieu depuis le début de la guerre.

Dès leur arrivée au pouvoir, en 2014, les houthistes ont arrêté, assassiné ou poussé à l’exil les chefs de tribus qui leur étaient défavorables. Fréquemment encore, les rares cheikhs en opposition avec les rebelles voient leurs biens saisis et leurs propriétés dynamitées. Les houthistes se sont aussi immiscés dans les nominations de certains clans puissants – une première –, choisissant des profils dociles et inexpérimentés.

Depuis des semaines, le désert d’Al-Rayyan est ainsi devenu une place forte de l’opposition, des rebelles aux méthodes brutales ayant violé le droit coutumier des tribus. Paradoxalement, bien que située en territoire contrôlé par le gouvernement, cette vaste zone servait jusqu’alors de couloir aux contrebandiers pour acheminer des armes depuis Oman vers les rebelles. Alors que la mobilisation prenait de l’ampleur, des drones houthistes ont survolé Al-Rayyan. Certains ont été abattus par des membres de tribus, renforçant la colère collective.

Entre deux réceptions, le cheikh Hamad Fadgham a accepté de se confier au *Monde*. Au sujet de Mira, alors que les houthistes disent avoir réalisé des tests ADN sur la jeune femme, établissant qu’elle est la fille de deux parents yéménites et non du dictateur irakien, le cheikh de Dahm rejette ces conclusions et livre sa version : « *Mira est arrivée avant l’invasion américaine de l’Irak en 2003. Elle a été accueillie avec l’accord de l’ancien président Ali Abdallah Saleh* [tué lors de combats contre les houthistes en 2017], *qui était un soutien de Saddam Hussein*, affirme-t-il. *Lorsqu’elle est arrivée, ce dernier s’est adressé à un homme appelé Ahmed Al-Zubayri. Il venait de vivre la douloureuse perte de sa fille, Soumaya, qui habitait à l’étranger. Le président a fourni à ce père une carte d’identité yéménite au nom de sa fille décédée pour Mira, histoire de cacher la fille du président irakien.* »

Pendant son exil, l’ancien président Saleh aurait généreusement donné plusieurs propriétés à la jeune femme. Des propriétés récemment saisies par Fares Manaa, un houthiste connu pour faire du trafic d’armes.

En tout, une villa, un immeuble, 50 kilogrammes d’or, deux voitures, ainsi que 260 000 dollars américains (221 000 euros au taux de conversion de l’époque) en billets lui auraient été subtilisés. « *Les houthistes l’ont également prise pour cible parce qu’ils agissent au nom de l’Iran, et vous savez à quel point l’Iran éprouve de l’hostilité envers Saddam Hussein* », avance le cheikh.

Alors que l’Arabie saoudite et les houthistes sont à couteaux tirés depuis la reprise de la guerre entre les Etats-Unis, l’Iran et les pays du Golfe, l’impressionnant rassemblement tribal pourrait sonner comme une opportunité. Le gouvernement légitime s’est ce-



La tribu Shadadi, dans le district de Raghwan (Marib, Yémen), le 15 septembre 2025. QUENTIN MÜLLER

pendant montré prudent car tout soutien public aurait contrevenu au cessez-le-feu tacite avec les houthistes – très fragile – en vigueur depuis 2022. Certains membres ont par ailleurs exprimé leur scepticisme quant à un potentiel soulèvement des tribus en zones houthistes.

Une erreur stratégique, selon Adel Dashela, chercheur spécialiste des questions tribales pour le Sanaa Center for Strategic studies. « *Les tribus sont venues de partout pour exprimer leur soutien. Si les houthistes avaient accédé rapidement à leurs revendications* [en libérant Mira], *alors je pense que ces rassemblements ne se seraient pas politisés. Mais les houthistes refusent toujours de répondre à leur requête. Si cela continue, tout scénario sera envisageable* », affirme le chercheur.

« Effacer toute identité tribale »

Si Hamad Fadgham se dit prêt à mobiliser 5 000 hommes armés pour combattre les houthistes en cas de non-libération de Mira, le cheikh reste néanmoins prudent sur la probabilité d’une révolte de l’intérieur. « *L’objectif de la mobilisation tribale était de libérer Mira. Nous n’avions pas de plan militaire spécifique dans cette affaire ; il s’agissait avant tout d’une question tribale, régie par les lois et les usages coutumiers. Toutefois, nous combattons les houthistes uniquement dans le cadre de l’affaire de Mira, si nous y sommes contraints et si aucune solution n’est trouvée. Le Yémen tout entier, de l’est à l’ouest et du nord au sud, est aujourd’hui en mouvement d’une manière que les tribus yéménites n’avaient jamais connue auparavant* », clame-t-il.

Difficile pour autant de jauger de manière certaine le niveau de colère et d’hostilité des tribus du Nord à l’égard des houthistes. Jules Grange Gastinel, doctorant au CNRS, spécialiste du mouvement houthiste et de la gouvernance rebelle, affirme qu’il est impossible de savoir « *quelles sont les ententes actuelles des chefferies tribales du Nord avec les rebelles* ». Il rappelle qu’il est « *très difficile d’organiser un soulèvement interne comme ça, sans être aidé par un autre acteur* ». Plusieurs fois abandonnées lors d’affrontements passés avec les houthistes, beaucoup de tribus seraient toujours sceptiques à l’idée de rejoindre le camp gouvernemental.

Abdullah Hussein a parcouru 300 kilomètres depuis Raghwan (district nord de Marib) pour re-

joindre Al-Rayyan avec 200 fusils de la tribu Shadadi. Lui et les siens ont tiré pendant de longues minutes en direction du ciel pour signifier leur arrivée et « *remonter le moral des tribus qui* [les] *accueillent* ». Selon lui, « *les houthis-*

tes veulent effacer toute identité tribale car les tribus protègent l’honneur et la dignité, et défendent les opprimés, quels qu’ils soient ». « *La plupart des tribus sous contrôle houthiste subissent humiliations, dégradations et sou-*

mission forcée », explique-t-il. L’homme espère que les clans yéménites libéreront le pays et que le peuple rentrera chez lui, « *grâce à la puissance de Dieu et à la détermination des tribus* ». ■

QUENTIN MÜLLER

FONDS pour
L'INDÉPENDANCE
de la PRESSE

Appel à projets

BESOIN
DE
SOUTIEN
POUR
FINANCER
VOTRE
ENQUETE
JOURNALISTIQUE?

Candidatez jusqu’au 13 septembre 2026



En Géorgie, la société civile persécutée et à l'agonie

Le régime multiplie les lois pour faire taire toute critique. En deux ans, 80 % des ONG ont cessé leurs activités

TBILISSI - envoyée spéciale

La façade du bâtiment, niché en plein cœur de Tbilissi, en Géorgie, est tapissée de dessins obscènes et d'insultes : « *agents de l'étranger* », « *putes* », « *ennemis de la nation* », « *esclaves* ». Les tags, en lettres rouges, témoignent de la guerre que livre le gouvernement à la société civile, aujourd'hui à l'agonie dans cette ancienne république soviétique du Caucase. Ici, les insultes visent l'association des jeunes juristes Gyla, qui défend les citoyens tabassés et emprisonnés dans le cadre des manifestations – ininterrompues depuis novembre 2024 – contre la suspension du processus d'intégration à l'Union européenne (UE). Mais toutes les ONG du pays défendant la démocratie et les droits humains subissent la même campagne de haine, d'une ampleur inédite depuis l'indépendance après la chute de l'URSS, en 1991.

Dernier contre-pouvoir, la société civile est devenue la cible du régime, qui multiplie les lois pour la réduire au silence. Ces attaques coïncident avec la volte-face du gouvernement après l'invasion russe de l'Ukraine, en février 2022. Le parti au pouvoir depuis 2012, Rêve géorgien, s'est détourné de l'UE, à laquelle la Géorgie est officiellement candidate depuis 2023, pour se rapprocher de Moscou, au grand désespoir de la population, à 75 % favorable à l'intégration européenne selon les sondages. Depuis, le pays s'enfonce dans l'autoritarisme.

En deux ans, le renversement est spectaculaire : hier l'une des plus vibrantes et solides de l'espace post-soviétique, la société civile géorgienne n'est plus que l'ombre d'elle-même. Selon une étude non publiée réalisée fin 2025 par l'ONG Social Justice Center, « *96 % des organisations font état de graves difficultés financières* », « *94 % ont réduit leurs opérations, en se recentrant sur leurs fonctions essentielles, ou en cessant complètement leurs activités* ».

Les grandes ONG ne sont pas épargnées. Transparency International a dû fermer ses cinq bureaux dans le pays en novembre 2025 après que son compte en banque a été gelé. « *Aujourd'hui, 80 % des ONG ont disparu* », affirme Eka Gigauri, directrice de l'organisation anticorruption à Tbilissi. *Des activistes continuent de travailler grâce à leurs ressources personnelles, répondent à la presse ou vont manifester, mais les entités*

« La société civile est pratiquement morte. En Russie, cela a pris dix ans pour la détruire. Ici, deux ans ont suffi »

GIORGI KANDELAKI
historien au Laboratoire de recherche sur le passé soviétique

légales ont cessé leurs activités. »

Giorgi Kandelaki, historien au Laboratoire de recherche sur le passé soviétique (Sovlab), fait le même constat : « *La société civile est pratiquement morte. En Russie, cela a pris dix ans pour la détruire. Ici, deux ans ont suffi. Les organisations, fortes d'une expérience de trente ans, ne sont plus que des noms qui flottent en l'air, mais elles n'ont plus de bureaux, plus de projets, ni de salaires. Rien. On va peut-être poursuivre sous une autre forme, car la résistance continue, mais c'est une bataille extrêmement difficile.* » Étroitement surveillés, beaucoup redoublent de prudence dans leur parole publique. « *Je ne sais même pas si ces locaux ne sont pas sur écoute* », confie avec inquiétude un militant, sous le couvert de l'anonymat.

Affaiblissement économique

Pour éliminer la société civile, la stratégie du gouvernement a consisté, dans un premier temps, à la stigmatiser, puis à l'étrangler financièrement. La loi controversée sur l'influence étrangère, adoptée en 2024, a d'abord obligé les ONG et les médias indépendants recevant plus de 20 % de leurs revenus de l'étranger à s'enregistrer comme « *agents œuvrant pour les intérêts d'une puissance étrangère* », sous peine de recevoir une amende annuelle de 25 000 laris (8 396 euros). Or, en Géorgie, petit pays de 3,7 millions d'habitants à l'économie fragile, toutes les ONG dépendent presque intégralement des subventions internationales, essentiellement européennes et américaines. L'immense majorité d'entre elles ont refusé de s'enregistrer comme « *agents de l'étranger* », dénonçant une qualification « *injuste et dégradante* ». Seules 385 des 3 987 organisations actives en 2026 s'y sont pliées, soit moins de 10 %, selon les chiffres officiels.

Face à cet échec, le gouvernement a alors adopté une autre loi



Eka Gigauri, de Transparency International, à Tbilissi, le 21 juillet. JULIEN PEBREL/MYOP POUR « LE MONDE »

sur l'enregistrement des « *agents étrangers* » en avril 2025, le Foreign Agents Registration Act (FARA). Les restrictions sont plus larges – elle ne vise pas seulement les organisations, mais aussi les personnes – et les sanctions nettement plus lourdes, les contrevenants risquant jusqu'à cinq ans de prison. Craignant pour leur sécurité, de nombreux activistes se sont résolus à arrêter leur activité. « *La moitié de nos employés sont partis à ce moment-là* », se souvient Aleksandre Pataraia, 26 ans, juriste à l'association Gyla. Lui a refusé de se soumettre à la loi FARA et continue de travailler malgré le risque de finir en prison. « *On peut se forcer à ignorer la peur*, dit-il. *C'est un choix person-*

nel. Je veux continuer le plus longtemps possible à défendre ceux qui n'ont pas de voix face au gouvernement. Des centaines de manifestants ont été torturés. Si on ne les défend pas, qui pourra le faire ? »

Le coup de grâce infligé à la société civile est intervenu en mars 2026, avec l'adoption d'une loi plaçant les financements internationaux des ONG sous le contrôle direct du gouvernement. Les donateurs étrangers doivent désormais obtenir son approbation avant d'octroyer des subventions. Les autorités ont déjà refusé plusieurs projets, dont l'un était financé par l'ambassade du Royaume-Uni. Recevoir des financements étrangers sans autorisation est passible de six ans de prison.

En Géorgie, les ONG dépendent presque intégralement des subventions internationales

Un amendement voté peu après a encore renforcé les restrictions, en introduisant la rétroactivité : les ONG ayant auparavant perçu des financements de l'étranger doivent demander l'autorisation du gouvernement pour les dépenses. En parallèle, les autorités ont ouvert des enquêtes criminelles, accusant de nombreuses ONG de

« *sabotage contre l'Etat* ». Leurs comptes bancaires ont été gelés.

Pour l'heure, Gyla, fondée en 1994, a réussi à ne pas mettre la clé sous la porte, mais elle a dû se réorganiser de façon drastique. « *On travaille en mode d'urgence* », explique Aleksandre Pataraia. Les consultations gratuites d'aide juridique ont été suspendues – l'organisation en avait assuré plus de 1,3 million ces dernières années – et les rares membres du personnel à ne pas être partis travaillent désormais bénévolement. L'ONG Civil Society Foundation, accusée elle aussi de « *sabotage contre l'Etat* » et dont les comptes ont été gelés, a dû licencier tout son personnel fin 2025. Elle rationne l'utilisation de l'électricité pour faire des économies, avec l'espoir que chacun puisse bientôt reprendre son poste.

Une poignée d'organisations dit parvenir à poursuivre tant bien que mal des activités grâce à la « *débrouille* » et au « *mécanisme fluide* » de certains donateurs européens et américains, sans détailler. D'autres ont fui à l'étranger, notamment en Arménie, en République tchèque ou en Estonie. « *Mais s'installer à distance est extrêmement difficile. Seules les grandes ONG ont pu le faire* », explique Eka Gigauri. Elle-même harcelée par le pouvoir et visée par deux enquêtes criminelles qui pourraient lui valoir jusqu'à quinze ans de prison, cette militante anticorruption a choisi de rester à Tbilissi. « *Je me prépare à être arrêtée à chaque instant, explique-t-elle calmement. Ici, beaucoup de gens sacrifient leur avenir pour le pays, parce qu'on veut la démocratie, une justice indépendante, et être membre de l'UE.* »

Qu'en sera-t-il demain ? A l'université géorgienne où il enseigne, Giorgi Burjanadze, conseiller juridique à la Civil Society Foundation, observe déjà une crise des vocations : « *Plus aucun étudiant n'envisage de travailler dans la défense des droits humains, parce qu'ils savent qu'ils ne pourront pas avoir de salaire, et que cette activité est désormais criminalisée.* » Ce père de deux enfants se raccroche à l'espoir que la Cour européenne des droits de l'homme, saisie par plusieurs ONG, tranche en leur faveur. « *Si la crise ne dure que deux ou trois ans, on pourra recommencer* », veut-il croire. Dans le cas contraire, « *la prochaine étape consistera à tous nous mettre en prison.* » ■

FAUSTINE VINCENT

Au Mexique, une université confrontée à une possible fraude à l'IA

Plusieurs concours d'entrée ont reçu des notes bien plus élevées que les années précédentes. Des candidats devront repasser les épreuves

Des milliers de candidats au concours d'entrée à l'université nationale autonome du Mexique (UNAM) vont devoir repasser leur examen, a indiqué l'établissement, vendredi 31 juillet. La prestigieuse institution avait tenté d'innover cette année, en autorisant les candidats à passer l'examen en ligne, à condition d'allumer une caméra et un micro, pour permettre à des surveillants de s'assurer qu'ils étaient seuls dans leur chambre. Un outil d'intelligence artificielle (IA) devait même aider à détecter des comportements suspects. Mais les candidats ont apparemment fait meilleur usage de cet outil que les examinateurs : des notes anormalement élevées ont éveillé des soupçons de triche massive grâce à des assistants d'IA.

Les examens en ligne, qui ont eu lieu en mai et juin, consistaient en

un QCM de 120 questions, diffusées pour chaque cursus. Lors des résultats des 158 000 candidats ont été publiés, le 17 juillet, les graphiques ont indiqué des courbes de réussite très différentes des moyennes habituelles. En 2026, selon les chiffres de l'UNAM, 16,3 % des candidats ont obtenu 100 points ou plus, contre 3,5 % en moyenne entre 2021 et 2025 – soit près de cinq fois plus.

Les réactions des étudiants ont été immédiates. Quelques dizaines d'entre eux se sont rendus devant la direction de l'université pour réclamer de nouveaux examens, ou pour demander que les résultats soient respectés car ils estiment avoir travaillé dur pour obtenir cette place. Mais c'est sur les réseaux sociaux que le débat a été le plus intense. « *C'est très frustrant* », confie Elias Badager, qui souhaitait étudier en relations in-

ternationales. « *Ça a des conséquences directes pour ceux qui ont passé cet examen en toute honnêteté. L'année dernière, pour ce cursus, ont été reçus tous les étudiants qui ont obtenu 77 points ou plus. Et cette année, il fallait 96 points.* » Elias, qui a obtenu 95 points, reste donc sur la touche.

« *J'ai été reçu en médecine, merci ChatGPT!* » écrivait un étudiant décomplexé sur les réseaux sociaux le jour de l'annonce des résultats. Depuis, face au scandale qui tient la presse mexicaine en haleine, les contrevenants se sont faits plus discrets. La présidente mexicaine, Claudia Sheinbaum, s'est exprimée sur la question en conférence de presse, tout en laissant la main à la direction de l'université : « *Si l'UNAM considère qu'il y a eu une fraude massive et qu'il s'agit d'une affaire pénale, nous avons les institutions néces-*

saires pour cela. » Le recteur, Leonardo Lomeli Vanegas, a reconnu dans un communiqué la gravité de la situation : « *Ces faits n'affectent pas seulement l'université, mais la société dans son ensemble. Nous ne pouvons pas normaliser ce genre de situations.* »

Un pari risqué

L'UNAM avait annoncé en début d'année la tenue de ces examens en ligne en affichant une bonne intention : « *[L'examen d'entrée 2026] sera plus inclusif, car il permettra à un plus grand nombre d'aspirants du Mexique et de l'étranger de participer au concours d'entrée* », avait déclaré Ivonne Ramirez Wence, directrice générale de l'administration scolaire, dans la *Gaceta UNAM*, la publication de l'institution publique fondée en 1910. Mais numériser des épreuves en 2026, alors

que l'IA met les systèmes éducatifs à rude épreuve dans le monde entier, semblait un pari risqué.

Consciente de ce risque, l'université avait mis en place, à l'aide d'une entreprise externe, Territorium Life, un système de détection d'activité frauduleuse – qui lui-même s'appuie sur l'IA. La caméra et le micro de chaque participant devaient être activés afin de révéler tout son suspect, la présence éventuelle de dispositifs électroniques externes, ou d'une tierce personne, une absence injustifiée devant l'écran... Les entorses détectées étaient signalées à un superviseur – bien humain, lui – qui faisait remonter les signalements. Ce dispositif a permis de repérer 3 000 élèves contrevenants, qui ont été disqualifiés. En outre, l'utilisation d'un navigateur spécifique, LockDown Browser, empêchait l'uti-

lisation d'autres programmes ou l'accès à Internet pendant l'examen. Mais rien de tout cela n'a, semble-t-il, été suffisant.

L'université a nommé en urgence une commission technique de 16 experts pour donner son avis sur de possibles irrégularités et plancher sur des solutions. Vendredi, l'institution a annoncé qu'un examen écrit de contrôle allait être programmé prochainement pour tous ceux qui ont obtenu, lors de cet examen en ligne, les points qui avaient été en moyenne nécessaires pour être accepté à l'université entre 2021 et 2025. Aucune date précise n'a été annoncée, mais la Commission a assuré que tout serait fait pour que le cycle universitaire ne soit pas démesurément affecté. La rentrée universitaire était initialement prévue pour le 10 août. ■

LAURENCE CUVILLIER

INCENDIES



Retour sur les premières heures du feu

En Gironde, quelque 1 000 habitants souhaitent qu’une plainte contre X soit déposée devant la justice

ENQUÊTE

SAUMOS, LE PORGE (GIRONDE) - envoyée spéciale

Colère XXL au point zéro du mégafeu en Gironde. A Saumos, le village d’où est parti l’incendie qui a détruit 42 000 hectares en dix jours, et au Porge, où près de 200 maisons ont brûlé, les habitants n’en finissent pas de ressasser le déroulé des premières heures du feu, avant qu’il ne devienne hors de contrôle. A qui la faute ? Aurait-on pu maîtriser rapidement le sinistre ? Pourquoi ne pas les avoir davantage écoutés ?

Dans un paysage de désolation, quatre sylviculteurs, réunis chez Bertrand Biensan, forestier au Porge, tout proche, racontent au *Monde*, comment, mercredi 22 juillet, le commandant des opérations de secours (COS) a refusé de les entendre et d’ajouter leurs compétences aux siennes. Selon eux, arrêter ce feu, le « tuer dans l’œuf », était possible rapidement, sans « *ce mépris envers [eux], qui cultiv[ent] le pin ici à la suite de [leurs] pères et [leurs] grands-pères, et qui t[ien]nent d’eux la technique ancestrale des contre-feux* », explique Bertrand Biensan. « *On connaît par cœur chacune de nos parcelles pour avoir grandi dessus ; on sait où “moucher” un feu* », insiste Didou Deyres, conseiller municipal et ancien adjoint à la mairie du Porge, une voix qui compte dans le coin. Mais le 22 juillet, il n’a pas été entendu. Pas plus que Jean-Jacques Maurin, un autre forestier éconduit.

« *En arrivant sur le feu, j’ai proposé tout de suite ma connaissance des pistes et des points d’eau aux pompiers du PC, avant de dire au COS qu’allumer un contre-feu s’imposait. Tout y était favorable : la parcelle de 50 hectares de végétation basse, le vent et la présence des pompiers spécialisés dans le brûlage, qui n’attendaient qu’un ordre. Il m’a répondu que c’était lui qui décidait et qu’il allait me faire embarquer par les gendarmes.* » Rejeté à 17 heures, le contre-feu sera finalement réalisé à 0 h 45 et échouera, « *parce que bien trop tardif* », estime Jean-Jacques Maurin, qui a perdu une grande partie de ses pins de production, « *le travail d’une vie* » et son gagne-pain. Arrivé dès 12 h 20 sur le départ de feu, Didou Deyres a fait la même analyse que lui.

UN FEU TACTIQUE

Didou Deyres et Jean-Jacques Maurin sont membres de l’Association syndicale autorisée de défense des forêts contre l’incendie, qui regroupe des propriétaires forestiers pour mutualiser les moyens et les travaux de prévention des feux. A ce titre, ils construisent les pistes, les fossés, les points d’eau et débroussaillent. Dans ce massif forestier, détenu à 90 % par des propriétaires privés, le contre-feu est l’un de leurs outils de gestion « *la plus efficace quand les conditions sont réunies, comme c’était le cas ce jour-là* », insiste Didou Deyres. Et en tant que DFCI, ils sont habilités à en mener, même en pleine intervention sur un incendie, mais sur décision du COS.

Un feu tactique, son autre appellation, s’allume en avant du front pour brûler le combustible disponible. Lorsque l’incendie principal arrive, il ne trouve plus de matière à consommer et peut ainsi être stoppé. « *C’est comme ça qu’on vient à bout des feux ici depuis des dizaines d’années* », appuie Jean Darriet, propriétaire viticole du Château Seguin et propriétaire forestier sur ce territoire où il est né et mémoire vivante du lieu à 95 ans. Si cette technique est intégrée aux méthodes modernes de lutte contre les incendies des pompiers, les forestiers se plaignent qu’« *on n’écoute pas les propriétaires de parcelles, qui sont pourtant bien meilleurs connaisseurs des feux de pins que les pompiers. Pour eux, ce n’est pas le cœur du métier et ils n’ont que quelques semaines de formation sur ce point chaque année* », regrette Ludovic Pollet, un ancien pompier professionnel de Lège-Cap-Ferret, passé par les pompiers de Paris. Ludovic Pollet rappelle que les pompiers de Gironde s’appuient davantage sur le positionnement stratégique des hommes, sur une piste, en attente de l’arrivée du feu, que sur une entrée avec leurs engins dans les massifs lors des feux naissants, comme le font leurs voisins des Landes. A l’heure où le feu a dévoré le paysage, et où ces deux communes, à l’identité sylvicole, paient le prix fort au sinistre, ces différentes approches de l’attaque du feu sont sur toutes les lèvres. « *Moi, je ne comprends pas, avoue une jeune femme de Saumos, qui requiert l’anonymat. Comment, alors même que 18 camions*



Dans les environs de la commune du Porge (Gironde), le 25 juillet. HERVÉ LEQUEUX POUR « LE MONDE »

de pompiers sont là avant 12 h 30, ils ont laissé filer le feu ? Un ami pompier que j’appelle à ce moment-là, en rentrant de mon travail, me dit qu’il attend les ordres, mais il me rassure en me disant qu’[ils ont] vraiment mis les moyens. La suite, on la connaît, ce qui a “merdé”, beaucoup moins. » Avec les deux pompiers du département, morts le 21 juillet, brûlés vifs dans leur camion, lors du feu de Mérignac, est-ce qu’ils ont pris moins de risques que d’ordinaire, allant moins au contact du feu ? C’est ce qui se dit dans les discussions au Porge et à Saumos ; même si cette question, Marc Vermeulen, directeur du service départemental d’incendie et de secours de la Gironde et chef des sapeurs-pompiers, la qualifie d’« *indécente* ».

Pour Marc Vermeulen, il est évident que ses hommes ont fait le maximum, honorant ainsi la mémoire des deux victimes, leurs amis, en combattant d’arrache-pied les flammes. Et à ceux qui reprochent le nombre de maisons brûlées, il rappelle que la priorité ce sont les vies humaines. Dans un entretien au *Monde* publié vendredi 31 juillet, le chef des pompiers rappelle qu’entre deux opérations, un choix a sans doute dû être fait : « *Jeudi soir, c’est le moment où l’incendie, de retour sur la commune du Porge, a tourné, en même temps qu’une saute de feu enflammait le centre-ville de Lège et que les arbres brûlaient le long de la départementale D3.* » Les ordres donnés feront partie du retour d’expérience, mais Marc Vermeulen explique : « *Comment peut-on imaginer que nous aurions abandonné une partie de la population du Porge alors que la commune n’était pas complètement évacuée ? Nous verrons s’il y a eu une action identifiée comme prioritaire à ce moment-là, ou si le poste de commandement a manqué d’informations, ce qui peut également arriver.* »

Destiné à tirer des enseignements et à faire évoluer les pratiques, le retex (retour d’expérience) devrait théoriquement révéler les stratégies et les choix à l’œuvre, mais rien ne garantit qu’il sera intégralement public. C’est pour être certains d’avoir accès à ces informations que des habitants du Porge comme de Lège, où des maisons ont été détruites par les flammes, se sont réunis au sein d’un collectif de victimes. Ils sont presque 1 000 à souhaiter qu’une plainte contre X soit déposée collectivement devant la justice. « *On a besoin de comprendre pourquoi on a tout perdu, et seule l’union fera notre force* », résume Ludvine Daurignac, à l’origine de la procédure. « *Il faut qu’on nous dise quelles défaillances successives se sont enchaînées depuis le départ de ce feu et expliquent ce qu’on a vécu. Pourquoi notre sirène n’a pas fonctionné ? Pourquoi on ne*

« MOI, JE NE COMPRENDS PAS COMMENT, ALORS MÊME QUE 18 CAMIONS DE POMPIERS SONT LÀ AVANT 12 H 30, ILS ONT LAISSÉ FILER LE FEU ?, S’INTERROGE UNE JEUNE FEMME DE SAUMOS

nous a évacués que cinq minutes avant le feu, voire pas du tout pour certains ? », demande cette habitante du Porge, âgée de 45 ans, qui travaille dans le secteur de l’esthétique, et dont la maison a brûlé. Alors que, côté préfecture, on estime avoir géré la crise avec méthode ; côté terrain, nombre de personnes, comme Ludvine Daurignac, sont passées entre les mailles. Ce sont les gendarmes qui, à 20 heures mercredi 22 juillet, ont frappé chez elle, lui donnant « *cinq minutes pour partir, car le feu était à 30 mètres* ». L’ordre d’évacuer, qu’elle aurait dû avoir dans l’après-midi, est arrivé deux jours plus tard sur son téléphone. Elle est partie sans rien et sa vie a été effacée par le feu. « *Car à ce moment-là, et dès le début de la soirée, les pompiers avaient eu ordre de repartir du Porge pour aller sauver Lège-Cap-Ferret, alors qu’on avait des flammes partout, que tout le monde n’était pas évacué*, rappelle Nathalie Augonnet, adjointe au maire du Porge. *J’ai cru mourir. Comme d’autres parce que j’ai récupéré à 3 heures du matin des gens hagards sur la route, avec un sac, qui fuyaient le feu.* » Sa voisine, Sophie Rocher, 56 ans, elle, a pu quitter l’hôtel du Porge en catastrophe avec ses clients à 1 h 30, dans la nuit du jeudi 23 au vendredi 24 juillet, sur le conseil d’un policier municipal passé lui dire : « *Si j’étais vous, j’évacuerais.* » Un mur de flammes, de l’autre côté de la route départementale, faisait face au bâtiment qu’elle dirige avec son conjoint. « *On n’avait rien reçu avant* », aucun « *FR-Alert* ».

EMBOUEILLAGE MONSTRE

A la préfecture, l’envoi de ces messages est pourtant considéré comme une mission de première importance. Ces ratés de certains quartiers ont conduit à « *des évacuations extrêmement dangereuses, en catastrophe* », rappelle Ludvine Daurignac, parfois en voiture sur des pistes cyclables dans la forêt, très près des feux. Un embouteillage monstre a tenu des évacués à l’arrêt pendant plusieurs heures, vendredi soir, sur la route, dans leur voiture, autour du bassin d’Arcachon, alors même que le pyrocumulonimbus, nuage formé par l’incendie, couvrait une partie du ciel, créant un danger potentiel de reprises de feu éloignées du brasier principal.

Reste que aucun décès n’est à déplorer, ce qui en soi est une victoire, vu l’ampleur du sinistre. « *Bien sûr l’administration peut se targuer de n’avoir eu aucun mort, mais ils ont mis des gens en danger* », affirme l’avocat Sylvain Galinat, qui explore cette accroche juridique pour son dépôt de plainte. « *Si on fait le bilan, il n’y a que la presqu’île du cap Ferret où tout*

s’est bien passé. On l’a évacuée en bon ordre une matinée. Ensuite, ce feu, on l’a stoppé juste avant qu’il n’arrive là, parce que là, on s’est donné les moyens de le faire, résume Bertrand Biensan. Après, on peut considérer – ou non – qu’il y a eu un abandon des autres communes. Il n’empêche, les moyens étaient envoyés au sud de la zone de feu, pas au Porge au moment où les flammes l’encerclaient. »

Est-ce que les services de l’Etat avaient bien mesuré le risque encouru par le département ce 22 juillet ? C’est une autre question que plusieurs sinistrés évoquent sous deux angles. D’abord, le sujet du débroussaillage autorisé jusqu’à 13 heures, alors que le département était placé en vigilance rouge pour le risque d’incendie, interroge. Dès le soir du premier jour du feu, la préfecture de Gironde a d’ailleurs interdit « *tous travaux forestiers utilisant des moteurs thermiques* » les jours classés rouges. Mais le mal était fait, puisque le procureur de la République, Renaud Gaudeul, évoque comme « *hypothèse privilégiée* » de ce départ de feu une étincelle produite par le passage d’une broyeuse pour le compte d’Enedis. Mardi 4 août, 11 enquêteurs sont attendus au kilomètre zéro, pour investiguer.

Le second point, c’est celui d’une absence de guet aérien armé, un jour de risque élevé. Couramment mis en œuvre les jours de risque incendie, il consiste à faire voler un Dash de manière préventive afin qu’il soit capable de larguer dès les premières minutes d’un feu, avant l’arrivée des pompiers au sol. Le 22 juillet, un Dash 8 avait bien rejoint Bordeaux-Mérignac, le matin, de Nîmes, où il est basé, mais il ne volait pas en préventif quand le feu s’est déclenché à 12 h 02. Il a décollé à 12 h 46 et a effectué un premier largage huit minutes plus tard. A 13 heures, il est revenu faire le plein à Mérignac et a ensuite opéré 12 largages jusqu’à sa relève à 19 h 30. Une heure après le départ du feu, un seul et unique largage avait donc été réalisé et il a fallu attendre 13 h 11 pour que s’engagent les deux premiers Air Tractor, basés eux aussi pourtant à Mérignac, suivis de deux autres, une heure et quinze minutes plus tard, et d’un hélicoptère Puma. Deux Canadair ont été signalés à 16 h 41 – soit plus de quatre heures après le début du feu – au moment où 150 hectares avaient déjà été parcourus. A 22 heures, la surface parcourue par l’incendie était passée à 900 hectares et à 1400 hectares à minuit.

Sur toutes ces critiques, préfecture et pompiers, interrogés par *Le Monde*, assurent ne pas pouvoir répondre avant que toute l’opération n’ait été analysée. ■

MARYLINE BAUMARD

INCENDIES

« Plus il y a d'activités au contact de la forêt, plus il y a de risque incendie »

La géographe Christine Bouisset explique les spécificités des incendies dans des zones où se mêlent nature et bâti, comme la Gironde

ENTRETIEN

L'incendie en Gironde, comme la grande majorité des feux de forêt en France, s'est déclaré à l'interface entre zone artificialisée et végétation. Des lieux où se rencontrent et s'entremêlent le bâti, les infrastructures et la nature. La géographe Christine Bouisset, professeure à l'université de Pau et des pays de l'Adour, copilote du collectif de scientifiques du CNRS qui a établi, en mai, un état des lieux des connaissances sur le risque d'incendie et ses impacts dans les interfaces urbaines, évoque les défis ainsi posés.

Les incendies qui dévastent le sud-ouest de la France depuis le 22 juillet se déroulent en grande partie en Gironde. En quoi ce territoire est-il spécifique ?

Ce département se caractérise par une occupation du sol mixte entre grands espaces forestiers et zones urbanisées. Il a connu ces dernières années une forte croissance économique et démographique, qui s'est accompagnée d'une urbanisation importante, à la fois autour de Bordeaux Métropole et à proximité du littoral. Dans les deux cas, c'est la forêt qui libère des zones à urbaniser, contrairement à d'autres régions où l'on ampute des terrains agricoles ou des friches.

Cela a donné naissance à plusieurs formes distinctes de voisinage habitat-forêts, caractéristiques de la Gironde. Autour du bassin d'Arcachon, le chapelet de petites villes ressemble à une mosaïque faite de lotissements géométriques et de forêts. Le modèle du Cap-Ferret est celui de la ville sous les pins, un mélange qu'on nomme scientifiquement « intermix ». S'y ajoute un troisième modèle d'urbanisation diffuse autour des bourgs, qui s'étire le long des routes, comme au Porge. Les points de contact entre le bâti et la végétation sont donc très divers et très nombreux.

Cet assemblage du territoire pose-t-il un défi particulier à la lutte contre les incendies ?

On répète beaucoup, ces derniers jours, que les incendies sont d'origine humaine dans neuf cas sur dix, et que deux tiers d'entre eux sont accidentels ou liés à des négligences. Mécaniquement, si vous mettez plus d'activités et de personnes au contact de la forêt, vous augmentez le risque.

Ensuite, ce mode d'urbanisation très diffus est ardu à défendre pour les secours, qui doivent éparpiller leurs forces. La doctrine des pompiers est de sécuriser d'abord les personnes, ensuite les biens et la forêt. Plus il y en a, entremêlés, plus leur intervention se complique.

Ce contexte d'urbanisation à la lisière de la forêt se retrouve-t-il ailleurs en France ?

Si nous ne disposons malheureusement pas d'un chiffre fin du nombre d'interfaces, nous avons les données indirectes de l'artificialisation des sols produites par le Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement. En Gironde, 8 225 hectares ont été artificialisés entre 2011 et 2025, aux deux tiers pour des maisons individuelles. Ce qui équivaut à plus de 11 000 terrains de

« LES RÉGIONS LES PLUS SENSIBLES AU RISQUE D'INCENDIE SONT AUSSI CELLES OÙ L'ARTIFICIALISATION A LE PLUS PROGRESSÉ »

football. Cela progresse désormais moins vite, mais ce n'est pas stabilisé. Si l'on regarde la France, sur la même période, on compte 300 000 hectares de sols artificialisés. Les régions les plus sensibles au risque d'incendie (Nouvelle-Aquitaine, Occitanie, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse) sont aussi celles où l'artificialisation a le plus progressé : 100 000 hectares.

Quelles conséquences doit-on en tirer ?

Nous sommes désormais face à une situation qu'il va falloir gérer. Elle n'est pas réversible. On ne va pas pouvoir vider ces territoires. La seule marge de manœuvre est d'essayer de réduire leur vulnérabilité aux aléas climatiques.

Par ailleurs, la littérature scientifique nous montre bien que, partout, après une catastrophe telle qu'un incendie, les pouvoirs publics, les acteurs économiques, comme les citoyens veulent reconstruire. Dans le meilleur des cas, on essaie de reconstruire mieux. Les zones à risque sont souvent trop attractives.

La France dispose déjà d'outils d'adaptation des communes aux incendies.

Sont-ils insuffisants ?

Le débroussaillage est obligatoire pour les propriétaires de maisons dans les zones à risque d'incendie depuis des décennies. Mais il n'est pas bien appliqué pour des raisons multiples : très contraignant, coûteux... Par ailleurs, il réduit la vulnérabilité, mais ne protège pas, à lui seul, des grands incendies, surtout si, à côté, vous construisez avec des matériaux inflammables (bardage, terrasse en bois, PVC, etc.).

On dispose d'autres leviers, comme les plans de prévention des risques d'incendie de forêt, depuis 1995, qui obligent les collectivités à adapter leur plan local d'urbanisme pour interdire ou limiter la construction dans certaines zones en fonction du risque, ou encore créer des zones tampons. A ce jour, moins de 300 plans de prévention ont été établis. Treize en Gironde. Zéro dans les Landes.

Comment cela s'explique-t-il ?

Dans ces départements où la forêt est partout et très homogène, un tel plan équivaut à dire à de nombreuses communes que tout leur territoire est à haut risque. C'est dur à entendre, car ça a des conséquences économiques majeures. Cela bloque des projets, des terrains deviennent inconstructibles et perdent de leur valeur. Des élus comme des habitants s'y sont opposés, et l'Etat n'a pas trop poussé. Il va donc falloir continuer de faire de la pédagogie. Débroussailler est indispensable à court terme, mais ne règle pas les problèmes de fond. Travailler le sujet de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire sur le long terme est nécessaire. On ne peut pas faire sans. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
IRIS DERGÈUX



Dans la vallée de la Restonica près de Corte (Haute-Corse), le 31 juillet. RAPHAËL POLETTI POUR « LE MONDE »

En Haute-Corse, le périlleux combat des soldats du feu

Dans les gorges de la Restonica, qui sont inaccessibles à pied, des pompiers ont dû être déposés en hélicoptère

REPORTAGE

CORTE (HAUTE-CORSE) -
envoyé spécial

Dans les gorges de la Restonica, à Corte (Haute-Corse), le poste d'incendie depuis des décennies. Mais il n'est pas bien appliqué pour des raisons multiples : très contraignant, coûteux... Par ailleurs, il réduit la vulnérabilité, mais ne protège pas, à lui seul, des grands incendies, surtout si, à côté, vous construisez avec des matériaux inflammables (bardage, terrasse en bois, PVC, etc.).

On dispose d'autres leviers, comme les plans de prévention des risques d'incendie de forêt, depuis 1995, qui obligent les collectivités à adapter leur plan local d'urbanisme pour interdire ou limiter la construction dans certaines zones en fonction du risque, ou encore créer des zones tampons. A ce jour, moins de 300 plans de prévention ont été établis. Treize en Gironde. Zéro dans les Landes.

On dispose d'autres leviers, comme les plans de prévention des risques d'incendie de forêt, depuis 1995, qui obligent les collectivités à adapter leur plan local d'urbanisme pour interdire ou limiter la construction dans certaines zones en fonction du risque, ou encore créer des zones tampons. A ce jour, moins de 300 plans de prévention ont été établis. Treize en Gironde. Zéro dans les Landes.

On dispose d'autres leviers, comme les plans de prévention des risques d'incendie de forêt, depuis 1995, qui obligent les collectivités à adapter leur plan local d'urbanisme pour interdire ou limiter la construction dans certaines zones en fonction du risque, ou encore créer des zones tampons. A ce jour, moins de 300 plans de prévention ont été établis. Treize en Gironde. Zéro dans les Landes.

On dispose d'autres leviers, comme les plans de prévention des risques d'incendie de forêt, depuis 1995, qui obligent les collectivités à adapter leur plan local d'urbanisme pour interdire ou limiter la construction dans certaines zones en fonction du risque, ou encore créer des zones tampons. A ce jour, moins de 300 plans de prévention ont été établis. Treize en Gironde. Zéro dans les Landes.

On dispose d'autres leviers, comme les plans de prévention des risques d'incendie de forêt, depuis 1995, qui obligent les collectivités à adapter leur plan local d'urbanisme pour interdire ou limiter la construction dans certaines zones en fonction du risque, ou encore créer des zones tampons. A ce jour, moins de 300 plans de prévention ont été établis. Treize en Gironde. Zéro dans les Landes.

restiers sapeurs doivent d'abord établir une DZ [drop zone] en débroussaillant ou en tronçonnant des arbres pouvant générer l'approche du pilote d'hélicoptère», détaille le lieutenant-colonel Pierre-Louis Montet, qui a commandé les opérations. « Il faut créer des lignes de défense pour stopper la propagation et inspecter parfois mètre par mètre en traitant chaque arbre s'il le faut. »

Sur cet éperon rocheux à plus de 1 000 mètres d'altitude, un commando de 19 pionniers évolue sur le fil, en marchant dans les cendres d'une pente abrupte arborée de pins laricio, ces conifères endémiques dont le tronc rectiligne pouvant atteindre les 50 mètres servait jusqu'au XIX^e siècle à la construction des mâts de navire. Certains arbres sont intacts, d'autres sont noircis ou fument encore.

Langue rocheuse

Ici, une souche encore tiède est éteinte par une pompière volontaire équipée d'un gilet porteur d'eau, là, un tronc calciné semblant suspect est inondé par d'autres au moyen d'un long tuyau relié à une bache. Si le pin zébré de charbon s'effondre et dégringole dans le talweg en contrebas, les braises qu'il recèle en son sein pourraient raviver le feu et embraser la vallée. « On coupe les arbres et on enterre aussi les souches, les branches brûlées avec un râteau Rich pour ne rien laisser derrière nous », justifie, barbe ample et peau burinée, le forestier sapeur Anthony Cano en tenant à la main cet outil muni de quatre crocs en acier trempé imitant une arme médiévale.

En hauteur, à 1 600 mètres, c'est le plateau d'Alzu qui domine les vallées de la Restonica et du Tavignanu qui était cerné par les flammes. Sept éleveurs ovins et bovins y pratiquent encore la transhumance ancestrale vers les estives,

« LES POMPIERS NOUS ONT AIDÉS À DÉFENDRE LES TROUPEAUX OU À ÉVACUER DES CHEVAUX ET DES VACHES »

JO SABIANI
berger sur le plateau d'Alzu

de juin à octobre. Par mesure de précaution, la préfecture de Haute-Corse avait interdit l'accès aux sentiers et confiné bêtes et bergers, vers le 18 juillet, au plus fort de la crise. « Mes brebis avaient été mises en sécurité et les pompiers nous ont aidés à défendre les troupeaux ou à évacuer des chevaux et des vaches », relate depuis sa bergerie Jo Sabiani, l'un des derniers à produire son fromage sur place.

Depuis la mi-juillet, l'herbe d'ordinaire grasse et verte s'est changée en paille. Le berger sent désormais plus « l'odeur du brûlé que celle de ses bêtes », mais ne compte pas de perte dans son cheptel. Il tient « à remercier » la chambre d'agriculture pour son aide logistique, ainsi que les pompiers qui ont effectué, sur les crêtes, la « part du feu », en l'orientant pour qu'il se dirige vers des langues rocheuses. « La nuit, on voyait approcher [le feu] et le jour, le ciel était voilé par la fumée qui descendait jusqu'à Corte », dépeint Jo Sabiani.

Son voisin, Jean-Marie Gambini avait, lui, anticipé que cette « progression lente » pourrait être fatale et avait donc évacué ses parents logeant dans la bergerie ; puis l'éleveur bovin avait conduit son bétail ailleurs. L'épisode est un écho au « gigantesque incendie » contre lequel il avait eu, jeune pompier, à lutter il y a vingt-six ans, déjà dans la Restonica. Les flammes avaient alors sauté la rivière et brûlé 2 000 hectares de pinède.

« Ces incendies étaient d'origine criminelle, mais pour celui-ci, il s'agit d'un feu de foudre dans des arbres, qui a ensuite pris de l'ampleur », soutient le lieutenant-colonel Montet. Alors que l'île avait été placée par Météo-France en risque sévère « départs de feu », la gestion de l'incendie par l'Etat est vivement critiquée.

« La Corse ne peut demeurer un territoire où les moyens arrivent trop tard en nombre insuffisant », a dénoncé, le 20 juillet, dans un communiqué, Hyacinthe Vanni, président du Service départemental d'incendie et de secours de Haute-Corse et vice-président de l'Assemblée de Corse. Quatre jours plus tard, le responsable nationaliste a mis en cause la nouvelle préfète de Haute-Corse, Véronique Deprez-Boudier, pour ne pas avoir déclenché deux hélicoptères Puma pourtant présents sur l'île.

Le préfet de Corse, Eric Jalon, a rappelé que 500 membres du personnel militaire et civil étaient venus en renfort. Au pic du feu de la Restonica, où cinq d'entre eux ont été légèrement blessés, plus de 300 personnes ont été mobilisées. « Tous les jours nous avons adapté nos stratégies aux conditions climatiques, à la topographie et à la progression pour préserver les bergeries et la richesse de ce site qui est également classé Natura 2000 », rappelle le capitaine Philippe Sindali.

Dans l'île, deux autres feux, à Albertacce (300 hectares, à l'ouest de Corte) et Biguglia (170 hectares, au sud de Bastia), restent sous surveillance. « L'été n'est pas fini », soupire le capitaine Sindali, conscient d'avoir affronté « l'incendie le plus important depuis un quart de siècle dans le Cortenais ». Le 1^{er} août, les pompiers revenaient déjà sur les lieux pour combattre une reprise de l'incendie sur le versant du Tavignanu. ■

PAUL ORTOLI

Une nouvelle espèce de singe découverte en RDC

Le petit colobe aux lèvres rose orangé a été officiellement décrit par une équipe internationale

Au cœur de la forêt tropicale du parc national de la Lomami, en République démocratique du Congo (RDC), un petit primate au pelage noir et aux lèvres rose orangé aura longtemps échappé aux radars de la science. Connu localement sous le nom de «likweli», il vient d'être reconnu par la communauté scientifique comme une nouvelle espèce de singe. L'étude le décrivant a été publiée mercredi 15 juillet dans la revue *PLOS One*, réalisée par une équipe de chercheurs du parc national de la Lomami, et de la Lukuru Wildlife Research Foundation, en RDC, des universités américaines Florida Atlantic University (FAU), Yale, City University of New York, ainsi que de la Société zoologique de Francfort.

Cet événement est loin d'être anodin. «Une telle découverte est rare pour la science et la primatologie moderne. C'est seulement la cinquième nouvelle espèce de singe identifiée en Afrique au cours des soixante-quinze dernières années», affirme Junior Amboko, coauteur de l'étude et doctorant à la FAU. C'est d'ailleurs lui qui a proposé le nom scientifique de l'espèce, *Colobus congoensis*, en l'honneur de son pays d'origine.

Le parc national de la Lomami, niché dans le bassin du Congo, abrite une biodiversité très riche. Pour Elise Huchard, primatologue et directrice de recherche au CNRS, qui n'a pas participé à l'étude, la

découverte du likweli en dit long sur tout ce qu'il reste à explorer dans la région. «Le fait qu'un singe de cette taille puisse encore être découvert en 2026 en RDC laisse imaginer combien d'espèces restent inconnues dans le bassin du Congo», affirme-t-elle.

Plusieurs années d'enquête

L'histoire de la découverte scientifique du *Colobus congoensis* débute en 2008, lorsqu'une équipe de chercheurs photographie un peu par hasard un singe inhabituel dans le parc de la Lomami. Mais l'image est trop floue pour attirer l'attention. Dix ans plus tard, une nouvelle image, beaucoup plus nette, relance les recherches sur ce primate insaisissable.

Entre 2018 et 2022, les chercheurs sillonnent la forêt tropicale, et recensent au total 114 observations dans une aire d'à peine 1 700 kilomètres carrés – un territoire très petit pour des colobes. «L'espèce est enfermée entre deux grandes barrières naturelles infranchissables, les fleuves Lomami et Congo, ce qui explique qu'on ne la trouve nulle part ailleurs», précise Junior Amboko. Cette zone reste également l'une des moins explorées d'Afrique centrale, ce qui a longtemps permis au likweli d'échapper à toute observation scientifique. Pour savoir si le singe était connu localement, l'équipe a interrogé les habitants de 52 villages situés autour du parc. Seules huit communautés ont reconnu



Deux «*Colobus congoensis*», en République démocratique du Congo, le 30 septembre 2021. DANIEL ROSENGREN/FRANKFURT ZOOLOGICAL SOCIETY

l'animal. «Il est très discret, très timide, et vit très haut dans la canopée, ce qui le rend difficile à observer», indique Julia Arenson, coautrice de l'étude et chercheuse postdoctorale à l'université Yale.

Pour confirmer qu'il s'agit d'une nouvelle espèce, les scientifiques ont mené des analyses génétiques et anatomiques sur trois spécimens confisqués à des chasseurs par les gardes du parc. «Nous avons comparé le squelette, l'ADN, la denture et la morphologie à ceux des autres espèces de colobes africains, ce qui a mis en évidence le caractère unique de *Colobus congoensis*», explique Julia Arenson. Le likweli se distingue des autres colobes par sa petite taille, ses lèvres rose orangé et sa tache péri-anale blanche. L'animal pèse environ 7 kg et mesure 1,20 mètre du nez à la queue. Son cri diffère de celui de ses cousins, tout comme son alimentation : contrairement aux autres colobes, essentiellement herbivores, le likweli semble consommer davantage de fruits.

D'après les analyses génétiques,

son plus proche parent est le colobe noir (*Colobus satanas*), qui vit à 1 200 kilomètres du parc national de la Lomami, au Gabon et en Guinée équatoriale. Les deux espèces se seraient séparées il y a quatre à cinq millions d'années, l'une des plus anciennes divergences évolutives connues au sein du genre *Colobus*. «Cela bouleverse notre compréhension de l'évolution des singes africains», estime Kate Detwiler, professeure à la FAU et autrice principale de l'étude.

Une espèce déjà menacée

Sur le terrain, le likweli se déplace en groupes de six individus en moyenne. On ne sait pas exactement évaluer sa population totale, mais Junior Amboko avance une estimation prudente, comprise entre 700 et 1 200 individus, sans exclure que le chiffre soit encore plus bas. Alors même qu'elle entre dans les registres scientifiques, l'espèce pourrait déjà se trouver menacée. «La découverte de *Colobus congoensis* est à la fois un triomphe scientifique et un rap-

La population totale fait l'objet d'une estimation prudente, entre 700 et 1 200 individus, sans exclure un chiffre encore plus bas

pel poignant que certaines des créatures les plus rares de la terre pourraient disparaître avant même que le monde ne sache qu'elles existent», alerte Kate Detwiler. Les chercheurs proposent de classer le primate dans la catégorie des espèces en danger de l'Union internationale pour la conservation de la nature. En cause : la chasse, la petite taille de sa population et son aire de répartition extrêmement restreinte, touchée par le changement climatique.

Dans leur article, les chercheurs avancent que la protection du parc national de la Lomami ainsi que l'engagement des communautés locales à ne pas chasser l'espèce sont les deux mesures prioritaires pour assurer sa survie. Pour Shelly Masi, primatologue au Muséum national d'histoire naturelle, non impliquée dans l'étude, la description officielle d'une nouvelle espèce constitue aussi un levier essentiel pour sa conservation : elle permet de mieux la valoriser et de justifier les efforts déployés pour la préserver.

De son côté, Junior Amboko considère que, pour protéger efficacement une espèce, il faut d'abord bien la connaître. Le chercheur prévoit donc de poursuivre ses travaux sur le likweli, afin de mieux comprendre son comportement et d'affiner l'estimation de sa population. «Les recherches sur cette nouvelle espèce ne s'arrêtent pas là. Il y a encore beaucoup de choses à découvrir, nous n'en sommes qu'au début», promet-il. ■

PIERRE BOITEL

La progression du scarabée japonais suivie de près en France

Depuis juin, l'insecte ravageur a été détecté à plusieurs reprises dans l'Hexagone, un an après ses premières apparitions en Alsace

Arrivé pour la première fois sur le continent européen en 2014, le scarabée japonais continue d'étendre son territoire. Depuis le mois de juin, l'insecte a été détecté à plusieurs reprises en France : deux individus à Strasbourg, sept dans les Alpes-Maritimes, et deux autres en Bourgogne-Franche-Comté, dans le Doubs et en Côte-d'Or, ont annoncé les préfetures de ces départements. Un an après ses premières apparitions dans l'Hexagone, en juillet 2025, l'espèce invasive confirme son installation progressive en France.

Même si aucun foyer n'a pour le moment été identifié, ces détectations répétées inquiètent les autorités. Le scarabée japonais est classé parmi les «organismes de quarantaine prioritaires» de l'Union européenne (UE), une catégorie réservée aux ravageurs susceptibles d'avoir des conséquences économiques, environnementales ou sociales majeures.

A chaque stade de son développement, le coléoptère peut causer des ravages sur les cultures. Les adultes se nourrissent des feuilles, des fleurs et des fruits de plus de 400 espèces, dont la vigne, les pommiers, le maïs, le soja ou les rosiers. Les larves, elles, vivent dans le sol et s'attaquent aux racines, fragilisant notamment

les gazon des jardins et des terrains de sport. Ces dégâts sur les plantes se traduisent par des conséquences économiques importantes pour les secteurs agricoles et horticoles. En cas de forte prolifération, le scarabée japonais peut affecter le rendement dans les vignobles et les vergers, auxquelles s'ajoutent des coûts de surveillance et de lutte. Selon une étude de l'université technique de Munich publiée en 2022 et fondée sur plusieurs scénarios d'invasion, les pertes pourraient atteindre, en l'absence de mesures de lutte, entre 30 millions et 7,8 milliards d'euros par an à l'échelle européenne. Dans le scénario médian retenu par les chercheurs, la France apparaît comme le pays le plus exposé, avec un coût annuel estimé à 92 millions d'euros, dont 80 millions rien que pour la viticulture.

«On ne l'arrêtera pas»

Long d'à peine 1 centimètre, *Popillia japonica* se distingue par son thorax vert métallisé, son corps brun cuivré et les petites touffes de soie blanche sur ses flancs et son abdomen. Originaire de l'est de l'Asie, il a été accidentellement introduit aux États-Unis en 1916, avant d'atteindre l'Europe près d'un siècle plus tard. Pour les scientifiques,

«Popillia japonica» peut affecter le rendement dans les vignobles et les vergers

sa présence en France n'a rien d'une surprise. «Elle est principalement liée à la proximité avec le foyer d'infestation initial», rappelle Sylvain Poggi, chercheur à l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae). Le ravageur est solidement implanté dans le nord de l'Italie, depuis 2014, et en Suisse, depuis 2017. En 2024, un foyer a été identifié à Bâle, à quelques kilomètres de la frontière alsacienne.

Dès 2022, l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) jugeait hautement probable l'introduction du ravageur en France. «Son installation est inéluctable, on ne l'arrêtera pas», estime Jean-Claude Streito, ingénieur de recherche à l'Inrae. Davide Martinetti, lui aussi chercheur à l'Inrae, nuance

toutefois ce diagnostic : «Une introduction de l'espèce ne signifie pas forcément son établissement. Le risque est élevé, mais c'est impossible à prédire.»

A l'exception des montagnes, les conditions climatiques en France lui sont favorables et l'intégralité du territoire est jugée propice à son établissement, avec des zones particulièrement à risque, notamment les piémonts des Alpes et des Pyrénées ainsi que la vallée du Rhône. «Le scarabée japonais est très plastique, il s'adapte facilement à des environnements différents», explique Davide Martinetti. Les prairies et pelouses bien arrosées sont ses sites de ponte de prédilection.

Si le climat français lui offre un terrain favorable, il n'explique pas son arrivée. «La présence du scarabée japonais n'est pas liée au changement climatique. Il aurait pu s'installer ici il y a cent ans», précise Jean-Claude Streito. Pour les scientifiques, le vrai responsable est le commerce international et les déplacements humains : le scarabée japonais est qualifié d'«auto-stoppeur», capable de parcourir de grandes distances en se dissimulant dans des véhicules, des marchandises ou des bagages.

«C'est très compliqué d'éliminer une espèce invasive qui s'implante

dans une zone géographique», prévient Lionel Delbac, entomologiste à l'Inrae. Toute la stratégie repose donc sur une intervention précoce. «En agissant rapidement, on peut freiner le développement de la population et limiter les effets de l'invasion», indique Sylvain Poggi. «La France se prépare depuis plusieurs années à gérer d'éventuelles interceptions, voire des foyers», assure le ministère de l'agriculture, qui dispose, conformément à la réglementation européenne, d'un plan d'urgence national.

Piégeage et prospections

Chaque région s'appuie sur un réseau de pièges associant phéromone sexuelle et attractif floral, installés près des zones à risques : axes routiers, gares, aéroports, terrains de sport. A ce dispositif s'ajoutent des observations visuelles menées sur des espèces végétales particulièrement sensibles aux attaques du scarabée japonais. Lorsqu'un spécimen est capturé, le piégeage et les prospections sont renforcés autour du point de détection afin de vérifier la présence d'un éventuel foyer. Si celui-ci est confirmé, des restrictions peuvent être imposées sur le déplacement de végétaux, de terre et de déchets verts, en complément de méthodes de lutte

biologiques et chimiques. Dans le Grand Est, en première ligne du fait de sa proximité avec le foyer bâlois, environ 180 pièges sont déployés, dont 130 en Alsace. En Provence-Alpes-Côte d'Azur, 129 pièges supplémentaires ont été installés depuis le 27 juillet, portant leur nombre à 177 dans la région, tandis que 120 pièges sont répartis en Bourgogne-Franche-Comté.

La surveillance a lieu l'été, période au cours de laquelle émergent les adultes, dont la durée de vie oscille entre trente et quarante-cinq jours. Durant cette période, chaque femelle pond en moyenne de 40 à 60 œufs. Contre les larves, qui se développent ensuite dans le sol le reste de l'année, d'autres moyens existent, comme la limitation de l'irrigation des pelouses ou le recours à des nématodes parasites (des vers microscopiques).

Les autorités misent aussi sur la vigilance des particuliers et des professionnels, invités à signaler tout scarabée suspect à la direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de leur région. «Chaque individu que nous parvenons à détecter et à éliminer aujourd'hui, ce sont des milliers d'autres que nous n'aurons pas à gérer dans les années à venir», insiste Davide Martinetti. ■

P.B.O.

Mort de Quentin Deranque : la spirale de la violence politique

Les auditions des militants radicaux, de gauche et de droite, racontent les faits ayant abouti, le 12 février, à la mort du militant identitaire : la violence mimétique, l'adrénaline, les gestes incontrôlés et les lendemains dévastés

LYON - correspondant

Après six mois d'investigations, magistrats et policiers ont reconstitué l'implacable enchaînement de circonstances qui a provoqué la mort de Quentin Deranque, 23 ans, tué par les coups d'activistes d'extrême gauche, le 12 février à Lyon. Le jeune militant identitaire a été frappé à coups de pied, de coude et de poing, alors qu'il était au sol, à l'issue d'une bataille rangée entre deux groupes antagonistes. L'un était venu en défense d'un happening du groupe d'extrême droite féminine Némésis, l'autre en soutien d'une conférence de la députée européenne (La France insoumise) Rima Hassan, donnée dans un amphithéâtre de Sciences Po Lyon.

L'affaire fait l'objet d'une double enquête. L'instruction judiciaire, ouverte pour « meurtre, violences aggravées et participation à une association de malfaiteurs », vise les militants d'extrême gauche suspectés d'avoir participé à des degrés divers aux violences infligées à Quentin Deranque et à d'autres. Une enquête préliminaire distincte pour « violences volontaires », diligentée par le parquet de Lyon, concerne le rôle des militants d'extrême droite dans les événements. Le dossier, consulté par *Le Monde*, montre une affaire touchant les racines de la violence politique, celle de jeunes radicalisés se donnant rendez-vous dans la rue sans mesurer le funeste destin qu'ils convoquent.

Ce jour-là, Matt B., 22 ans, est spécialement venu d'Heyrieux (Isère) pour « assurer la sécurité des filles militantes de Némésis ». « Némésis nous a demandé ça, parce que dès qu'il y a des manifestations ou des contre-manifestations, la gauche est toujours présente et violente », a expliqué aux enquêteurs ce « sympathisant », comme il se définit lui-même. A peine sorti du travail, le jeune homme s'habille de sombre avec, sur la tête, une casquette noire et métallique. Matt B. parcourt une trentaine de kilomètres au volant de sa Peugeot 107 pour rejoindre Quentin Deranque à son domicile, dans le 5^e arrondissement de Lyon. Amis depuis environ un an, adeptes de musculation pour « chercher à être costauds », les deux jeunes gens partent ensemble, à pied et en tram, jusqu'au boulevard Yves-Farge (Lyon 7^e), à une centaine de mètres des bâtiments arrière de Sciences Po. Là, ils retrouvent, sous le pont de la voie ferrée, une quinzaine de jeunes gens de leur âge, aux idéaux et tenues similaires. Jeans, baskets, blousons sombres, dont les marques signalent leur appartenance et la différence avec leurs adversaires.

Les enquêteurs ont auditionné treize participants de ce groupe d'extrême droite, présents sur les lieux du drame, ainsi que quatre membres de Némésis, collectif fondé en 2019, se voulant « féministe et identitaire ». « En cas d'agression, les garçons devaient faire reculer les agresseurs uniquement », a expliqué aux enquêteurs Ornella D., 21 ans, responsable du groupe lyonnais de Némésis. Contactée par les policiers, Alice Cordier, présidente nationale du collectif Némésis, a refusé de témoigner, alléguant qu'elle n'était pas sur place.

Préparées depuis une semaine, se disant « pacifistes » tout en prévoyant un cordon de sécurité pour assurer leur fuite, les militantes lyonnaises déployaient la banderole « *Islamogauchistes hors de nos facs* » à proximité de l'institut d'études politiques, et lancent quelques slogans au mégaphone : « *Gauchistes complices, Rima on n'en veut pas.* » Elles sont rapidement prises à partie, bousculées par un groupe de jeunes gens, garçons et filles, qui étaient postés devant la salle de conférences. « *Cette pression devenait intense, on s'est demandé pourquoi les garçons n'intervenaient pas et du coup on a fui en courant* », a déclaré Hermine C., 19 ans, étudiante en photo-communication.

Entendus à leur tour, les garçons de la mouvance identitaire, âgés de 18 à 22 ans, ont confirmé qu'ils venaient leur prêter main-forte, sans pour autant afficher clairement leurs convictions, ni se montrer très coopératifs. Ils n'ont pas pris leurs téléphones le jour de leur audition, privant les enquêteurs d'investigations utiles. Sur le conseil d'un avocat, révèle l'un d'entre eux. « *Nous ne sommes pas des personnes violentes, nous n'appartenons pas à un groupe quelconque, on n'a rien à voir avec le délire politique de la Jeune Garde (...). Je savais que cela pourrait éventuellement mal tourner, car ces gars d'extrême gauche sont super violents quand on n'a pas leurs idées* », a déclaré aux policiers Pol-Oscar L., 20 ans.

« Ils l'ont massacré au sol »

L'homme entendu fait référence à la Jeune Garde antifasciste, groupe fondé en janvier 2018 à Lyon, dissous en juin 2025 par le gouvernement pour ses actions violentes. Mais sans mentionner sa propre affiliation au groupuscule nationaliste Lyon populaire, renommé Audace Lyon après sa dissolution au même moment que la Jeune Garde, pour apologie du nazisme.

A les entendre, le hasard des rencontres amicales, dans des bars ou à la sortie de la messe de paroisses traditionalistes, aurait décidé de leur regroupement pour soutenir « pacifiquement » Némésis. Les protagonistes nationalistes livrent une version édulcorée, aux éléments communs, qui semble concertée. L'enquête révèle une organisation plus élaborée. Le groupe, composé de plusieurs activistes connus des services de renseignement, disposait d'une boucle Telegram créée pour l'occasion. Equipés de capuches ou de cache-cous pour éviter d'être reconnus par les réseaux d'extrême gauche, les jeunes gens, pour la plupart amateurs de musculation et de sports de combat, se sont répartis en trois groupes pour ne pas être repérés, avant de se mettre « en formation », selon l'expression d'un participant, lorsqu'ils ont vu les militants antifascistes avancer dans leur direction.

Au moment où Némésis est repoussé des abords de Sciences Po, la rixe éclate de l'autre côté du pont de la voie ferrée, une centaine de mètres plus loin, à l'intersection du boulevard Yves-Farge et de la rue Victor-Lagrange. La violente bagarre oppose les deux groupes d'extrémistes qui ont convergé dans le quartier. Gauche contre droite, identitaires contre antifascistes. Chaque groupe est constitué

La scène dure à peine dix minutes, donnant l'impression d'un concentré de guerre civile

d'une quinzaine d'individus, selon cinq vidéos de riverains récoltées et analysées par les enquêteurs. Aux coups de béquille, lancer de trotinette et de fumigène des nationalistes répond une avancée des antifascistes plus compacte et déterminée peut-être en raison de leurs âges, de 20 à 25 ans, légèrement supérieurs à ceux de leurs adversaires.

La scène dure à peine dix minutes, donnant l'impression d'un concentré de guerre civile. L'affrontement se joue en deux vagues et descend sur environ 200 mètres la rue Victor-Lagrange, en direction du Rhône. Un poing américain est retrouvé sur la chaussée. Les militants d'extrême gauche se justifient auprès du voisinage : « *Ce sont des nazis.* » Ils prennent le dessus, volent les baskets de deux opposants projetés et frappés au sol, selon un rite humiliant inspiré des « fights » d'ultras des stades de foot.

Quentin Deranque est isolé, balayé au sol, alors que ses camarades prennent la fuite. Là, quatre à cinq militants d'extrême gauche s'acharnent sur lui. « *Venez vite, je vous en prie* », s'alarme un témoin en appelant la police à 17 h 55. « *Ils l'ont massacré au sol* », dit un autre passant. Des habitants mettent le jeune homme inconscient en position latérale de sécurité, avant qu'il ne se relève péniblement, livide. Une empreinte de chaussure lui marque le front.

C'est à ce moment-là que Matt B., lui-même sonné par les coups reçus un peu plus tôt, retrouve son camarade Quentin. Inquiète de leur pâleur, une riveraine leur conseille d'aller se faire soigner. Ils préfèrent quitter les lieux à pied, en descendant la rue. L'enquête révèle que le groupe d'extrême droite avait prévu un point de ralliement après la bataille : place Carnot (Lyon 2^e), devant la gare de Perrache. Des photos de service de renseignement, versées au dossier d'instruction, montrent une dizaine de militants identitaires empruntant le quai du Rhône.

Quentin Deranque et Matt B. cheminent

difficilement de leur côté, durant près de deux heures, entre la rue Victor-Lagrange et le quai Fulchiron, où les sapeurs-pompiers interviennent, à 19 h 40. « *J'ai aidé Quentin à marcher, et même à le porter dans mes bras* », raconte Matt B. aux enquêteurs, décrivant le calvaire du jeune homme sombrant progressivement dans le coma : « *Il fermait les yeux petit à petit, il grimaçait, comme pris de douleur, j'essayais de parler pour le maintenir éveillé.* » Quentin Deranque souffre d'un « *traumatisme cranio-encéphalique majeur et d'une fracture temporale droite* », selon le rapport ultérieur des médecins légistes.

Des pratiques qui se répètent

L'activiste s'en veut de ne pas avoir mesuré la gravité de son état, autant qu'il en veut aux autres membres du groupe ; ceux qui ont fui sans se retourner, et ceux qu'ils ont croisés près du point de ralliement, sans que personne ne prenne conscience du drame. « *J'ai trouvé Quentin sous la gare de Perrache, il avait l'air égaré, il m'a dit que ça allait* », a rapporté Yanis D., 19 ans, suspecté d'avoir lancé une trotinette dans la bagarre. Un autre lui conseille de « *passer à la pharmacie* ». Après plusieurs appels au téléphone, un membre du groupe les a néanmoins rejoints. Matt B. a aidé à allonger Quentin Deranque sous un Abribus, et a appelé les secours. « *Je me doutais que ça pouvait être violent, mais pas pour ça, pas autant violent. Je racontais même des blagues, je le prenais à la légère, j'étais naïf. Je pensais boire un verre avec mon pote à la fin* », résume Matt B., lui-même emmené à l'hôpital par les sapeurs-pompiers. Lorsqu'il est admis au service d'urgence, il déclare avoir été agressé « *sans raison apparente* » par une dizaine d'individus, alors qu'il se « *promenait* ».

Cette tendance à la dissimulation se retrouve chez les neuf militants d'extrême gauche identifiés par les policiers de la division de la criminalité territoriale, du service interdépartemental de police judiciaire, mis en





SÉVERIN MILLET

examen et placés en détention provisoire en février et mars. La plupart ont participé dans le passé aux défilés de la Jeune Garde, derrière son étendard géant représentant un Guignol combatif, à l'occasion de multiples manifestations : en mars 2025 contre les violences faites aux femmes, le 1^{er} mai et le 10 septembre pour le mouvement Bloquons tout. Dans leurs auditions, les jeunes gens éluent les raisons de leur présence sur les lieux.

A les entendre, certains voulaient simplement assister à la conférence de Rima Hassan, sans savoir qu'il fallait s'inscrire au préalable. D'autres venaient pour « *protéger les manifestants* ». Ils disent avoir été « *pris en tenaille* » par le groupe d'extrême droite, exactement comme ce dernier dit avoir été agressé en premier. L'enquête révèle que le groupe d'extrême gauche, constitué d'une quinzaine de participants, s'était lui aussi regroupé avant les affrontements, dans un square, donnant l'impression de s'équiper avec gants, capuches, cache-cous. Des comportements ressemblants à s'y méprendre à ceux de leurs adversaires, comme le montrent les clichés des renseignements territoriaux.

Les versions des faits et les pratiques se répondent symétriquement, selon la logique maintes fois répétée dans la longue histoire qui, à Lyon, oppose les mouvements antifascistes aux mouvances nationalistes et identitaires. Chaque camp puise ses raisons d'être dans sa lecture de l'histoire. La capitale de la Résistance voit aussi naître et prospérer les versions agressives du nationalisme. Parmi les suspects du meurtre présumé de Quentin Deranque, plusieurs des militants antifascistes étaient fichés par les services de renseignement pour leur appartenance à la Jeune Garde. Ils étaient assez organisés pour qu'un participant, à l'arrière du groupe, filme toutes les phases de la bagarre, jusqu'à l'attaque fatale contre Quentin Deranque.

Comme leurs adversaires, ils s'entraînaient aux sports de combat. Certains étaient sup-

porteurs actifs de club de football, tel Igor E., suspecté d'avoir asséné « *de très nombreux coups de pied à Quentin Deranque* », selon les enquêteurs. Vêtu d'un survêtement de l'Olympique de Marseille le jour de son interpellation, le 4 mars, le jeune homme de 22 ans était venu de Voiron (Isère), à 90 kilomètres de Lyon, pour retrouver le groupe d'extrême gauche près de Sciences Po. Dans son téléphone, les enquêteurs ont découvert d'anciens selfies pris au Stade-Vélodrome, avec cette légende belliqueuse : « *Win Marseille hooligans. Very hard fight* » (« victoire des hooligans de Marseille, très dur combat »). En garde à vue, il a fui les questions et les regards du policier, au point de se voir reprocher « *une attitude mi-sereine, mi-hautaine* ». Le lendemain, face à la juge d'instruction, il a craqué : « *Je suis bouleversé par les événements. Je ne sais pas trop où j'en suis.* » Avant de se mettre à pleurer.

« Un coup de pied dans l'ombre »

Le goût du stade se retrouve chez son camarade Dimitry V., 25 ans, abonné au virage nord du Groupama Stadium de l'Olympique lyonnais, géographiquement proche des Bad Gones et des ultras aux relents xénophobes. La violence ? « *C'est mal, mais quand il faut l'utiliser, il faut l'utiliser pour se défendre, si quelqu'un vous attaque. Ça dépend des circonstances* », a justifié le jeune homme. Dans son téléphone, les enquêteurs ont trouvé un manuel de 162 pages au format PDF, intitulé : « Comment la police interroge et comment s'en défendre ».

Jeu de miroirs encore, avec cette toile d'araignée que porte Dimitry V. sur son coude droit, tatouage à l'origine prisé des militants d'ultradroite, repris par défi par ceux d'ultragauche. Les activistes de tout bord se ressemblent dans leur façon de retarder leurs auditions, d'effacer le groupe Signal de leurs téléphones, ou de se retrouver après la bagarre. Huit membres du groupe d'ex-

Foncer, frapper, crier pour faire peur autant que pour conjurer la sienne, la spirale de la violence s'accélère ce jour fatidique

trême gauche sont passés aux urgences de l'hôpital Edouard-Herriot pour traiter leurs blessures à la tête et aux membres, selon les images de télésurveillance récupérées par les policiers. Alors que les activistes d'extrême droite convergent vers Perrache, ceux d'extrême gauche rallient dans la soirée le domicile parental d'une jeune militante, dans le quartier résidentiel de Montchat (Lyon 3^e). Après son attitude bravache en garde à vue, Dimitry V. a changé de ton face à la juge qui l'a mis en examen. Se disant à son tour « *bouleversé par ce qui s'est passé* », le jeune homme mesure l'ampleur du drame : « *Qu'un garçon de mon âge puisse mourir, je suis bouleversé pour lui, pour sa famille et ses proches, tous ceux qui l'aimaient.* »

Prise de conscience ? A mesure qu'ils sont interrogés, plusieurs de ces militants déplorent les conséquences de leurs actes et décrivent, de façon saisissante, le mécanisme qui les a conduits au pire. « *Instinctivement, j'ai mis un coup de pied dans l'ombre que je voyais (...). J'ai voulu retenir mon pied, mais c'était déjà trop tard* », a raconté Dimitry V., le 18 mai, lors d'un interrogatoire du juge d'instruction. Comme si « *l'ombre* » dont il parle gagnait ses propres gestes, hors conscience.

« Effet de groupe »

« *Ça a été long, violent, et avec beaucoup d'adrénaline* », dit Jacques-Elie Favrot, 25 ans, titulaire d'une licence politique et droit passée à l'université Lyon-III, complétée par un master en sciences politiques à l'université Jean-Monnet de Saint-Etienne. L'assistant parlementaire du député (La France insoumise) du Vaucluse Raphaël Arnault est venu le jour même de Paris. Il rejoint ses camarades sans prendre le temps de se changer. Il livre bataille à visage découvert, donnant l'impression de coordonner le groupe, de la même façon qu'il menait les manifestations de la Jeune Garde, en scandant au mégaphone « *Lyon antifa* ». « *Vous êtes prêt à aller jusqu'où dans la défense de vos idées ?* », l'a interrogé un policier. « *C'est une conviction profonde que j'ai en moi pour lutter contre le racisme et l'antisémitisme. Je suis prêt à lutter en mettant mon corps en opposition* », a répondu Jacques-Elie Favrot.

En première ligne dans la rixe, il reconnaît avoir distribué des coups autant qu'il en a reçus, jusqu'à ce qu'il ressente des coups de béquille sur la tête. « *A partir de là, je me sens moins bien, conscient mais moins lucide* », a-t-il expliqué. Il bascule ensuite dans la violence extrême, frappant ses adversaires au sol, levant les bras en signe de victoire. « *C'est n'importe quoi, je ne sais pas quoi dire, c'est l'adrénaline* », a-t-il admis face aux vidéos que lui montraient les policiers. « *Je suis dévasté* », a confié l'assistant parlementaire, licencié de son poste peu après les faits.

Foncer, frapper, recevoir des projectiles, prendre et donner des coups, crier pour faire peur autant que pour conjurer la sienne, la spirale de la violence s'accélère ce jour fatidique. « *L'effet de groupe nous a fait commettre, à tous, l'irréparable* », a tristement constaté Jules P. à la fin de sa garde à vue. Titulaire d'un master en commerce international, décrit par ses proches comme posé, empathique, tendance « *écolo-Lfiste* », Jules P. se blesse au pied en cognant un trottoir, après avoir raté sa cible. Mauvais réveil, au lendemain du drame, lorsqu'il s'est vu sur les vidéos, en train de frapper Quentin Deranque au sol. Il a ressenti « *de la colère, de la tristesse, un sentiment de dégoût* », selon le médecin légiste qui l'a examiné en garde à vue. « *Je ne comprends pas ce qui se passe, tout va très vite, et je continue à suivre le groupe* », a-t-il encore expliqué à la juge, dans son interrogatoire du 20 avril.

« *La dynamique de groupe est toujours là* », a confirmé Alexis C., 24 ans, militant actif de la Jeune Garde, connu pour des dégradations en marge d'une manifestation contre la réforme des retraites en 2023, et des violences aggravées contre une personne juive, à Paris,

l'année suivante. Alexis C. a relaté l'instant où la violence submerge toute conscience. Quand les activistes d'extrême droite « *se retournent pour partir en courant* », ceux d'extrême gauche s'engouffrent dans une brèche vertigineuse, selon les récits de plusieurs protagonistes. « *A ce moment-là, j'ai comme un moment de déconnexion où je ne comprends pas tout ce qui se passe... attendez... comment dire... il y a un instant de flou, comme si le temps s'arrêtait une ou deux secondes* », a décrit Alexis C. Juste avant la bascule hors contrôle. La course en groupe, les coups collectifs sur la victime inanimée à terre, un dernier coup de pied sur sa tête, qui fait vibrer tout son corps. Ce que les hooligans nomment cyniquement le « *penalty* ». « *Le dernier coup est horrible et complètement gratuit (...), ça dépasse l'entendement, le dernier coup* », a avoué Alexis C.

« *J'avais beaucoup de peur car je pensais que mon équipe allait perdre* », a rapporté Paul L., 20 ans, dans ses interrogatoires de garde à vue. « *Equipe* » ? « *Pour vous c'était donc un jeu ?* », l'a repris le policier. « *Non, ce n'est pas un jeu, je voulais dire un groupe* », a corrigé Paul L., titulaire d'une licence en langues et littérature. Confronté aux vidéos accablantes, le jeune homme a semblé revenir à la brutale réalité : « *Au vu des images, nous avons l'impression que c'est un lynchage et c'en est peut-être en vrai, mais je n'avais pas l'impression au moment des faits que cela en était un (...). Du début à la fin, j'avais le sentiment que notre réaction était juste, tout le long j'avais l'impression que l'on faisait quelque chose de bien parce que notre groupe avait été attaqué.* » Et de poursuivre, face au à la juge qui le met en examen : « *Jamais une bataille idéologique n'aurait dû mener à une telle situation (...). Je suis horrifié de la mort de Quentin, qui n'aurait jamais dû subir de telles violences.* »

En perquisitionnant son domicile, à Villeurbanne (Métropole de Lyon), les enquêteurs ont trouvé une affiche mentionnant « *fuck capitalism* », un tract « *rage against the bassines* ». Et la carte postale envoyée à Noël par sa grand-mère. Au dos de l'image d'une gentiane des Alpes, sa « *mamie* » écrivait affectueusement : « *Bravo pour tes engagements idéologiques, je compte sur ta prudence.* »

Les parents ne reconnaissent pas leurs enfants dans les vidéos montrant ces silhouettes prises de frénésie. Comme si ces garçons, métamorphosés par la violence, étaient devenus des inconnus pour eux. « *Je ne savais pas qu'il allait à cette manifestation, je croyais qu'il était chez sa copine* », a confié le père d'un protagoniste, alors qu'il attendait à la porte du juge des libertés et de la détention, le jour du déferement de son fils. Les familles ont le désarroi en partage. De la même manière, le père de Quentin Deranque, 49 ans, garde au cœur le souvenir d'un fils cultivé, studieux, « *non violent* », qui « *n'aimait pas les conflits* ». « *Il avait ses engagements, mais jamais traduits à ma connaissance par des actes de violence* », a témoigné ce père, profondément meurtri par les révélations, les polémiques et les instrumentalisation politiques de tout bord de la mort de son garçon, ajoutant de la souffrance au deuil. Sans savoir que le traditionalisme de son fils avait dérivé dans de virulentes expressions néonazies sur les réseaux sociaux.

De l'autre côté, la mère de Jules P., 60 ans, trouvait l'engagement de son fils « *sincère* ». Il lui présentait la Jeune Garde comme une « *association d'autodéfense* ». « *Il a toujours été engagé à gauche, ça a toujours été clair à la maison, comme moi des idées de justice sociale, d'accueil des autres qui rejoignent la notion de tolérance, de justice environnementale, les valeurs traditionnelles que la gauche peut porter* », a déclaré aux policiers l'enseignante à la retraite. Et d'ajouter : « *Il fait partie de cette génération qui ne se voit pas faire des enfants dans une société où la montée des extrémismes remet pas mal de choses en question.* » ■

RICHARD SCHITTLY

Apprentissage : les régions dénoncent un budget sacrifié

Le gouvernement entend supprimer les financements de divers services de formation

Les coups de rabot budgétaires annoncés au cœur de l'été ont beau être un grand classique, ils passent toujours aussi mal. Dans une lettre datée du 24 juillet, l'association d'élus Régions de France fait part à Sébastien Lecornu de son profond mécontentement après avoir été informée de « la suppression des financements régionaux » en matière d'apprentissage et de « l'arrêt » d'un programme de formation professionnelle. Elle demande au premier ministre « de revenir sans délai sur ces décisions » qui fragilisent « l'avenir de notre jeunesse, la compétitivité de nos entreprises et la cohésion de nos territoires ».

François Bonneau, chargé des questions d'emploi, de formation et d'éducation au sein de Régions de France, dit avoir appris la mauvaise nouvelle par un coup de téléphone que lui a passé, le 22 juillet, un collaborateur du ministre du

travail, Jean-Pierre Farandou. L'élusocialiste, président de la région Centre-Val de Loire, juge la méthode « assez violente ».

Selon lui, l'exécutif a, dans le cadre de la préparation du budget 2027, pris des « arbitrages » qui concernent, en premier lieu, deux enveloppes consacrées au fonctionnement et à l'investissement des Centres de formation des apprentis (CFA). Celles-ci avaient déjà été réduites de moitié dans le budget 2026, passant à 134 millions d'euros.

« Graves erreurs »

Au printemps, un tour de vis supplémentaire a été donné, pour réduire les montants à 33 millions d'euros sur l'exercice en cours. En 2027, ce sera zéro. Toutefois, un « fonds d'urgence », abondé à hauteur de 80 millions d'euros, pourrait être créé, pour compenser, mais il ne s'agit pas d'« une réponse sérieuse », indique Régions

de France dans son courrier à Mâtignon, cosigné par François Bonneau et par Carole Delga, la présidente (PS) de l'association d'élus.

L'autre mesure d'économie touche les pactes régionaux d'investissement dans les compétences qui ont été conclus avec l'Etat sur la période 2024-2027 pour former des demandeurs d'emploi et des personnes peu qualifiées. Le ministère a indiqué que ces dispositifs ne seront pas reconduits en 2027, tout en assurant que les crédits de paiement

consacrés à des actions déjà lancées seront maintenus.

Pour François Bonneau, ces choix sont de « graves erreurs » et tournent le dos, par-dessus le marché, à des priorités affichées par le président de la République depuis son arrivée au pouvoir, « c'est un sabotage qui se profile », redoute-t-il. La mise en extinction des financements est d'autant plus inopportune, à ses yeux, que l'économie française traverse une période délicate et a besoin de faire monter en compétences sa main-d'œuvre.

Vice-président (Les Républicains) de la région Normandie, Jonas Haddad tient un discours analogue. A ce stade, confie-t-il, l'incidence des décisions gouvernementales n'est pas encore quantifiée avec précision, mais il est certain, selon lui, que de nombreux centres de formation sont « menacés de fermeture ». Mercredi 29 juillet, il a échangé sur le

sujet avec les parlementaires implantés dans sa région : « Quelle que soit leur appartenance politique, tous ont estimé que c'était inacceptable », rapporte-t-il.

L'inquiétude est également palpable à la Fédération nationale des directeurs de CFA. Son président, Jean-Philippe Audrain, explique que les lignes budgétaires, promises à une disparition prochaine, permettraient « d'avoir encore un amortisseur local » pour les CFA en zone rurale, dans des quartiers prioritaires de la politique de la ville et dans d'autres « territoires peu favorisés ». « Sans cette enveloppe, les entreprises, les jeunes, les collectivités locales vont être impactés, pronostique-t-il. On voit déjà de nombreux CFA réduire leur offre sur des formations engendrant des pertes. » Cette tendance risque, d'après lui, de s'accroître avec la diminution de ressources dictée par le pouvoir en place.

Sollicité par *Le Monde*, le cabinet de Jean-Pierre Farandou sou-

tient que « les discussions sont toujours en cours et que les arbitrages n'ont pas encore été rendus ». « Le ministère est pleinement mobilisé afin de préserver des moyens de soutien en faveur des CFA qui rencontrent des difficultés », assure une porte-parole en faisant valoir que les ajustements budgétaires doivent être replacés dans leur contexte. En 2026, l'Etat accordera « encore près de 13 milliards d'euros à l'apprentissage ». « Cet engagement exceptionnel témoigne de la priorité du ministre et sera renouvelé en 2027 », affirme-t-elle.

Invité, mercredi, sur CNews-Europe 1, Jean-Pierre Farandou a déclaré que les moyens seront préservés pour « aider la jeunesse à s'insérer dans le monde du travail ». « C'est une bataille très importante parce que c'est l'avenir », a-t-il dit. De belles paroles auxquelles les élus régionaux ne croient guère, pour le moment. ■

BERTRAND BISSUEL



Le ministre du travail, Jean-Pierre Farandou, à l'Élysée, à Paris, le 1^{er} juillet. SIMON WOHLFAHRT/AFP

Le FESTIVAL DU Monde

LES ATELIERS VISITES CONCERTS SOIRÉE QUIZ DÉBATS RENCONTRES

FÉMININS PLURIELS

ENTRE SORORITÉ ET BACKLASH, CE QUI A CHANGÉ DEPUIS #METOO

CLIMAT SPORT VIOLENCES SANTÉ ARGENT CLIMAT SP

18-19-20 SEPT

PARIS 13^e 67-69 AVENUE PIERRE MENDÈS-FRANCE PARIS

AVEC LE SOUTIEN DE

Re_fashion SG visit Portugal

RÉSERVATIONS SUR FESTIVAL.LEMONDE.FR

Le ministère de l'économie invite les Français à définir ce qu'est un livre

L'enquête doit aider à redéfinir l'application du taux de TVA à 5,5 %

Qu'est-ce qu'un livre ? Les écrivains offrent mille réponses. « Rien qu'un petit tas de feuilles sèches », décrivait Jean-Paul Sartre. Plutôt « un détonateur qui sert à faire réagir les gens », pour Amélie Nothomb. Et pourquoi pas « une magie portable unique », selon la formule de Stephen King ?

Jusqu'au 30 septembre, les Français sont appelés à leur tour à donner leur définition du livre par mail, à la demande de Bercy. Depuis des mois, le ministère de l'économie travaille avec les professionnels de l'édition pour tracer une frontière entre ce qui est un livre et ce qui ne l'est pas. Donc, ce qui doit bénéficier d'une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) de 5,5 % seulement, afin de faciliter l'accès du public à la culture, et ce qui est imposé au taux normal de 20 %.

Ces réflexions ont abouti à un premier document, comportant une série d'exemples, publié jeudi 30 juillet dans le *Bulletin officiel des finances publiques (Bofip)*. Tous les intéressés ont désormais deux mois pour adresser leurs remarques à l'administration. A l'issue de cette consultation, le ministère pourra retoucher son texte.

« Notre doctrine n'avait pratiquement pas bougé depuis 2012, alors qu'il y a sans cesse de nouveaux produits qui peuvent se rappro-

cher du livre », explique-t-on à Bercy. Or, un livre ne se définit pas seulement par une reliure... Ce document doit lever les incertitudes et apporter de la sécurité juridique aux professionnels. »

Le cas des « boîtes à histoires »

A la fois produit matériel et discours, le livre ne se laisse pas définir si simplement que cela. Pour preuve, la décision que vient de rendre le Conseil d'Etat à propos des « conteuses » ou « boîtes à histoires » – de petites enceintes audio qui diffusent contes et récits pour enfants et ont le vent en poupe. Le ministère voyait avant tout des jouets, relevant de la TVA normale. Mais, le 16 juillet, le juge a donné raison au pionnier de ce marché, Lunii. Pour le Conseil d'Etat, l'offre de cette société « doit être regardée comme portant sur l'achat de livres audio pour enfants, dont l'enceinte constitue seulement le « support physique » ». Ce qui implique de taxer les conteuses à 5,5 % seulement, comme les livres papier, audio ou numériques classiques. Désavoué, Bercy a corrigé le tir, mercredi 29 juillet, et supprimé de son site la page expliquant pourquoi les conteuses étaient taxées à 20 %.

Pour être considéré comme un livre par Bercy, un ouvrage doit aujourd'hui réunir quatre condi-

tions. D'abord, « être un ensemble constitué d'un ou de plusieurs éléments imprimés » et « reproduire une œuvre de l'esprit ». Ensuite, « ne pas présenter un caractère commercial ou publicitaire marqué », ce qui exclut, par exemple, les catalogues de vente par correspondance ou les modes d'emploi – mais pas *La Vie mode d'emploi*, de Georges Perec...

Enfin, un livre ne peut pas « contenir un espace important destiné à être rempli par le lecteur » : au moins deux tiers de la surface doivent être consacrés à la fameuse « œuvre de l'esprit ». En revanche, il n'est pas nécessaire « que l'ouvrage comporte un narratif structuré avec un début et-ou une fin », précise le texte : cela aurait sans doute écarté trop d'ouvrages...

Le texte soumis à consultation reste muet sur l'intelligence artificielle (IA). Un livre produit par une IA peut-il être considéré comme une « œuvre de l'esprit » ? « Sans doute est-ce un sujet que nous devons étudier au niveau européen », glisse-t-on à Bercy. Mais rien n'empêche les Français de souffler déjà des idées au ministère. Shakespeare exposait la sienne dans *La Mégère apprivoisée* : « Il faut que l'auteur ait de l'esprit pour que l'œuvre en ait ! » ■

DENIS COSNARD

A Dubaï, la crainte d'un conflit qui s'enlise

Depuis le début de la guerre en Iran, l'émirat n'exerce plus son rôle de refuge pour les grandes fortunes

DUBAÏ (ÉMIRATS ARABES UNIS) -
envoyée spéciale

Les embouteillages ont repris à Dubaï, et tout le monde s'en réjouit. Le métro est bondé aux heures de pointe. Impossible de se garer dans le centre financier : des Arabes en gandoura – la tunique traditionnelle – s'affairent aux côtés de sikhs coiffés d'un turban et d'Européens cravatés, dans un cosmopolitisme plus frappant qu'à Singapour ou à New York. Des alertes stridentes sonnent parfois sur les téléphones, comme ce vendredi 26 juin, pour prévenir d'une « menace de missile » et inviter chacun à se mettre à l'abri. « *Les banquiers pensaient vivre en Suisse, ils se retrouvent à Tel-Aviv !* », résume un financier qui, comme la plupart des personnes interrogées par *Le Monde*, doit garder l'anonymat sous peine de sanction de la part du régime.

Mais les alertes, personne ou presque n'en tient plus compte : une nouvelle normalité semble s'imposer malgré la guerre d'usure qui s'installe dans le golfe Arabo-Persique et la menace de Téhéran de frapper les ports et aéroports émiratis si Washington attaquait des infrastructures civiles en Iran. Une menace relayée le 19 juillet par l'agence iranienne Fars, proche des gardiens de la révolution, que les médias dubaïotes ont préféré passer sous silence.

Pour le gouvernement des Emirats arabes unis – fédération qui regroupe sept émirats, dont Dubaï – comme pour la presse nationale et les entreprises, la « méthode Coué » joue à plein. Les autorités dubaïotes ont noué un contrat tacite avec les expatriés, qui représentent plus de 90 % des quelque 4 millions d'habitants de la cité-Etat : « *Vous pouvez gagner beaucoup d'argent à Dubaï, mais vous n'avez pas le droit d'exprimer vos états d'âme. Ici, ce n'est pas une fac de philo* », explique Hussein Nasser Eddin, qui dirige Crownox, une entreprise de sécurité très active dans la région.

De fait, toute la force de la place financière de Dubaï tient dans son image et la confiance qu'elle inspire. La ville, qui a vu sa population quadrupler depuis le tournant des années 2000, s'est construite comme un îlot de sécurité dans un océan de tensions régionales. Un statut difficile à préserver dans cette situation de conflit semi-permanent, alimentée par les déclarations intempestives du président américain, Donald Trump, qui souffle le chaud et le froid.

Projets suspendus

« *L'incertitude est presque pire que la guerre. Je ne sais pas si je dois licencier ou embaucher, rester ou partir* », explique un Français qui accompagne la transformation numérique des banques depuis une vingtaine d'années, et voit certains projets suspendus. La finance de Dubaï a pris conscience de sa fragilité : le 2 mars, les centres de données d'Amazon aux Emirats arabes unis ont été frappés par des drones et brièvement mis hors d'usage. La première banque du pays, la First Abu Dhabi Bank, a dû temporaire-

ment suspendre ses services. La vulnérabilité des infrastructures financières inquiète d'autant plus que les gardiens de la révolution islamique ont visé un nouveau data center d'Amazon, cette fois-ci à Bahreïn, le 21 juillet.

Toutes les mesures mises en œuvre par les Emirats arabes unis visent à rétablir le sentiment de protection et de constance qui prévalait jusqu'alors. « *L'avantage est qu'ils peuvent jouer le temps long, ce n'est pas une démocratie* », résume froidement un Français. Le pays dispose de centaines de milliards de dollars pour traverser la crise : grâce au pétrole et la puissance de ses fonds souverains (Mubadala, ADIA, ICD, etc.), il affiche des surplus budgétaires équivalents à trois fois la richesse nationale, qui dépasse elle-même 500 milliards de dollars (440 milliards d'euros) par an. Rien à voir avec la France, dont la dette excède le produit intérieur brut.

Les aides accordées aux entreprises pour surmonter la guerre restent néanmoins très sélectives. « *Le "quoi qu'il en coûte", ici, ça n'existe pas* », résume un économiste installé à Abou Dhabi. D'abord parce que le modèle social repose sur un minimum d'impôts, et donc sur un minimum d'aides. Ensuite parce qu'il n'y a pas d'élections, ce qui réduit la tentation du pouvoir politique de se montrer généreux. « *Le gouvernement n'aide pas ceux qui sont là depuis des années. Il aide ceux qui ont fait le pari de Dubaï* [en 2025], et seraient tentés de repartir », explique le même économiste.

La fortune de l'émirat ne sert pas forcément qu'à cela : le 12 juin, un article de l'agence Reuters affirmait que les Emirats arabes unis avaient dégelé des actifs iraniens et versé 3 milliards de dollars à l'Iran, pour obtenir la garantie que celui-ci l'exempte de nouvelles frappes. L'enveloppe globale s'élèverait, à terme, à 20 milliards de dollars. L'information n'a jamais été confirmée par les autorités. « *Cette information*

L'émirat n'hésite pas à rétribuer des influenceurs, comme le célèbre stratège politique Amjad Taha, pour jouer l'apaisement

était clairement destinée aux acteurs financiers qui opèrent dans le pays et avaient besoin d'être rassurés », croit savoir un banquier britannique.

Les réseaux sociaux sont tout aussi stratégiques, et l'Etat n'hésite pas à rétribuer des influenceurs, comme le célèbre stratège politique Amjad Taha, pour jouer l'apaisement. Les rares qui se sont aventurés à partager leur panique sur TikTok et Instagram ont été brièvement arrêtés ou renvoyés dans leur pays d'origine.

Les entreprises sont également invitées à jouer la carte du business as usual. Le gouvernement a sanctionné des banques étrangères qui se montraient sur la réserve. Un établissement américain qui avait réduit ses prêts sur place a notamment perdu des contrats publics, récupérés par le français Natixis.

Panique toute relative

Les entreprises ont pu réduire leurs activités pendant quelques semaines, mais pas plus. En mars, les banques anglo-saxonnes ont transféré une partie de leurs équipes dans des régions à l'abri de la guerre. « *Nous avons évacué 5 000 personnes en deux semaines. La plupart sont passées par Oman, à cinq heures de route, puis ont rejoint l'Europe ou la Turquie par avion* », explique M. Nasser Eddin.

Le hedge fund américain Millennium a accepté que des salariés partent travailler sur l'île de Jersey – l'un des seuls endroits au

monde qui ne prélèvent aucun impôt sur le revenu, comme Dubaï. Dans les banques françaises, certains sont partis télétravailler à Madrid, aux Seychelles et à l'île Maurice. Les écoles ont proposé des cours à distance pendant six semaines.

Mais, depuis, tout le monde ou presque est revenu. La panique a d'ailleurs été toute relative : « *Les Américains ont surréagi, certains Européens aussi. Mais, pour les Libanais et les Pakistanais, l'échelle de la peur est très différente. Et, de toute manière, où voudriez-vous qu'ils aillent ?* », demande Laurent Vigier, un Français qui vit dans l'émirat depuis sept ans et dirige un fonds de capital-investissement, Five Capital. Les banques françaises sont, elles-mêmes, un concentré de toutes ces nationalités : chez Natixis, le secrétaire général et le responsable « couverture des risques » sont pakistanais. Une nationalité qu'ils partagent avec le patron régional de BNP Paribas.

« *Il ne faut pas voir Dubaï comme la pointe avancée de la finance anglo-saxonne. Cela relève d'une vision postcoloniale. Dubaï navigue dans un monde qui est de plus en plus tourné vers l'Est et le Sud* », explique M. Vigier. La ville s'impose ainsi comme la place financière du continent indien. C'est aussi l'un des hubs financiers de l'Afrique, aux côtés de l'île Maurice et de Casablanca (Maroc). « *C'est un pont essentiel entre le Moyen-Orient et l'Afrique, confirme Roberto Hoornweg, qui dirige la banque d'investissement du britannique Standard Chartered, et a lui-même élu résidence ici. Concrètement, il n'existe aucune place financière entre Hongkong et Singapour d'un côté, Londres et Francfort de l'autre.* »

C'est l'une des forces de la ville : elle draine des peuples qui gagnent souvent bien mieux leur vie ici qu'ailleurs. De grandes fortunes, aussi, qui ont fui des régions en guerre et recyclent leur argent dans les luxueux immeu-

bles du bord de mer, pour protéger leur patrimoine ou contourner les sanctions internationales. « *On compte 200 family offices à Dubaï. Les trois quarts sont de fausses structures pour faire du blanchiment d'argent. Elles investissent 10 millions de dollars pendant dix ans et, ensuite, l'argent ressort tout propre* », explique Benoit Tamalet, un ancien diplomate spécialiste de la région qui s'est reconverti dans la finance.

A l'entendre, Dubaï a constamment transgressé les limites : à l'époque du Commonwealth, la ville permettait aux Indiens de contourner les taxes britanniques sur l'or, via un souk qui existe encore, dans le nord de la ville. Ce fut ensuite l'un des seuls endroits au monde à écouler les diamants d'Afrique du Sud pendant l'apartheid, dans les années 1960 et 1970, ajoute M. Tamalet. Aujourd'hui, la cité-Etat est devenue le refuge des Russes qui craignent de voir leur fortune gelée : près de 400 000 se sont installés ici depuis le déclenchement de l'invasion de l'Ukraine, en 2022.

« L'Iran a tiré sur sa banque »

Elle accueille aussi des narcotrafiquants du monde entier, qui recourent aux cryptomonnaies (peu réglementées sur place) pour blanchir leur argent. Le phénomène a pris une telle ampleur que le ministre de la justice français, Gérard Darmanin, s'est rendu sur place, en janvier 2025, pour demander l'extradition de plusieurs barons hexagonaux de la drogue.

Dubaï permet aussi et surtout à l'Iran de contourner les sanctions internationales, en investissant notamment dans l'immobilier. Cela a rendu d'autant plus incompréhensibles les tirs de drones iraniens, dont les débris ont endommagé le centre financier de la cité-Etat, le 16 mars. « *L'Iran a tiré sur sa banque : qui aurait pu imaginer cela ?* », résume un banquier.

Les expatriés ne sont pas sur le départ. Ceux que nous avons ren-

Dubaï permet surtout à l'Iran de contourner les sanctions internationales, en investissant notamment dans l'immobilier

contrés sont conquis par la qualité de vie, le ciel bleu, le soutien des autorités et cette joie de pouvoir gagner beaucoup plus d'argent qu'ailleurs, sans impôts. « *Pas un seul de nos expatriés basés à Dubaï n'a demandé à être rapatrié à cause de la guerre* », dit M. Hoornweg. Mais le mythe n'opère plus pour les nouveaux arrivants. La ville, environ 150 kilomètres à vol d'oiseau de l'Iran, est rattrapée par sa géographie. Impossible d'attirer les grandes fortunes qui s'étaient tant entichées de la région ces dernières années.

En 2025, les Emirats arabes unis pointaient à la première place du classement mondial de l'attractivité, devant les Etats-Unis, avec presque 10 000 millionnaires de plus, selon le cabinet de conseil Henley & Partners. Mais ces populations sont versatiles, à l'image de Nik Storonsky, le patron de la banque en ligne Revolut qui avait pour habitude de passer l'hiver à Dubaï et n'y a plus mis les pieds depuis le début du conflit.

Le vrai test aura lieu début septembre. Les expatriés ayant quitté Dubaï pour échapper à la chaleur suffocante et passer les mois de juillet et août en famille dans leur pays d'origine reviendront-ils pour la rentrée scolaire ? « *Dubaï a vraiment besoin que tout ça se termine. Plus la guerre s'éternise, plus les familles chercheront des alternatives* », résume Jim Krane, chercheur à l'université Rice, à Houston (Texas). ■

LUCIE ROBEQUAIN



Après une attaque de drone près de l'aéroport international de Dubaï (Emirats arabes unis), le 16 mars. AFP

Vendanges : la récolte de l'année est menacée par la sécheresse

La cueillette va commencer précocement, à partir de début août. La vigne a souffert du manque d'eau, ce qui risque de faire baisser le rendement

La sécheresse causée par le changement climatique est peut-être en train d'effacer les espoirs de bonne année pour le secteur viticole français. Les vendanges vont commencer à s'intensifier à partir des premiers jours d'août. Le secteur, déjà sinistré, s'attend à des rendements affectés par les canicules et le manque d'eau. « Ça va être une petite récolte », se désole Jérôme Bauer, président de la Confédération nationale des producteurs de vins et eaux-de-vie à appellations d'origine contrôlées-La Maison des vignerons, exploitant en Alsace qui a « arrêté de faire des estimations de production, car elles baissent tous les jours ». Bernard Farges, président du Comité national des interprofessions des vins à appellation d'origine et à indication géographique (CNIV) se veut plus prudent. « A ce jour, on se dirige vers une récolte qui pourrait être faible, mais c'est encore tôt pour le dire », tempère le vigneron du Bordelais, alors que les vendanges vont s'échelonner sur plusieurs semaines qui peuvent encore être déterminantes. A ce stade, la sécheresse altère la taille du raisin. « Au nord d'une ligne reliant Lyon à Bordeaux, le vignoble vit un régime de stress hydrique jamais connu », décrit Jean-Marie Fabre, président de Vignerons indépendants de France et exploitant dans le Languedoc. Or, « quand la vigne manque d'eau, elle va la chercher dans le raisin, ce qui va réduire le volume de la baie », poursuit-il. « Elle va sauver sa vie plutôt que sa progéniture », résume Jérôme Bauer. Conséquence : « Des dizaines de milliers de parcelles ne seront pas vendangeables, des raisins n'arriveront pas au bout de leur maturation, car il n'y a pas assez d'eau », anticipe-t-il. La grêle qui a accompagné

les orages en juillet et détruit certaines parcelles de vignobles du Vouvray, du Beaujolais, de l'Ardèche et de la Charente, affectera aussi la saison. La nouvelle canicule qui traverse une partie de la France pourrait en outre dégrader la qualité des vins. « Dans la zone méridionale, moins affectée par les vagues de chaleur précédentes, cela va bloquer la maturité du raisin », avance Jean-Marie Fabre. « Des températures de plus de 40 °C à l'approche des vendanges dégradent l'acidité des vins, ils ont moins de caractère », décrit Jérôme Bauer.

« Hiver moins froid »
Tout va se jouer dans les prochaines semaines. « Ce qui pourrait être salvateur, ce serait d'avoir des nuits plus fraîches et un cycle pluvieux », explique Jean-Marie Fabre. « On peut encore avoir quelques orages, mais s'il ne pleut pas, on aura une récolte faible », résume M. Farges. En crise en raison de la baisse constante de consommation de vin, qui a diminué de 3,2 % en volume en 2025 en France et de 2,7 % au niveau mondial, de l'augmentation des droits de douane à 15 % aux Etats-Unis et du dérèglement climatique, le secteur avait pourtant bien commencé l'année. « Au printemps, la vigne était belle, elle a poussé de manière fulgurante. On avait ce qu'il fallait pour faire une belle année: ni gel ni de maladies », relate Jérôme Bauer.

« L'hiver a été moins froid, la vigne a commencé son cycle plus tôt », décrit Jean-Marie Fabre. Résultat: les vendanges sont extrêmement anticipées. « La précocité sera une signature de ce millésime, elle va toucher la quasi-totalité du vignoble français, ce qui est rare », poursuit-il. « Des parcelles qu'on vendangeait à la mi-septembre vont l'être un mois plus tôt, expli-

Un constat rassure les vignerons: la chaleur et la sécheresse ont éloigné les maladies comme l'oïdium

que Bernard Farges. On va récolter dès le début d'août des blancs dans le Bordelais et des crémant. Il est possible que les vendanges soient terminées au début de septembre en Champagne.... C'est très très exceptionnel. » Les vendanges seront même un peu moins précoces qu'attendu, car les vagues de chaleur successives ont ralenti la vitesse de croissance du raisin. « On pensait vendanger avec trois semaines d'avance, ce sera plutôt une semaine », estime M. Fabre. Par tout, un constat rassure les vignerons: la chaleur et la sécheresse ont éloigné les maladies comme l'oïdium. Pour le raisin qui sera récolté, « on doit s'attendre à une qualité exceptionnelle: l'absence de maladies fait qu'il sera plus facile de réussir de grands vins », explique le président de Vignerons indépendants de France.

Pour Jérôme Bauer, il ne faut pas s'attendre à une récolte au-dessus de 40 millions d'hectolitres annuels. La production de vin avait déjà été au-dessous de ce seuil ces deux dernières années. En 2025, elle était estimée à 34,4 millions d'hectolitres, au-dessous des 36,2 millions de 2024, déjà qualifiés de production « faible », par le service de statistiques du ministère de l'agriculture. La moyenne 2020-2024 était de 42,865 millions d'hectolitres.

En Champagne, le quota de rendement commercialisable a été fixé à 8800 kilos par hectare, en baisse pour la quatrième année d'affilée. L'interprofession de la filière champagne a fait valoir « un contexte économique encore incertain » et des « conditions de marché exigeantes ».

« Zones anéanties »
Pour l'ensemble du secteur viticole, une nouvelle baisse de production constitue une perspective en demi-teinte. Il subit une crise de surproduction qui a poussé à l'annonce d'un nouveau plan d'arrachage de vignes, financé à hauteur de 130 millions d'euros par l'Etat en novembre 2025. « A l'échelle des propriétés, une baisse de production est une mauvaise nouvelle, à l'échelle de l'économie globale, on n'a pas besoin d'une grosse récolte, c'est tout le paradoxe », remarque Bernard Farges, à la tête du CNIV. « On ne peut pas se satisfaire du fait que la nature vienne régler la problématique de volume, estime Jean-Marie Fabre. Cette baisse va se faire dans des zones qui auront tout perdu et vont être anéanties. »

Selon le cabinet Altares, les défaillances d'entreprise, qui avaient bondi en 2025 dans le secteur, sont en constante augmentation. Elles étaient en hausse de 32 % au premier trimestre et de 16 % au deuxième trimestre par rapport à 2025 – pour un total de 164 exploitations concernées depuis le début de l'année, sur les 43 000 que compte le vignoble français. Jérôme Bauer s'attend à ce que la saison 2026 pousse davantage de vignerons à cesser leur activité. « J'ai rarement vu un moral aussi bas et entendu autant de vignerons dire qu'ils vont arrêter », se désole-t-il. ■

MANON RESCAN

La mention « généré par IA » obligatoire dans l'UE

Les concepteurs et utilisateurs professionnels doivent, depuis dimanche, la rendre visible

Verrons-nous bientôt es-saïmer, dans le coin des images, des pastilles noires siglées des majuscules blanches « AI » – pour *artificial intelligence*? C'est en tout cas l'un des projets soutenus par Bruxelles, afin d'étiqueter la production de l'intelligence artificielle (IA). Depuis dimanche, les concepteurs de contenus et les utilisateurs professionnels doivent rendre visible la mention « généré par IA ». Le règlement sur l'IA de l'Union européenne (UE), adopté il y a plus de deux ans, prévoit plusieurs cas de figure. D'abord, celui des créateurs de systèmes d'IA qui interagissent avec des personnes, comme les réalités augmentées ou les agents conversationnels (chatbots) des services clients. Ils devront prévoir des bannières avec des mentions telles que « Vous interagissez avec un système d'IA » ou l'équivalent en format sonore. Pour les systèmes générant des images ou des résumés de textes par l'IA, le règlement se contente de demander une mention dans les métadonnées, consultables dans les paramètres des fichiers et que des logiciels peuvent détecter automatiquement. L'étiquetage visuel ou sonore direct redevient obligatoire si l'image est un hypertrucage (deepfake), représentant par exemple une célébrité générée par IA, ou si un roman entier est produit par l'intelligence artificielle. « Cela ne s'applique qu'aux diffuseurs professionnels », précise un responsable européen.

Le français Mistral AI ou des géants américains comme Meta ou OpenAI ont signé le « code de bonne conduite » de la Commission européenne, signalant leur volonté de mettre en œuvre ces règles. Dans le cas contraire, les autorités nationales ou la Commission infligeront des amendes, qui pourront atteindre jusqu'à 15 millions d'euros. Ce sera l'une des tâches du « bureau européen de l'IA », opérationnel à partir de dimanche et doté de pouvoirs d'enquête. Voilà qui « nous donne des outils concrets pour protéger les élections à venir des manipulations systémiques », se réjouit l'eurodéputé italien Brando Benifei (Alliance progressiste des socialistes et démocrates), chef de file des négociations sur l'IA au Parlement européen.

Application graduelle

Certains des systèmes d'IA ont obtenu un délai supplémentaire. Une modification du texte, entrée en vigueur fin juillet sous la pression des grandes entreprises, repousse au 2 décembre la nécessité d'une mention de l'IA. Les IA interactives ou les productions de deepfakes ne sont pas concernées par cette dérogation.

De manière générale, les règles européennes en matière d'IA ne s'appliquent que très graduellement. Les interdictions visant la génération par IA de contenus à caractère sexuel non consentis ne verront le jour qu'à partir du 2 décembre. La Commission européenne doit en outre renforcer ses équipes. Trente-huit personnes supplémentaires doivent être recrutées sous peu pour s'assurer de la mise en œuvre des règles sur l'intelligence artificielle. « Nous venons de publier un appel à candidatures », explique le responsable européen cité plus haut. ■

ANNA JOUBINET

L'Arcom sanctionne de nouveau CNews

L'Autorité de régulation a infligé une amende de 200 000 euros à la chaîne de Bolloré

Le 29 juillet, l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom) a rendu publique une nouvelle sanction financière – 200 000 euros – visant la chaîne, propriété de Vincent Bolloré. La décision remonte au 24 juillet et porte sur des manquements constatés en 2025 dans les éditions de l'émission « 100 % Politique » du 2 juin et du 1^{er} septembre de cette année-là. La première avait traité la victoire du Paris Saint-Germain en Ligue des champions ; la deuxième s'attachait aux propos d'une élue vêtue d'un voile lors d'une réunion du conseil communal de Molenbeek-Saint-Jean, en Belgique. L'immigration et l'intégration, deux sujets développés quotidiennement par CNews, étaient au cœur de ces séquences.

Si ces thèmes relèvent du débat d'intérêt général et bénéficient d'une protection renforcée de la liberté d'expression, estime l'Arcom, les propos ne doivent pas légitimer des attitudes discriminatoires, rappelle l'Autorité. Or, des propos véhiculant « des stéréotypes particulièrement infamants et inquiétants à l'encontre des personnes supposées issues de l'immigration » ont été diffusés sans contradiction suffisante, souligne-t-elle.

Le 2 juin 2025, le chroniqueur de CNews Erik Tegnér (fondateur du média identitaire *Frontières*) avait commenté l'utilisation du terme « barbares » employé par le ministre de l'intérieur, à l'encontre des auteurs des violences le soir de la

finale de Ligue des champions. « Le problème, il est civilisationnel. (...) On se retrouve avec des enfants dont les parents étaient les émeutiers de 2005. Et pour une grande partie, ils venaient d'une immigration », avait-il dit, avant que soit diffusée une vidéo de l'ex-candidat du parti d'extrême droite Reconquête ! à la présidentielle 2022, Eric Zemmour, qui déclarait : « Ils cassent, ils pillent, ils violent, ils agressent, ils brûlent. (...) Ils sont pour la plupart des enfants de l'immigration arabo-musulmane. » Eric Tegnér se disait alors « 100 % d'accord ».

Théorie xénophobe

Quant à la séquence du 1^{er} septembre, le régulateur la juge problématique, car la théorie xénophobe du « grand remplacement » y est convoquée en plateau comme un « projet » relevant d'une « logique de contre-colonisation » consubstantielle à l'islam, présenté comme une « religion de conquête ». « De tels propos (...) apparaissent de nature à susciter des sentiments de peur et de rejet et, partant, à inciter à la haine et à encourager des comportements discriminatoires », estime l'Arcom, notant qu'« aucune contradiction ou mise en perspective n'a été apportée par le présentateur ou les autres personnes présentes en plateau ». Contactée à propos de cette sanction de 200 000 euros, CNews indique qu'elle compte déposer « un recours devant le Conseil d'Etat ». ■

BRICE LAEMLE

Des récoltes prévues en août dans la Sarthe, du jamais-vu de mémoire de vigneron

Les viticulteurs voient leur calendrier chamboulé par les canicules à répétition

L'HOMME, LOIR-EN-VALLÉE, MARÇON (SARTHE) - envoyé spécial

Amandine Fresneau n'en revient toujours pas. « Nous allons vendanger vers le 25 août », pronostique la propriétaire, avec son frère, Xavier, du domaine familial de Cézin, à Marçon, dans le sud de la Sarthe, mercredi 29 juillet. Depuis treize ans qu'elle dirige ce vignoble de 17 hectares, vieux d'un siècle, la viticultrice de 42 ans n'a pas le souvenir d'une récolte aussi précoce. « Habituellement, le raisin est cueilli vingt à trente jours plus tard, dit-elle, le regard rivé sur un relevé de température. On a eu des pointes à 42 °C en juin et on a encore dépassé les 38 °C mercredi, c'est à la fois compliqué et déstabilisant. »

Les chaleurs ne sont pas seules en cause. Avec dix millimètres de précipitations en juillet, il n'a jamais fait aussi sec dans la Sarthe, de mémoire de vigneron. Tout cela a déréglé la pousse, fragilisé la vigne et réduit les raisins, composés à 80 % d'eau. Moins de jus en prévision, et donc moins de vin. « On pensait produire 45 hectolitres par hectare, mais on ne devrait pas dépasser les 30, comme l'an passé. On avait pourtant plus de grappes », lâche, un peu amère, cette fi-

gure des producteurs de côteaux-du-Loir et de jasnieres, les deux appellations qui font la renommée du vignoble sarthois, le plus petit des Pays de la Loire.

Le constat est partagé par d'autres viticulteurs du département. Quinze minutes en voiture vers le nord-est et la propriétaire des vingt hectares du domaine Lelais, à la frontière avec le Loir-et-Cher, lâche un grand soupir: « Même en 2003, on n'avait pas commencé à récolter avant septembre. » Claire Lelais, 38 ans, se remémore pourtant la canicule exceptionnelle de cette année-là, mais rien à voir, selon elle, avec la situation actuelle, qu'elle qualifie d'« historique ».

« Plus de confiture que de vin »

Lors de ses derniers tours de vigne, elle a pu observer un chenin petit et dur, alors que le cépage, symbole des blancs de Loire, est fait de raisins d'ordinaire gros, alignés en grappes longues, allongées et compactes. « J'ai rarement vu un stade comme ça à un mois des vendanges, j'ai l'impression qu'on va faire plus de confiture que de vin. C'est perturbant, car nous sommes généralement les derniers à vendanger, étant donné que nos vignes sont les plus au nord du fleuve, mais les repères ont changé,

on ne sait plus ce qui est normal », dit-elle, un brin inquiète.

Au bord d'une route de campagne, le couple Nicolas, du domaine de Bellivière, tout proche, fait lui aussi les frais du cocktail climatique ambiant. « L'hiver a été doux et il a fait très beau dès le printemps, les sols se sont rapidement échauffés et la vigne a poussé plus vite que d'habitude. Elle était en fleur dès la fin mai. Or, chez nous, ça n'est jamais arrivé avant la mi-juin. C'est du jamais-vu », s'étonne encore Laure-Anne Nicolas, 34 ans. Elle et son mari prévoient de vendanger vers la fin août, voire au tout début du mois de septembre, mais pas après. Un calendrier inimaginable il y a tout juste trente ans, à une époque où le raisin était ordinairement cueilli en octobre.

A présent, c'est la question des pluies qui taraude. Les cinq à six millimètres d'eau tombés jeudi 30 juillet au matin ont été accueillis avec le sourire, car ils vont permettre de préserver le feuillage, mais c'est une quantité trop chétive. A l'inverse, trop de retombées, en un court laps de temps, pourraient endommager les vignes. « Les gros orages font peur et s'il se met à pleuvoir en août et que ça ne s'arrête pas, le raisin risque de pourrir avant de mûrir. Sans parler de la grêle, qu'on

veut à tout prix éviter », prévient Amandine Fresneau. Face aux anomalies météorologiques extrêmes, les producteurs sarthois n'ont eu d'autre choix que de s'adapter. En l'absence de gel hivernal, la vigne, partie de bonne heure, est plus sensible qu'à l'accoutumée. Celle-ci a donc été taillée le plus tard possible. La multiplication et l'intensification des phénomènes de dérèglement climatique ont aussi amené nombre de viticulteurs à revoir les soins qu'ils apportent aux vignes.

Planter de l'avoine

« On laisse de l'herbe et du feuillage pour rafraîchir et éviter que la réverbération du soleil ne grille les grappes, car on ne peut pas mettre un parasol au-dessus de chaque pied. L'enjeu, c'est qu'ils puissent se défendre eux-mêmes contre la chaleur et la sécheresse », explique Laure-Anne Nicolas, dont les 18 hectares, à Bellivière, sont conduits en biodynamie. D'autres, comme Claire Lelais, ont fait le choix, depuis plusieurs années, de planter de l'avoine entre les rangs. « Ça étouffe les mauvaises herbes qui concurrencent la vigne pour pomper l'eau. Une fois broyé, c'est comme un tapis de paille qui protège le sol. » ■

ALEXANDRE AUBLANC

Gianni Infantino fragilisé par sa soif de profits

Le président de la FIFA a renoncé, samedi, à son projet destiné à ouvrir l’instance à des investisseurs privés

Quelle mouche a piqué Gianni Infantino ? Le flou entoure encore les motivations qui ont poussé le président de la Fédération internationale de football (FIFA) à vouloir imposer, à marche forcée et en catimini, un projet de création d’une société commerciale dont le capital serait ouvert à hauteur de 20 % à des investisseurs privés directement liés à la famille du président américain, Donald Trump.

La fronde de deux proches collaborateurs du puissant patron, dans le sillage de l’Union des associations européennes de football (UEFA), la Confédération de football d’Amérique du Nord, d’Amérique centrale et des Caraïbes (Concacaf) et la Confédération asiatique du football (AFC), toutes trois hostiles à ce projet baptisé FIFA Forward Enterprise (FFE), ont conduit Gianni Infantino à rétropédaler et à l’abandonner, samedi 1^{er} août.

Depuis, le dirigeant, candidat déclaré à un troisième et ultime mandat en mars 2027, se mure dans le silence, compte ses soutiens en Afrique, en Amérique du Sud et au Moyen-Orient et tente de se maintenir au pouvoir. Sa tâche s’annonce ardue dans la mesure où l’UEFA souhaite son départ et où la Concacaf – dont le numéro 1 Victor Montagliani est pressenti pour le remplacer – a appelé à « dresser un bilan complet de cette présidence ».

Logique d’expansion perpétuelle
« Pourquoi Infantino a-t-il lancé un plan comme ça, moins de deux semaines après la Coupe du monde ? Il n’avait aucune raison de se précipiter dans une telle aventure. Maintenant, ses opposants ont les cartes en main pour le faire tomber », observe l’ancien cadre de la FIFA Guido Tognoni. Outre la collusion d’intérêts entre Donald Trump et Gianni Infantino, le « goût immodéré du patron de la FIFA pour l’argent » est susceptible d’expliquer un tel coup de force, estimant de nombreux acteurs du ballon rond sondés par *Le Monde*.

Sous couvert de faire ruisseler encore davantage de fonds aux 211 fédérations nationales – qui élisent le président de la FIFA – dans le cadre de programmes de développement, la FFE a été présentée par l’instance internationale comme un outil pour « li-

Candidat à un troisième et ultime mandat en mars 2027, le dirigeant compte ses soutiens

bérer le potentiel commercial de la FIFA » et augmenter ses revenus – près de 15 milliards de dollars (13 milliards d’euros) pour le cycle 2023-2026.

Ce projet s’inscrit dans une logique d’expansion perpétuelle, de maximisation des recettes et de sacralisation de l’argent, véritables boussoles de Gianni Infantino depuis son élection à la tête de la FIFA en 2016. En attestent l’élargissement à 32 équipes de la Coupe du monde des clubs et l’accélération actuelle du patron de la FIFA sur son projet d’extension de 48 à 64 sélections de la Coupe du monde à partir de l’édition 2030.

De nombreux acteurs majeurs du ballon rond ont soupçonné le dirigeant italo-suisse de vouloir devenir le patron rémunéré ou « commissionnaire » de la société commerciale FFE au terme de son éventuel ultime mandat, en 2031. « Il prépare sa reconversion », soufflait un dirigeant du football mondial avant l’abandon du projet. Un autre dénonçait « l’avidité, la quête du pouvoir pur et de la gloire personnelle » du président de la FIFA.

« Cela n’a jamais été discuté », a déminé la FIFA auprès du *Monde*, concernant les intentions de Gianni Infantino de prendre la tête de la FFE au sortir de son dernier mandat. « Cependant, le président de la FIFA et son administration auront et doivent avoir les rôles principaux dans cette entité en cas d’approbation, afin de toujours contrôler les filiales de la FIFA conformément [à ses] statuts, dans l’intérêt des fédérations membres. » Selon le quotidien britannique *The Times*, Gianni Infantino aurait eu l’ambition de toucher à terme un salaire annuel de plus de 30 millions d’euros, auquel s’ajouteraient des primes, grâce à la FFE. D’après des sources interrogées par *Le Monde*, le patron de la FIFA semble avoir été très envieux en constatant le niveau élevé des ré-



Le président de la FIFA, durant la Coupe du monde, à Miami Gardens (Floride), le 11 juillet. GEORGE WALKER IV/AP

munérations des *commissioner* des ligues américaines, comme celui de la National Football League, Roger Goodell (64 millions de dollars par an).

Revanche sociale

Surnommé le Rastignac du Valais par plusieurs anciens collaborateurs, Gianni Infantino, issu d’une famille modeste d’origine calabraise, n’a jamais caché son goût pour l’argent et a fait de la revanche sociale son carburant. « L’attrait de la richesse est une grande motivation pour lui », juge son prédécesseur à la tête de la FIFA (de 1998 à 2015), Sepp Blatter, dont le salaire à ce poste a culminé à 3,6 millions de dollars pour l’année 2015.

Comme lui, Gianni Infantino touche des bonus, en plus de sa rémunération de base et divers avantages. En dix ans, l’ancien secrétaire général de l’UEFA a vu ses rémunérations s’envoler de manière spectaculaire. Comme l’avait révélé *Le Monde* en jan-

vier, d’après les déclarations fiscales de la FIFA auprès des autorités américaines, son coût pour l’instance s’est élevé à plus de 6 millions de dollars en 2024. Dans le détail : 2,95 millions de salaires de base, 1,87 million de bonus, 1,15 million en « autres rémunérations à déclarer » et 155 000 dollars en « retraite et autres rémunérations différées ».

La question de la rémunération de Gianni Infantino est un sujet sensible. Ce n’est que six mois après son élection que la sous-commission des rémunérations de la FIFA a fixé, en août 2016, le montant des revenus du dirigeant. Soit 1,5 million de francs suisses (1,6 million d’euros) annuels. Il ne touchait alors pas de bonus. La FIFA a tenu à le faire savoir, tout en critiquant les « primes et salaires excessifs » de Sepp Blatter et de son ancien secrétaire général français Jérôme Valcke.

En mai 2016, Gianni Infantino avait, selon des enregistrements internes publiés par le quotidien

Gianni Infantino aurait eu l’ambition de toucher à terme un salaire annuel de plus de 30 millions d’euros

allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, refusé une première proposition salariale faite par le patron de la sous-commission des rémunérations. « Dès son élection, il a jugé que son salaire n’était pas assez élevé », se souvient Guido Tognoni. La proposition financière avait été alors considérée comme « insultante » par le nouveau patron du football mondial.

Après l’opération de transparence et de communication menée durant l’année 2016, la ré-

munération de Gianni Infantino a constamment grimpé. Il a depuis bénéficié d’un bonus annuel. Et il n’est pas le seul à avoir vu ses revenus augmenter à la FIFA, association à but non lucratif de droit suisse. D’après les documents fiscaux américains, son secrétaire général, le Suédois Mattias Grafström, a perçu en 2024 une rémunération, une prime et des avantages de 2,26 millions de dollars. Cette année-là, l’instance rapportait avoir versé un total de 33,2 millions de dollars de rémunérations à l’ensemble de sa direction et aux élus du conseil de la FIFA.

A l’aune des revenus record générés par la Coupe du monde 2026, les montants des rémunérations et des bonus perçus par Gianni Infantino grimperont-ils encore ? Désireux de se sortir de la nasse de « l’affaire FFE », le dirigeant entend survivre politiquement. Pour continuer également à s’enrichir. ■

RÉMI DUPRÉ

L’Angleterre cherche à endiguer les simulations des gardiens de but

De nombreux gardiens feignant des blessures pour obtenir des temps morts, la fédération anglaise va instaurer une nouvelle règle

Tout le monde sait pour quoi il était par terre. » Le 29 novembre 2025, Daniel Farke, l’entraîneur de Leeds, avait regretté le comportement du gardien de Manchester City, Gianluigi Donnarumma, l’accusant de « tordre les règles ». Alors que Leeds poussait pour égaliser face à une équipe adverse quelque peu désarmée, le portier des Citizens s’était assis sur le terrain, provoquant un arrêt de jeu de deux minutes.

En football, la rencontre ne peut pas reprendre sans gardien. L’arbitre et les joueurs doivent donc attendre qu’il retrouve sa place ou qu’il soit remplacé. Ces secondes cruciales sont parfois utilisées pour casser le rythme ou provoquer des temps morts tactiques.

C’est ce qui s’était produit en ce mois de novembre. L’entraîneur de Manchester City, Pep Guardiola, avait profité de l’interruption pour faire passer de nouvelles consignes à ses

joueurs, avant que son gardien ne se relève sans le moindre souci apparent et ne finisse le match. « Ça ne contrevient pas aux règles, c’est intelligent, avait reconnu Daniel Farke, désabusé. Nous ne pouvons rien faire. »

Gianluigi Donnarumma et Manchester City sont loin d’être les seuls à avoir agi de la sorte la saison passée. Lors de la conférence de presse d’après match, un journaliste soulignait que Tottenham ou encore l’équipe nationale anglaise avaient agi de la même façon un peu plus tôt.

En décembre 2025, l’ancien joueur Gary Neville, devenu commentateur, avait suggéré que le gardien de Newcastle s’était mis au sol à la demande d’un de ses coéquipiers qui relayait les ordres de son entraîneur. En mars, Arsenal et son gardien, David Raya étaient, à leur tour, accusés d’avoir feint des blessures pour gagner du temps. Lors de la demi-finale de la Coupe d’Angleterre,

Si le match est arrêté en raison d’une blessure d’un gardien, un joueur de champ devra quitter le terrain

c’est le gardien de Chelsea qui avait été hué par les supporters de Leeds après qu’il se fut assis sur le terrain. Il avait ensuite repris sa place et avait fini le match, remporté par les Blues (1-0).

« C’est aux autorités de trouver une solution », avait réclamé Daniel Farke, en conférence de presse après le match perdu contre Manchester City (2-3). Le message semble être passé. La Fédération anglaise de football (FA) a fait savoir, lundi 27 juillet, qu’elle avait reçu l’accord de l’Internat-

tional Football Association Board (IFAB), l’organe garant des lois du football, pour instaurer dans ses compétitions une nouvelle règle pour la saison à venir « afin de préserver le rythme et la fluidité des matchs ». Un dispositif testé dès samedi 1^{er} août, lors d’une rencontre du tour préliminaire de la Coupe de la Ligue anglaise (Carabao Cup), entre Tranmere et Rochdale.

Chasse aux minutes perdues

Désormais, si le match est arrêté en raison d’une blessure de gardien, l’entraîneur devra choisir quel joueur de champ devra quitter le terrain immédiatement. Ce joueur ne pourra refaire son entrée qu’une minute après la reprise du jeu afin de « s’assurer que les vraies blessures continuent de recevoir des soins médicaux appropriés, tout en éliminant tout avantage sportif potentiel lié aux interruptions de jeu », détaille la fédération anglaise. Selon Sky

Sports, si aucun joueur n’est désigné, c’est le capitaine qui devra quitter le terrain.

Des exceptions sont cependant garanties : aucun joueur n’aura besoin de quitter le terrain si l’arbitre avait préalablement signalé une faute sur le gardien en question, si celui-ci reste au sol après une collision avec un autre joueur ou s’il saigne.

La BBC rappelle que le président de la commission des arbitres de la Fédération internationale de football, l’Italien Pierluigi Collina, avait d’ailleurs, dès février, fait de la question des fausses blessures de gardiens une de ses priorités, dans un contexte de chasse générale aux minutes de jeu effectives perdues. Mais l’ancien arbitre international avait tenté de le résoudre d’une autre façon : en empêchant les joueurs de s’approcher de la zone technique dévolue aux entraîneurs pendant les arrêts de jeu. « L’efficacité de la mesure prêtait à dis-

cussion », estime le média britannique, rappelant que l’introduction de « pauses fraîcheur » instaurait par défaut des pauses tactiques de trois minutes au milieu de chaque période.

« Avec un peu de chance, nous verrons disparaître toutes ces absurdités, et la nouvelle réglementation fera disparaître le problème en douceur », se réjouit *The Athletic*. Le site sportif note cependant que cela pourrait avoir des conséquences inattendues et imagine un scénario où un gardien vraiment blessé en viendrait à refuser l’intervention de l’équipe médicale pour éviter de jouer avec un homme en moins, avant de concéder un but, alors qu’il est diminué. Selon la BBC, l’IFAB suivra l’efficacité de cette nouvelle mesure au fil de la saison. En cas de succès, « cela pourrait amener un changement permanent et mondial de la règle à partir de la saison 2027-2028 ». ■

GRÉGOR BRANDY

Performer, être compétente, faire son chiffre, enchaîner les heures, être *smart*, *sharp* (vif d'esprit), crédible... Julia (toutes les personnes interrogées dans cet article ont souhaité être anonymes) connaît par cœur les règles de son milieu professionnel : le conseil en investissement. Cette femme de 28 ans s'est forgé son réseau en étant toujours disponible et efficace. Son carburant ? La cocaïne, en « *micro-dose* » tout au long de la journée. La quantité de poudre nécessaire ? Une dose dans chaque narine qui tient dans l'ongle long de son petit doigt. La fréquence ? Avant chaque rendez-vous important, parfois jusqu'à six fois par jour. Quelques précautions : avoir toujours deux ou trois dealers dans son répertoire. S'arrêter avant 20 heures pour éviter les insomnies. Ne pas consommer le week-end. Ne surtout rien dire aux collègues. Répéter pendant presque deux ans.

Le récit est franc, rapide, sans états d'âme. Julia est en visio quand elle nous raconte son quotidien professionnel de jeune fiscaliste. « *Dans nos milieux, il n'y a pas d'horaires et une forte pression à être hyperproductif, surtout en début de carrière. Aux clients qui me demandent "quels sont vos horaires ?", je réponds : "je n'en ai pas". Si j'ai des rendez-vous au milieu de la nuit avec des Américains, je dois être éveillée et sharp* », relate la jeune femme. La drogue lui permet aussi, dit-elle, d'avoir davantage confiance en elle : « *Je suis émotive, je ne peux pas me permettre de montrer cette image au client. Il faut se présenter de la meilleure façon possible. En plus, je suis une femme dans un milieu d'hommes, je n'ai pas le droit à l'erreur.* »

Dans le cabinet de conseil en investissement dans lequel la jeune diplômée est restée près de deux ans avant de créer son entreprise, la consommation de cocaïne était un secret de Polichinelle. Alors que son usage est illicite, puni d'un an d'emprisonnement, de 3750 euros d'amende, et que les complications médicales peuvent être graves, Julia raconte que certains de ses collègues organisaient des « *pots communs* » pour faire des commandes groupées de cocaïne quand les semaines s'annonçaient intenses au travail. Lorsque l'une de ses collègues, âgée d'une soixantaine d'années, se « *mettait au vert* », tout le monde se doutait qu'elle était plus probablement en cure de désintoxication. « *On veut que tu sois bon, mais personne ne veut savoir comment tu y arrives* », résume Julia.

Elle ne consomme pas de cocaïne avec ses collègues. « *Je refuse toujours quand on m'en propose, même dans les cadres festifs en after-work. Je suis là pour performer et faire rentrer du chiffre, je ne veux pas qu'on m'associe à la drogue, tout comme je ne veux pas être sexualisée* », développe-t-elle. Elle pense « *manager* » sa consommation, sous sa forme micro-dosée. « *Ça évite d'avoir l'air défoncé. Moi, je suis juste un peu plus concentrée et un peu plus en confiance*, soutient-elle. Dans nos milieux, toutes les drogues qui affectent ta pensée et ta façon de parler, la MDMA, le LSD, etc., ça n'existe pas. » En quelques années, la cocaïne s'est imposée dans son quotidien, comme carburant professionnel.

NOUVELLE RÉALITÉ NATIONALE

La banalité avec laquelle la jeune femme narre cette histoire s'inscrit dans une nouvelle réalité nationale. Les drogues – en particulier le cannabis et la cocaïne – ont envahi la vie des Français. Environ 1,1 million de personnes ont déclaré avoir consommé de la cocaïne en 2023, selon l'Observatoire français des drogues et des tendances addictives. Près d'un adulte sur dix (13,4 % des hommes, 5,5 % des femmes) a pris de la cocaïne au moins une fois au cours de sa vie, contre 5,6 % en 2017. C'est la plus forte hausse en nombre de points mesurée parmi toutes les substances illicites, dans la période récente.

Le phénomène touche désormais toutes les classes sociales, tous les secteurs professionnels, et tout le territoire, y compris les zones rurales. C'est ce que relève Nicolas Prisse, médecin addictologue et président de la Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives : « *Des milieux nouveaux sont gagnés par les drogues stimulantes : ce n'est plus l'apanage de cols blancs ou des milieux artistiques élitistes.* » Dans la restauration, la pêche, le BTP, le transport routier, l'artisanat, les métiers en lien avec le public, « *les gens sont aussi en recherche de performance ou de sensations qui font oublier la dureté. Il y a partout une appétence forte pour les drogues stimulantes, même si l'addiction à un produit ne peut se résumer à une situation professionnelle, aussi dégradée soit-elle.* » Un appel à témoignages lancé par *Le Monde* sur la drogue au travail révèle à son échelle la diversité des profils : assistante sociale, chimiste, traducteur, conseiller à France Travail, éducateur, secrétaire, principal de collège, couvreur-zingueur, commercial, salarié d'une association, responsable de salle dans la restauration...

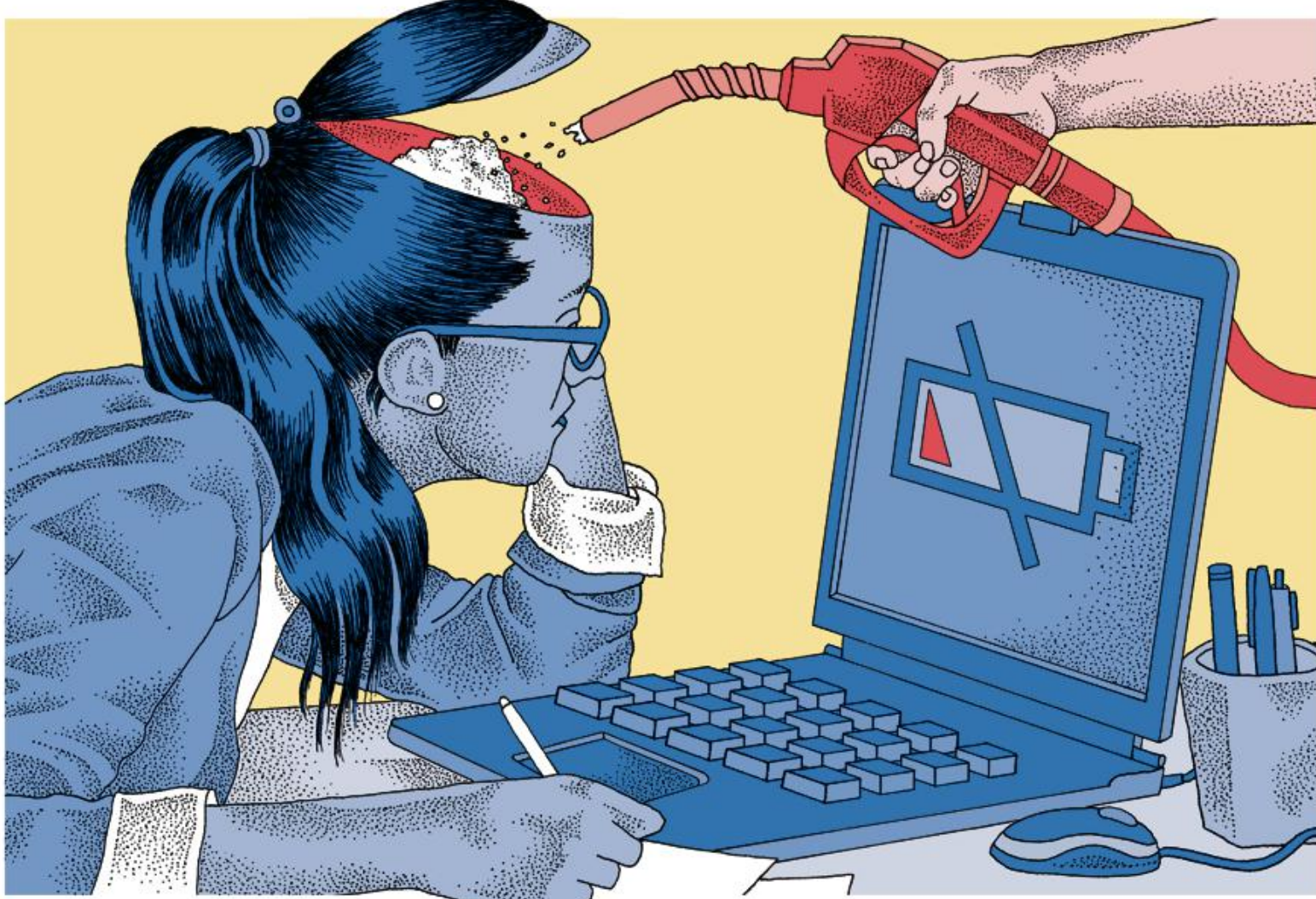
Dans sa consultation libérale, Camille Charvet, psychiatre addictologue, reçoit des pa-

tients comme Julia, très intégrés socialement, autant de femmes que d'hommes, en majorité des trentenaires et des quadragénaires. « *Ce sont des cadres de grosses boîtes, des avocats d'affaires, avec des consommations totalement taboues et cachées dans le cadre du travail. Souvent, personne ne sait qu'ils consomment la semaine* », observe la psychiatre. Ses patients, dit-elle, peuvent rester assez longtemps performants dans leur vie professionnelle. C'est sur le plan personnel que le vernis commence à craquer : « *Ils viennent d'abord me voir pour des troubles du sommeil, de l'anxiété ou de la dépression, bien avant d'évoquer leur consommation de drogue.* »

Etrangement, la question du travail est rarement évoquée au cabinet. Pourtant, la consommation de drogues dans un contexte professionnel tient à une panoplie de facteurs structurels : l'intensification du travail ces dernières années, le management par objectifs chiffrés, le manque d'autonomie, la précarisation, l'impossible déconnexion, l'augmentation des risques psychosociaux et de l'épuisement professionnel. Ces phénomènes, largement documentés, dessinent les contours d'un malaise général au travail.

Pour « *tenir* » face à la pression, rester performant et enchaîner les journées « *trop longues* », Julien, 30 ans, cadre à Toulouse dans une grande entreprise de transport, consomme régulièrement de la cocaïne, de la 3-MMC (parfois appelée « nouvelle cocaïne » ou « cocaïne du pauvre », consommée depuis seulement quelques années en France) ou des amphétamines. Il travaille entre quarante-cinq et cinquante heures par semaine, gère une équipe et « *des urgences qui tombent sans arrêt* ». Ce qu'il veut, c'est réussir, gagner de l'argent et évoluer. « *Mes semaines sont longues, souvent bien plus que ce qui est prévu. J'ai du mal à décrocher même en dehors du boulot, confie le jeune homme. C'est clairement un taf exigeant, assez compétitif, et oui, il y a une vraie pression au quotidien.* »

Le sujet n'est pas tabou avec certains de ses collègues qui, comme lui, consomment au



CÉLIA CALLOIS

Sous pression et sous cocaïne

TRAVAIL SOUS COCAÏNE 13 Chez les jeunes cadres, cette drogue, illégale et fortement addictive, est consommée dans une quête de performance, souvent dans le silence du tabou et sans remise en question des conditions de travail

« LES GENS SONT AUSSI EN RECHERCHE DE PERFORMANCE OU DE SENSATIONS QUI FONT OUBLIER LA DURETÉ. IL Y A PARTOUT UNE APPÉTENCE FORTE POUR LES DROGUES STIMULANTES »

NICOLAS PRISSE
médecin addictologue

travail : « *On doit être une dizaine de cadres, techniciens, magasiniers, vendeurs, à se reconnaître là-dedans, sur une quarantaine de salaires. On fait régulièrement des commandes groupées pour payer moins cher.* » La numérisation du trafic de drogue sur les plateformes a considérablement facilité l'accès à la consommation. Julien et ses collègues commandent les produits sur la messagerie chiffrée Telegram, par des chatbots, et sont livrés sur leur lieu de travail. « *Le prix d'achat des drogues est dégressif : 30 euros le gramme de cocaïne [qui vaut habituellement plus de 60 euros] pour 10 grammes commandés, détaille Julien. Les créneaux de livraison sont organisés sept jours sur sept.* » Il estime sa consommation inférieure à 0,5 gramme par jour, soit environ deux à cinq prises par jour, « *suffisant* » pour tenir et « *limiter les dégâts* » sur le sommeil et le manque d'appétit. Le week-end, il récupère.

Même en pensant que sa consommation est « *sous contrôle* », il constate déjà qu'il lui est difficile d'envisager d'arrêter du jour au lendemain : « *Honnêtement, j'ai déjà fait des pauses sans problème physique, mais mentalement, c'est autre chose.* »

La consommation pour la performance évoque une forme de dopage. C'est la thèse de Renaud Crespin, sociologue, politiste et coauteur du livre *Se doper pour travailler* (Erès, 2017). « *Les salariés utilisent ces produits pour se conformer aux normes attendues en entreprise. Il faut tenir un rythme qui n'est pas toujours perçu comme subi. Le produit est alors une sorte d'adjuvant chimique* », explique le spécialiste. Du côté des entreprises, la question des usages est très peu posée, ou amenée de façon que l'organisation du travail ne soit pas discutée. « *C'est ambivalent, car certaines consommations sont tolérées, voire intégrées dans le quotidien professionnel, comme le café, le tabac et l'alcool. Tant que le travail est fait et que les usages ne créent pas de conflits, on ferme les yeux* », poursuit le chercheur.

Pour d'autres salariés interrogés, la drogue est perçue comme une béquille. C'est le cas de Gaëtan, 26 ans, originaire de Lorient (Morbi-

han), ancien alternant dans un laboratoire de prothèses dentaires. « *La prothèse, c'est un métier artisanal. Quand on est apprenti, les progrès sont lents et demandent des efforts permanents* », souligne le jeune homme. Le rythme y est soutenu. Il commence à 8 heures, et termine sa journée uniquement quand le travail est réalisé, régulièrement entre 21 heures et 22 heures, parfois plus tard. L'ambiance du laboratoire lui fait parfois l'effet d'une Cocotte-Minute, et la pression peut monter tout au long de la journée. Quand les machines tombent en panne, certains de ses collègues explosent de colère. Gaëtan, lui, doit apprendre des gestes précis, techniques et minutieux au milieu de cette ambiance. Lorsque l'un de ses amis, souffrant de narcolepsie, lui parle de la Ritaline – un médicament psychostimulant, particulièrement utilisé dans le traitement du trouble déficit de l'attention –, il lui achète une boîte de 40 gélules à 50 euros, pour essayer.

JUSQU'AU CRAQUAGE

« *Au début, j'en prenais juste le mercredi, et, très vite, quand j'ai vu que ça pouvait m'aider, j'ai commencé à en prendre tous les jours au travail. C'est comme les effets de la cocaïne, relève Gaëtan, mais sans la mâchoire serrée, et la concentration dure huit heures.* » Il carbure, enchaîne des journées sans pause et sans sensation de faim. Pendant ses deux années d'alternance, Gaëtan sort aussi en soirée techno et essaye de nouvelles drogues. « *J'étais tombé dans un truc : je me trouvais moyen avec le produit, mais carrément mauvais sans. Je faisais deux heures de route pour aller chercher ma boîte, je devais mentir à ma meuf, j'avais l'impression d'être devenu un tox* », raconte-t-il. Quand son ami narcoleptique déménage à Paris, il est contraint d'arrêter la Ritaline. Recruté dans son laboratoire après ses études, il tient deux mois dans son nouveau poste avant de craquer.

Il y a quatre mois, Julia a arrêté la cocaïne, qu'elle avait commencé à prendre au milieu de sa vingtaine. Elle a subitement craint d'abîmer son corps, sa beauté, sa jeunesse, sa santé. Son dentiste lui a diagnostiqué une gingivite nécrosante, une infection douloureuse des gencives. Elle commençait aussi à appréhender l'évolution de sa consommation, qu'elle devait sans cesse augmenter pour retrouver les mêmes effets. La jeune femme enchaîne toujours des journées de quatorze heures, mais à son compte. Pour tenir, elle a remplacé la cocaïne par le café, les boissons énergisantes et le Guronsan (médicament pour traiter les états de fatigue passagers). Julien se questionne de plus en plus sur son travail. Il se demande si cela vaut vraiment le coup de s'abîmer mentalement pour « *ça* ». Gaëtan, lui, a changé de voie. Il est aujourd'hui en master d'informatique, sa passion. Il s'imaginer travailler moins et gagner plus. Ces derniers temps, il a découvert la kétamine en soirée. Sa nouvelle copine lui a demandé de choisir : leur couple ou la drogue. Il a choisi leur couple. ■

MARINE MILLER

Prochain épisode Comment la cocaïne sature le monde de la restauration



en vente
actuellement

En kiosque



Hors-série enrichi 144 pages



Hors-série



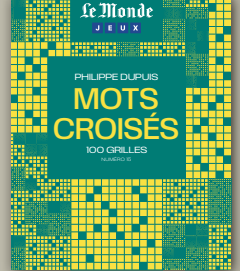
Hors-série



Hors-série - Saison 5



Hors-série



Magazine numéro 15

Nos services

Lecteurs

Abonnements

Sur abo.lemonde.fr
Par tél. au 03 28 25 71 71
(prix d'un appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures.

Le Carnet du Monde

carnet@mpublicite.fr

POUR DÉPOSER AU MONDE VOS DOCUMENTS CONFIDENTIELS

www.sourcesure.eu





Le Carnet

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes

soit par e-mail : carnet@mpublicite.fr
(en précisant impérativement votre numéro de téléphone et votre éventuel numéro d'abonné ou de membre de la SDL)

soit sur le site : <https://carnet.lemonde.fr>

L'équipe du Carnet reviendra vers vous dans les meilleurs délais pour vous confirmer la parution.

carnet@mpublicite.fr
<https://carnet.lemonde.fr>

AU CARNET DU «MONDE»

Décès

Grenoble.

M. Philippe Benoit,
son frère,
M^{me} Christine Vermorel,
sa belle-sœur
et son époux, Thierry Vermorel,
Laurence, Olivier, Daphné,
Catherine,
Michel, Isabelle, Florent,
Amandine,
ses neveux et nièces,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean-Pierre BENOIT,

survenu le 30 juillet 2026,
à Marseille,
à l'âge de quatre-vingt-onze ans.

Les obsèques auront lieu le 5 août,
au cimetière Saint-Jacques d'Échirolles,
dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Aix-en-Provence.

Jean, Marc, Françoise, Pouty,
Martine,
ses cousins,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

Annick DOUGUÉDROIT,

climatologue,
professeur émérite
Aix-Marseille Université,

survenu le 25 juillet 2026, dans sa
quatre-vingt-dixième année.

Les obsèques auront lieu le samedi
8 août, à 10 heures, au crématorium
des Milles (Bouches-du-Rhône).

Chambost-Longessaigne (Rhône).

À la douce mémoire de

Simone DROGUET

qui nous a quittés le 28 juillet 2026.

Avec le souvenir de

Robert,

écrivain.

Joanne Dryansky,
son épouse,
André et Larisa,
ses enfants
Ainsi que Ruth Louz,
sa belle-fille,

ont l'immense tristesse de faire part
du décès de

Gerry DRYANSKY,

survenu le 18 juillet 2026,
à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Les obsèques ont eu lieu dans
l'intimité.

Famille Dryansky,
29, avenue de Suffren,
75007 Paris.

Emmanuelle et Elodie Picard,
ses filles,
Philippe Olivera,
son gendre,
Valentine, Augustin, Zacharie,
ses petits-enfants
Et Pierre,
son frère,

ont le regret d'annoncer le décès de

Michèle FERRAND,

sociologue et féministe engagée,

survenu le 29 juillet 2026, à l'âge de
quatre-vingts ans.

Une cérémonie et crémation se
tiendront avec ses proches, en
Dordogne, lieu cher à son cœur.

L'association pour la recherche
scientifique sur les arts graphiques,
Annie,
son épouse,
Nicolas,
son fils
Et Marie-Eve,
sa fille de cœur,
Vincent,
son beau-fils
Et Cécile,
sa belle-fille,
Pierre, Margaux, Lina et Maxime,
ses petits-enfants,
Les familles Didiot - Rycine, Algranti,
Courcelle, Régnier
Et ses proches amis,

ont l'immense tristesse de faire part
du décès de

Jean-Paul GANDOLFO,

né le 27 septembre 1953,
chevalier de l'ordre
des Arts et des Lettres,
ancien responsable
du laboratoire photographique
du Musée Albert Kahn
Hauts-de-Seine
(1978 - 1995),
professeur
à l'École nationale supérieure
Louis Lumière
(1995 - 2020),
spécialiste
de l'histoire de la photographie
et des procédés alternatifs,
grand passionné de montagne,
de livres et de jazz,

survenu le 24 juillet 2026, à Paris, à
l'âge de soixante-douze ans,

La cérémonie religieuse a été
célébrée le 31 juillet, à 15 heures, en
l'église Saint-Pierre, à Bois-le-Roi,
suivie de son inhumation, au
cimetière de Bois-le-Roi.

Lien,
son épouse,
Victoria, Sarah, Joyce, Ulysse et
Darius,
ses enfants,
Patricia,
sa première épouse,
Tao et Ghjulia,
ses petits-enfants,

ont la tristesse d'annoncer le départ
de

Philippe JONATHAN,

survenu le 29 juillet 2026.

Homme libre, architecte inspiré et
fin connaisseur de la Chine, il a
enchanté nos vies et nos espaces.

« We are such stuff as dreams
are made on, and our little life
is rounded with a sleep. »
« Nous sommes de l'étoffe
dont sont faits les rêves,
et notre petite vie
est entourée d'un sommeil. »

Hélène, Véronique, François et
Pierre,
ses enfants
et leurs conjoints, Benoît, Sara et
Jorane,
Louis, Hanna, Anouk, Charlotte,
Matteo et Mila,
ses petits-enfants,
Simon,
son arrière-petit-fils,

ont la tristesse de faire part du décès de

Paul Arthur JOUSSET,

survenu le 28 juillet 2026, à l' âge de
quatre-vingt-huit ans.

La crémation aura lieu le 5 août, à
13 heures, au crématorium de Nanterre.

Aurore,
sa sœur,
Michel, Catherine, Patrice,
ses enfants et gendre,
Margaux et Baptiste,
ses petits-enfants,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

Vivette LAVONDÈS,

survenu le 28 juillet 2026, à l'âge de
quatre-vingt-treize ans.

Les obsèques auront lieu le 6 août,
à 14 h 30, au cimetière protestant
d'Uzès, où elle rejoindra son mari,

François.

cath.lavondes.blanc@gmail.com

Paris. Plouharnel.

Ulysse et Cassandre,
son fils et sa compagne,
Bertrand,
son frère,
Bénédicte et Philippe, Mélanie (†)
et Bernard, Antoine, Briac et Apoema,
ses neveux et nièces et leurs époux
Et tous ses petits-neveux et petites-
nièces,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Vonick MOREL,

chevalier dans l'ordre
des Arts et des Lettres,

survenu le 27 juillet 2026, à l'âge de
soixante-dix-sept ans.

Une cérémonie en sa mémoire a
eu lieu le 1^{er} août, à 14 heures, 2, route
de Kerlejean, à Plouharnel (Morbihan).

Son épouse,
Ses enfants,
Sa belle-fille,
Ses petites-filles,
Toute sa famille
Et ses ami.e.s,

ont le regret de faire part du décès de

Patrick M. TALBOT,

agréé d'histoire,
ancien élève de l'École normale
supérieure de Saint-Cloud,
conseiller culturel de l'ambassade
de France aux États-Unis,
puis en Italie,
directeur de l'École des beaux-arts
de Bourges, puis de Nancy,
directeur de l'école
nationale supérieure
de la photographie d'Arles,

survenu le 28 juillet 2026.

Une cérémonie funéraire aura lieu
le 5 août, à 11 heures, au crématorium
du cimetière du Père-Lachaise,
Paris 20^e.

Paris.

Nadine Papo-Thircuir,
son épouse,
Jérémie Thircuir,
son fils,
Jacques Papo,
son beau-frère,

ont la douleur de faire part du décès de

Philippe THIRCUIR,

survenu le 27 juillet 2026, à Paris.

Une cérémonie aura lieu le 5 août,
à 15 heures, au crématorium du
cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e.

Une pensée pour son fils

Renaud,

décédé le 13 décembre 2011.

Paris.

Angelo et Raffaella,
ses enfants,

ont la profonde tristesse de faire part
du décès de

M. Francesco TOLICETTI,

survenu le 28 juillet 2026.

La mise en bière et recueilement
auront lieu le mardi 4 août, à
10 heures, au funérarium de Pantin
(Seine-Saint-Denis), 10, rue des
Pommiers, la fermeture du cercueil et
départ du funérarium, à 11 heures,
suivis de l'inhumation, à 11 h 30, au
cimetière local des Lilas (Seine-Saint-
Denis), rue de l'Égalité.

Ni fleurs ni couronnes.

Anniversaire de décès

Gretta Schor,
sa veuve,
Jonathan, Paul, Marc, Elise,
ses enfants
et leurs conjoints,
Ses onze petits-enfants,

vous demandent une pensée pour

Jacques SCHOR,

7 janvier 1937 - 4 août 2016.



Abonnement

Week-end + numérique

354,40€
(prix de vente au numéro)

90€
pour 6 mois

INCLUS DANS
L'ABONNEMENT



En cadeau

Le mug Le Monde



→ Chaque week-end : 2 quotidiens + Le supplément L'Epoque + M le magazine du Monde.
→ L'accès à l'intégralité des contenus numériques sur le site et l'application Le Monde.

Abonnez-vous en ligne : abo.lemonde.fr/MWM6M



Bulletin d'abonnement

à compléter et à renvoyer à : Le Monde – Service Abonnements – A1100 – 62066 Arras Cedex 9.

Je m'abonne à l'offre **Week-end + numérique** du Monde pendant **6 mois pour 90 €**, au lieu de 354,40 € (prix de vente au numéro).

► 2 quotidiens datés du samedi et dimanche/lundi

+ Le supplément L'Epoque

+ M le magazine du Monde

+ L'accès à l'intégralité des contenus numériques sur le site et l'application du Monde

Je règle par :
☐ Chèque bancaire à l'ordre de la Société éditrice du Monde
☐ Carte bancaire (paiement sécurisé) en appelant le 03 28 25 71 71 (tarif d'un appel local, du lundi au vendredi, de 9h à 19h, et le samedi, de 9h à 17h)

☐ M. ☐ Mme
Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : [] [] [] [] [] []
Ville : _____
Email : _____ @ _____
☐ Je souhaite recevoir les actualités, les nouveautés et les offres du Monde.
☐ Je souhaite recevoir les offres des partenaires du Monde.
Tel : [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] []

261EMWM6M90MUG

Ne pas jeter sur la voie publique.

A Saint-Etienne, la liberté folle de l’Amérique

Le Musée d’art moderne et contemporain expose l’audace des plasticiens américains de l’après-guerre



« Addition VI » (1959), de Morris Louis. VVES BRESSON/MAMC+/ADAGP 2026

EXPOSITION SAINT-ETIENNE

Directrice du Musée d’art moderne et contemporain de Saint-Etienne Métropole et commissaire de l’exposition « Flying Colors », Aurélie Voltz reconnaît s’être interrogée. Dans la situation actuelle, est-il opportun pour le musée de consacrer une saison d’été aux Etats-Unis ? En l’occurrence « Flying Colors », exposition collective d’artistes américains, fruit d’une collaboration avec le Minneapolis Institute of Art. Ce dernier accompagne également une rétrospective du peintre new-yorkais Frank Stella (1936-2024), précurseur du minimalisme. Autrement dit, les Etats-Unis sont partout. Mais pas pour provoquer, plutôt pour rappeler quelques évidences historiques.

Les Etats-Unis sont le pays où, après la seconde guerre mondiale, sont apparus et ont grandi des mouvements artistiques nouveaux, dont les acteurs étaient pour beaucoup des immigrés, tels Arshile Gorky (1904-1948), réfugié arménien, ou Willem De Kooning (1904-1997), venu des Pays-Bas trouver du travail ; ou des descendants d’immigrés, tel Frank Stella, né en 1936 dans une famille d’origine sicilienne.

Autre évidence : pendant plusieurs décennies, la création y a été remarquablement foisonnante et contradictoire. Cette vie artistique agitée intéressait alors le reste du monde, New York passait pour la capitale de l’art et aucun pouvoir politique ne prétendait imposer le pseudo-classicisme monumental propre aux dictatures. Sans doute n’aurait-on

pas regardé ces expositions de la même manière il y a quelques années, mais, aujourd’hui, on ne peut les visiter sans y penser.

Stella est, en ce sens, le meilleur exemple. En raison de ses origines, on l’a dit. Plus encore, parce qu’il est l’archétype de l’artiste libre, celui qui fait ce qu’il a envie de faire et n’obéit à aucune contrainte. Avant d’y venir, une observation : réunir plusieurs dizaines d’œuvres de Stella de ses débuts à ses dernières années, dont beaucoup de grande taille, est en soi une réussite. Toutes ses périodes sont présentes grâce à des prêts de collections privées et publiques, américaines et européennes.

Expérimentations

Quelques-unes le sont mieux que d’autres mais l’ensemble donne une idée complète de sa création : une suite ininterrompue d’expérimentations peu prévisibles, qui n’ont pas été toujours immédiatement comprises. Si Picasso a été, au XX^e siècle, celui qui ne cessait de mettre sens dessus dessous la représentation du monde et de multiplier les styles, Stella est celui qui a mis sens dessus dessous l’abstraction en multipliant les hypothèses. Aussi leurs œuvres sont-elles souvent, par commodité, divisées en périodes.

La première époque de Stella est la moins surprenante. Passé par l’université de Princeton en 1954, installé à New York en 1959, il fait d’abord ce que font tous ses contemporains nord-américains : passer en revue les références modernes obligatoires, de Picasso à l’expressionnisme abstrait, avec des moments plus géométriques et d’autres plus matérialistes. Tout y passe, Nicolas de Staël et Franz

Frank Stella est celui qui a mis sens dessus dessous l’abstraction en multipliant les hypothèses

Kline, Josef Albers et Hans Hofmann – ce dernier, venu d’Allemagne aux Etats-Unis pour fuir le nazisme, ayant une influence plus appuyée sur le débutant. Que cet éclectisme soit sans issue, Stella s’en convainc vite. Sa solution est radicale : tout effacer, n’employer que le noir pour des compositions définies par des lignes parallèles et des angles droits. S’il reste du jaune dans la toile *East Broadway* (1958), il n’y a bientôt plus dans ses œuvres que des bandes de couleur noire, séparées par des lignes grises. Ces *Black Paintings* (« peintures noires ») ne sont pas les premières du genre, celles de Robert Rauschenberg (1925-2008) datant de 1951. Mais celles-ci étaient denses et luisantes alors que celles de Stella sont légères, mates et plus désinvoltes. A New York, en 1959, alors que l’expressionnisme abstrait tourne à l’académisme, les toiles de Stella en sont la négation complète.

L’artiste aggrave son cas en s’en prenant aux habituels formats rectangulaires et carrés. Il fabrique, puis fait fabriquer, des châssis aux bords en zigzag, ou trapézoïdaux, ou percés d’un vide hexagonal en leur centre, ce que l’on appelle ses *shaped canvases*. Les couleurs reviennent vite, sobres

d’abord, puis de plus en plus intenses. Alors que les *Black Paintings* ont du succès dès 1959, montrées au MoMA puis dans la galerie de Leo Castelli (1907-1999), cela ne l’empêche pas de proposer peu de temps après des œuvres que l’on croirait signées d’un autre auteur, nullement « minimal » celui-là.

Expérience du cercle, entier ou divisé en demis ou en quarts, et des courbes concentriques qui paraissent glisser les uns sous les autres : c’est la fin des années 1960. Triangles, parallélogrammes, bandes qui s’entrecroisent comme les poutres d’une charpente : c’est la première moitié des années 1970. Il crée la série dite *Polish Village*, car conçue à partir d’un livre consacré à l’architecture des synagogues polonaises en bois détruites pendant la guerre.

Sur des structures elles-mêmes de bois, Stella monte des surfaces de carton recouvertes de toile. Puis se passe de la toile et travaille directement le bois et le métal dans des assemblages muraux. Et se consacre à un immense ensemble à partir du roman *Moby Dick*, de Melville, qui l’occupe de 1986 à 1997. Ni le baleinier du capitaine Achab ni son ennemi le cachalot blanc n’y apparaissent, mais une infinité de tourbillons, de spirales, de remous, de lignes brisées.

Dans chaque œuvre entrent sérigraphies, lithographies, linogravures et collages, le tout rehaussé à la main. En s’approchant, l’œil voit la complexité de la fabrication, les ajouts, les reprises : des opérations auxquelles Stella prend tant de plaisir qu’elles n’en finissent pas. Il est saisi par le dynamisme des formes, qui fait croire, de loin, qu’elles se déplacent. Il en est ainsi jusqu’aux

œuvres les plus tardives, où la peinture quitte le mur pour glisser dans l’air comme une planche de surf sur la vague, avec souplesse et en rythme.

Expressionnisme abstrait
L’exposition complémentaire « Flying Colors » donne à voir l’abondance et la variété des événements artistiques qui ont eu lieu au même moment aux Etats-Unis. Elle opère par résonances entre le fonds stéphanois, qui est très dense, et celui de Minneapolis, qui ne l’est pas moins. Soit 160 œuvres d’une quarantaine d’artistes. Deux des sections ainsi obtenues sont de grande qualité : celle consacrée à la peinture après l’expressionnisme abstrait avec Helen Frankenthaler – grande artiste peu montrée en France –, Shirley Goldfarb (1925-1980), Morris Louis, Sam Gilliam ou Philip Guston ; et celle dévouée au minimalisme, avec des pièces de Donald Judd, Dan Flavin, Sol LeWitt et Richard Nonas, lui aussi trop méconnu. En comparaison, malgré la présence de Robert Rauschenberg, James Rosenquist et Ed Ruscha, l’ensemble pop manque un peu de densité, mais il finit sur un remarquable tableau-relief autobiographique

que de Jim Dine. Inégale est aussi la partie intitulée *Dénoncer !*, qui repose essentiellement sur Lorraine O’Grady, David Wojnarowicz et, à nouveau, Philip Guston.

Ces deux expositions parcourues, il faut aller à la bibliothèque Jean-Laude, à l’étage. Y sont montrés les premiers tirages du portfolio de lithographies nommé *US*. Circulant de Boston à New York en 2023, l’artiste Johann Rivat y observait la présence obsédante du drapeau national partout : dans un grand magasin, une station-service, sur un mât planté devant une maison, sur une affiche publicitaire, dans la salle Jasper Johns au MoMA ou sur un tee-shirt.

Patriotisme, propagande politique, image commerciale, conformisme social, mémoire familiale ? Selon les cas saisis par Rivat, les interprétations varient. Reste que peu de pays paraissent vénérer aussi uniformément leur bannière, ces *stars and stripes* (« étoiles et bandes ») répétées à l’infini et tenues pour sacrées. De brèves notations de l’écrivaine Marie Henrich accompagnent ces instantanés d’aujourd’hui. Ainsi en revient-on au point de départ, à ce qu’ont été les Etats-Unis et ce qu’ils sont. ■

PHILIPPE DAGEN

Circulant de Boston à New York en 2023, Johann Rivat y observait la présence obsédante du drapeau national

Frank Stella. Minimal/Maximal – Flying Colors et US au Musée d’art moderne et contemporain (MAMC+) de Saint-Etienne Métropole, Saint-Priest-en-Jarez (Loire). Du mercredi au lundi de 10 heures à 18 heures, 18 h 30 samedi et dimanche. Jusqu’au 13 septembre (US) et au 3 janvier 2027 (« Frank Stella » et « Flying Colors »). Entrée de 5 € à 6,50 €.

« Un été au Havre » s’enrichit d’un iceberg et de coraux géants

Pour la manifestation, six sculptures ont été disséminées dans la cité normande

ART

LE HAVRE (SEINE-MARITIME)

Interrogé en 2017 par *Le Monde*, Edouard Philippe, qui n’était alors pas encore premier ministre, livrait cette réflexion sur la ville de Seine-Maritime dont il est le maire : les Havrais, qui longtemps n’aimèrent pas l’architecture d’Auguste Perret, changèrent de regard lorsqu’elle fut classée au Patrimoine mondial de l’humanité par l’Unesco, en 2005. D’où l’idée, déjà commencée par son prédécesseur Antoine Rufenacht, d’y introduire l’art contemporain qui alors manquait. Ce fut sous le mandat de ce dernier (1995-2010) une biennale, puis, à l’occasion du 500^e anniversaire de la fondation de la cité par François 1^{er}, l’opération « Un été au Havre ».

D’abord confié, jusqu’en 2022, à Jean Blaise, dont l’activisme avait déjà permis de modifier la perception d’un autre estuaire, celui de Nantes à Saint-Nazaire, en Loire-Atlantique, le relais du commissariat de ces expositions a été pris par Gaël Charbau, dont c’est cette année le dernier mandat. Lui succédera David Moinard, formé à Nantes à l’école de Jean Blaise.

Dès les débuts, l’enjeu était, pour les artistes invités, de se confronter à l’échelle colossale du port et à la trame géométrique orthogonale d’Auguste Perret. Pari réussi avec des créations comme la *Catène de containers* de Vincent Ganivet, sur le quai Southampton, devenue ce que les marins nomment un « *amer* », un point de repère, et aussi l’emblème possible de l’histoire navale de la cité : malgré sa radicalité, l’œuvre a été immédiatement adoptée par les habitants.

Une des particularités de cet événement, c’est qu’il mêle des œuvres éphémères à d’autres destinées à devenir pérennes. Sans d’ailleurs que la chose soit gravée dans le marbre, ou plutôt le béton, cher à Perret : dans un cas au moins, une œuvre qui n’était pas conçue pour passer plus que le temps d’un été a été pérennisée, à la demande des riverains qui l’avaient adoptée !

Il s’agit de *La Lune s’est posée au Havre*, d’Arthur Gosse, une sculpture monumentale sur un bassin d’eau du square Saint-Roch. Et une remarque de l’artiste illustre bien le pari de la manifestation : « *Le Havre c’est comme la Lune, c’est gris, c’est loin, personne n’y va, et pourtant c’est un endroit fascinant.* » Le résultat, c’est que la ville a désormais une collection permanente de 24 pièces d’art public, souvent monumentales, dont l’accès est libre et gratuit. Même les plus grincheux admettent que quand l’art contemporain attire 2 millions de touristes, comme ce fut le cas en 2025, il mérite considération...

Pour le respect, il y a encore des progrès à faire, et même si les cas de vandalisme sont rares, ils ont pu être dévastateurs, comme ce jour, ou plutôt cette nuit, de 2020, quand une sculpture de Fabien Mérelle fut incendiée. Intitulée

L’événement mêle des œuvres éphémères à d’autres destinées à devenir pérennes

Jusqu’au bout du monde, elle était installée, comme son titre l’évoque, dans un coin isolé de la plage. Or, ce vandalisme a provoqué un élan de solidarité inattendu : une vaste campagne de dons a été lancée par les habitants pour financer sa reconstruction à l’identique. L’œuvre a été réinstallée en 2022, mais sur la digue Augustin-Normand, ce qui lui donne une visibilité accrue...

Signaux optiques

Durant les quatre premières éditions dont il a eu la charge, Gaël Charbau a choisi d’implanter des œuvres dans des quartiers moins centraux, dans une démarche qui rejoint celle des urbanistes locaux qui revitalisent des zones, souvent portuaires, autrefois délaissées. Cette fois-ci, il a recentré les implantations, qui sont au nombre de six, plus la réactivation d’une pièce conçue en 2022, *Les Optimists*, du nom de ces coquilles de noix si précieuses pour l’apprentissage de la voile, de Lorène Dengoyan : les siennes permettent en outre la reconnaissance des signaux optiques, puisque les voiles reprennent les couleurs du code international des signaux maritimes.

Les nouvelles œuvres de l’édition 2026 sont les *Icebergs*, de Gaspard Combes, qui flottent dans le bassin du Commerce et apportent une fraîcheur toute virtuelle ; *Spinning Around*, de Sophia Taillet, un ensemble de miroirs rotatifs posés sur le parvis de la cathédrale Notre-Dame, qui offre des visions nouvelles de la ville et a déjà été adoptés par les passants qui jouent avec sans se poser de questions. *Sur le motif*, de Guillaume Aubry, restituée, grâce à un miroir incliné et situé à la hauteur où se trouvait la fenêtre d’un hôtel détruit par les bombardements, le point de vue exact d’où Monet a peint *Impression, soleil levant* : une plaque sertie au sol indique les années où les conditions seront identiques à celles qu’a connues l’artiste. Il faut patienter un peu, la prochaine, c’est 2036 !

Corallium, de Charlotte Huard, mêle une réflexion sur la disparition des coraux et sur la nôtre (ses coraux sont en fait des moulages de mains de Havrais) ; Samuel Trenquier a disposé une vingtaine de jarres peintes dans le parc Albert-René, qui abrite aussi un circuit destiné à l’apprentissage du code de la route par les jeunes cyclistes, d’où ce titre, *Les génies aussi passent le permis*.

Quant à Grégory Chatonsky, invité depuis cinq éditions, il clôt son cycle « La ville qui n’existait pas » avec une épataante cabine téléphonique, bâtie dans le style de Perret, où on peut entendre les paroles d’habitants remoulées par l’IA : cent vingt heures d’écoute en tout ! Et une collision entre l’avenir, qui est le thème de Chatonsky, et le passé : lors de notre visite, les questions des enfants, lesquels n’ont connu que les téléphones portables, demandant à leurs parents à quoi servait cet édifice, donnaient matière à réflexion. ■

HARRY BELLET

« Un été au Havre », jusqu’au 20 septembre. Uneteauhavre.fr



« Divination – Faith » (2019), bronze de Kiki Smith. LORCAN O’NEILL/TIMOTHY TAYLOR/KIKI SMITH

Au MoCo de Montpellier, Kiki Smith et notre part d’animalité

La rétrospective consacrée à l’artiste américaine réunit quelque 150 pièces variées : dessins, photos, bronzes, estampes et tapisseries

EXPOSITION

L’œuvre de Kiki Smith est généralement définie par ses thèmes : le corps, la part d’animalité qui demeure en tout individu, les relations qui peuvent subsister aujourd’hui entre l’humain et la nature. Il en est ainsi depuis ses premiers travaux, il y a plus de quatre décennies. Les œuvres se répondent au fil du temps, quelle que soit leur définition matérielle, grands dessins sur papier népalais, tirages photographiques, bronzes, porcelaines, estampes ou tapisseries. La cohérence qui les attache est si serrée qu’elle autorise à se dispenser de la chronologie pour organiser des échos à travers les années. L’exposition qui se tient à Montpellier procède donc ainsi. Réunissant près de 150 pièces de 1983 à aujourd’hui, elle s’ouvre sur des œuvres des années 2000, avant d’en venir à de plus anciennes ou de plus récentes alternativement, disposées sur les trois étages du bâtiment. L’accrochage est fluide et joue adroitement avec les différences de format et de matériau que l’artiste aime à varier, des très grandes frises graphiques de plusieurs mètres de long aux statuettes qui se mesurent en centimètres.

Puisque l’anatomie humaine est l’un des motifs de Kiki Smith et que l’université de médecine de Montpellier, la plus ancienne au monde, fondée au XIII^e siècle, conserve des collections remarquables d’artefacts savants, des reproductions d’organes en cire et en papier mâché polychromes anciennes, l’exposition n’en est que plus cohérente. En effet, elles font écho plusieurs fois aux œuvres de l’artiste contemporaine.

Cette unité découragerait le commentaire, menacé de n’être que redondant, si l’œuvre ne posait une question qui ne touche pas à ses motifs mais à leur traitement artistique. Il faut, pour s’expliquer, en revenir à la trajectoire très particulière de l’artiste. Kiki (Chiara à l’origine) Smith naît en 1954, à Nuremberg (Allemagne). Sa mère, Jane Lawrence

Smith (1915-2005) est chanteuse d’opéra et comédienne. En 1943, avec son ami l’écrivain Tennessee Williams pour témoin, elle épouse Tony Smith (1912-1980), alors architecte, devenu bientôt sculpteur et l’un des précurseurs du minimalisme par ses volumes géométriques et son enseignement. *Die* (1962), cube d’acier noir de presque deux mètres de côté, est dans toutes les histoires du mouvement. Kiki Smith grandit donc dans le milieu artistique new-yorkais, ses parents s’étant installés dans le New Jersey un an après sa naissance. Elle fréquente plusieurs collèges et universités de la côte est. Son éducation artistique est donc très complète.

Cela se voit dans la capacité de Smith à se saisir de techniques nombreuses et les maîtriser. Ainsi, ses grands dessins sur papiers népalais collés bout à bout. Ils sont peuplés de femmes et d’animaux indiqués par des lignes légères, posées sans appuyer, sans nécessairement achever les tracés.

Contraste flagrant

Smith sait en effet comment créer et habiter l’espace par le vide. Ainsi, de manière opposée, de l’usage qu’elle fait de la tapisserie. Les pièces qui sont tissées d’après ses cartons abondent en figures : nus, feuilles, oiseaux encore, papillons, étoiles à nombreuses branches, symboles astrologiques. La surface en est saturée, mais les couleurs de fils assurent la lisibilité de toutes et, là encore, un espace profond et vaste est créé, mais par la densité cette fois.

Cette précision dans les rapports entre proportions et chromatisme était déjà acquise en 1983 dans ses *Teeth Drawings*, agrandissements démesurés et disloqués de mâchoires et de langues qui font songer aux aquarelles de mutilés de la face peintes par Otto Dix après la première guerre mondiale. Smith fait preuve de la même dextérité dans ses sérigraphies en noir et blanc ou ses aluminiums découpés et gravés.

Or là est le problème. La science et l’adresse amènent souvent à une démonstration de virtuosité.

Ses dessins sur papier népalais sont peuplés de femmes et d’animaux indiqués par des lignes légères

Les exemples ne manquent pas dans l’histoire de tels glissements vers des effets de style trop bien ménagés. Cela se voit dans quelques pièces de Smith, dont ses croissants de lune bleus en bronze piqués sur des socles qui n’ajoutent rien à son œuvre. Si ce n’est que leur présence, par contraste, rend plus sensible sa puissance d’expression quand elle ose une sorte de crudité péremptoire, celle qui s’observe chez les grands créateurs autodidactes.

Born, de 2002, est un bronze de presque trois mètres de long. Il représente un corps de femme nue à l’oblique, le bras gauche touchant au sol, dont les pieds ne sont pas encore sortis du ventre de la biche qui lui donne naissance. L’une et l’autre sont traitées de façon réaliste, ce qui fait avec le motif un contraste flagrant. Sculpture sym-

bolique, évidemment. Justement, c’est cette évidence qui marque, cette immédiateté qui affirme le sens de l’œuvre : désir ou regret d’une alliance entre animalité et humanité sous le signe du féminin et de la naissance. Il faut cette simplicité sans habileté pour que l’œuvre soit efficace.

Cette réduction des moyens se retrouve dans les travaux photographiques disposés ici en plusieurs ensembles. Ce sont des images de travail : fragments de sculptures, détails de modelages, parties de corps préparées pour un moulage. La plupart sont en plan rapproché, si proche parfois que l’on ne sait pas ce que l’on regarde. Une peau à nu ou une pellicule de cire, la chair ou son simulacre ? Atelier de la sculptrice ou salle de dissection ? Il arrive que des clous soient plantés dans une tête ou que, coupée mais les yeux ouverts, celle-ci soit posée sur une planche. La sensation de présence physique est alors accentuée par les signes de souffrance et de mort. Cette part brutale de l’œuvre en est aussi la plus forte. ■

PHILIPPE DAGEN

Etre ici/Maintenant/Partout, Kiki Smith au MoCo, 13, rue de la République, à Montpellier. Jusqu’au 11 octobre

Les coulisses, les chiffres, l’actualité du Monde

dans la rubrique le Monde & vous



www.lemonde.fr/le-monde-et-vous/

LA FRANCE DE L'ART BRUT 16 André Degorças, 84 ans, façonne des statues en béton à l'effigie de personnalités

GENTÉ (CHARENTE) - *envoyé spécial*

Ces « *gueux créatifs* », comme les appelle également le peintre et chercheur Bruno Montpied dans *Le Gazouillis des éléphants* (Hoëbeke, 2024), épatant inventaire de 300 « *environnements spontanés et chimériques* », sont en voie d'extinction, en raison de leur grand âge. Exposés aux intempéries et au chiendent, leurs musées à ciel ouvert ne vont pas mieux. De cet « *art sans artiste* » n'émerge aucun chef de file, mais quelques personnalités fortes et sensibles encore en vie, aussi excentriques que leurs artefacts figiolés à la truelle ou au pistolet à enduit. Pour une raison inexpliquée qui ajoute au

Ainsi le truculent André Degorças, à Genté (Charente), 900 habitants. A 84 ans, cet ancien maçon continue de façonner des sculptures en ciment et des bas-reliefs en pierre de taille dans un ancien chai à cognac qui est aussi l'endroit où il vit, dans des conditions très rustiques. « Loulou », son surnom depuis l'enfance, a commencé vers l'âge de 22 ans son activité créatrice. Alors à son compte depuis, il apprend par la télévision que le Palais idéal du facteur Cheval, à Hauterives (Drôme), recherche un maçon pour des travaux de restauration. L'occasion est tentante. Mais « *plutôt que de retaper le musée d'un autre, je me suis dit que je ferais tout aussi bien de créer le mien* », raconte-t-il.

Installe dans sa cour et dans sa grange, son « *P'tit Musée* » célèbre une hétérogénéité joyeuse. Des escargots, appelés « *cagouilles* » localement, dévalent en surf et en skateboard ; deux éléphants reliés par leur appendice nasal composent un bien nommé « *trom-*

A man with grey hair, wearing a white apron over a light-colored t-shirt, sits in his pottery workshop. He is surrounded by shelves and tables filled with various pottery items, including vases, bowls, and a large rooster sculpture. The workshop is cluttered with tools, materials, and finished pieces, creating a sense of a busy, creative space. A single light bulb illuminates the scene, casting a warm glow.

André Degorcias, dans son atelier, un ancien chai de cognac, à Genté, en Charente, le 7 juillet. CÉLINE LEVAIN/MIRAGE COLLECTIF

A sa retraite, André Degorças s'est déclaré comme «*sculpteur autodidacte*» auprès de l'Urssaf afin de pouvoir faire commerce de ses œuvres. Sa pension, à peine supérieure au minimum vieillesse, le renvoie à la dureté de son métier, une activité dont il reste trace sur une affiche publicitaire accrochée au mur : «*Maçonnerie en tous genres. Travail soigné. Prix corrects.*» «*Le travail était même trop soigné pour ce que j'en demandais*», maugrée aujourd'hui ce fils d'homme de peine. Cinquième enfant d'une famille de sept, Loulou a quitté l'école à 14 ans pour être placé comme domestique

C'est pour échapper à sa condition de terrassier qu'André Degorças s'est essayé à l'art. *« Je n'ai jamais voulu être un maçon comme les autres »*, affirme-t-il. C'est également pour se démarquer qu'il a, en lien avec son métier, déposé pas moins de trois brevets à l'Institut national de la propriété industrielle : une truelle qui ne coule pas, une taloche en plastique et un lino représentant du carrelage. Aucun ne trouva toutefois la moindre concrétisation industrielle. Couverts de poussière, lesdits brevets dorment depuis des années, des décennies peut-être, dans une armoire vitrée dont la clé a été égarée.

Son autre grand dada, les bas-reliefs... L'œil rivé sur des photos de magazines people, l'orfèvre amateur grave au ciseau des blocs de calcaire à l'effigie d'hommes politiques, de princesses monégasques ou de vedettes de variété. Célibataire sans enfant, Loulou se fait désarmant de candeur : *« Je viens de finir Ingrid Chauvin. Vous ne la connaissez pas, par hasard ? J'aimerais tellement le lui offrir »*, lance-

FRÉDÉRIC POTET

Prochain épisode
Le Jardin de Gabreil

GRILLE N° 26 - 177
PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l'ensemble de nos grilles sur
jeux.lemonde.fr[illegible]

VERTICALEMENT 1. Préparatif. 2. Sécularisé. 3. Yeuse. Té. 4. Clé. Rainer. 5. Hilotes. Go. 6. ORL. Aragon. 7. Rées. ENA. 8. Sain. Eté. 9. Gi. Bot. Tor. 10. It. Ru. Demi. 11. Dételer. Me. 12. Embrasures.

GRILLE DÉJÀ PARUE LE 19/09/2015

N° 26-177

Très facile

Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9.

Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.

8	3	2	9	7	6	1	5	4
1	9	4	5	2	8	6	3	7
7	6	5	1	3	4	8	9	2
6	2	8	4	1	3	5	7	9
3	7	9	8	6	5	4	2	1
4	5	1	2	9	7	3	8	6
9	8	6	3	4	2	7	1	5
2	4	3	7	5	1	9	6	8
5	1	7	6	8	9	2	4	3

Réalisé par Yan Georget (<https://about.me/yangeorget>)

Courrier
international

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France,
75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 71 (prix d'un appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures. Depuis l'étranger au : 00 33 3 28 25 71 71.
Par courrier électronique : abojournalpapier@lemonde.fr.
Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Par courrier électronique :
courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Internet : site d'information : www.lemonde.fr ;
Emploi : www.talents.fr/

Collection : Le Monde sur CD-ROM :
CEDROM-SNI 01-44-82-66-40
Le Monde sur microfilms : 03-88-04-

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0727 C 81975 ISSN 0395-2037

M
publicité

Directrice générale
Elisabeth Cialdella

Imprimerie
MARQUE DÉPOSÉE
MARQUE DÉPOSÉE

L'Imprimerie, 79, rue de Roissy,
93290 Tremblay-en-France
Midi-Print, Gallargues le Montueux

ACPM
PRINTED IN FRANCE



Origine du papier : UK, France.

Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. **Écotaxe : P101 = 0,0083 kg/tonne de papier.**

Stéphane Ricordel

Homme de théâtre

Autrefois, sous les chapiteaux des cirques, Stéphane Ricordel était dans les airs ce qu'on appelle un « porteur » : celui qui, accroché à un trapèze, à 30 mètres du sol, a l'immense responsabilité de rattraper les voltigeurs en plein vol, parfois à 50 kilomètres-heure. Et il faisait ça avec une fiabilité sans faille. Un roc. Mais même les hercules finissent par lâcher prise. Atteint d'une maladie neurodégénérative, lui qui avait cofondé avec sa compagne Laurence de Magalhaes – inséparable binôme – la célèbre troupe des Arts Sauts, lui qui, toujours avec elle, avait fait du Théâtre Monfort à Paris un lieu de ralliement, avant de prendre en 2023 la direction du Théâtre du Rond-Point, a finalement décidé, après avoir longuement lutté contre la maladie, de jeter l'éponge. Il est mort jeudi 30 juillet à 62 ans.

Un mètre quatre-vingt-six. Les épaules larges. Le regard bon. Le genre à cacher son énergie sous un calme de façade. Le genre à qui confier son squelette à 30 mètres du sol. Notre circassien disait : « *Quand tu es là-haut, tu laisses les problèmes en bas.* » Il parlait du chapiteau, pas des cieux.

Stéphane Ricordel est né le 25 août 1963 en Algérie. Sa mère a quitté sa Charente natale pour une vie d'expatriée bohème. Enfance au Koweït, adolescence en Libye... Il a 17 ans lorsqu'elle décide qu'il est temps de rentrer en France. Ils débarquent à Angerville (Essonne), dans la Beauce, avec une R8 Gordini immatriculée en Libye. « *Moi qui n'avais jamais vu la neige, qui n'avais jamais été enrhumé dans une classe, qui avais appris la France par les bouquins, par la littérature, je n'ai pas tout compris*, racontait-il. *Quand tu es "expat", même sans argent, tu vis dans une bulle.* »

Le lycée, ce sera à Etampes (Essonne), la fac, à Paris. Double cursus, biologie d'un côté, arts plastiques de l'autre. L'histoire veut qu'un jour, avec un copain, ils partent en virée en Belgique. Ils font un pari : une heure pour acheter un truc qui leur plaît. L'un revient avec un monocycle, l'autre avec des massues de jonglage. Son destin se joue là. Il ira chez Annie Fratellini en cours du soir, sera pris au Cours Florent en théâtre, n'y

restera guère, mais répondra à une annonce pour travailler avec Claude Régy sur *Le Parc* de Botho Strauss. « *Régy et Fratellini, c'est ça qui m'a construit* », confiera-t-il.

C'est la grande époque où émerge une nouvelle génération de circassiens : Cirque Plume, Archaos, Cirque baroque, Cirque du Soleil (pour lequel il travaillera). Lui remarquait simplement : « *Il y a une différence avec les gens du bas parce qu'ils ont peur. Nous, c'est une adrénaline. Une personne sur deux n'a jamais fait de saut périlleux ou n'est montée à plus de 3 mètres, cela fait de nous des gens un peu différents.* »

Affronter le vide

C'est alors qu'il rencontre Laurence de Magalhaes. De deux ans sa cadette, fille du régisseur d'Antoine Vitez à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne), elle est en train de créer une société de management pour compagnies de théâtre. Il lui dit qu'il est trapéziste (« *Cela m'a fait vachement peur*, se souvenait-elle hilare, *tu imagines tout de suite le string avec la plume dans les fesses* ») et lui confie qu'il a un projet de trapèze volant en extérieur. Les deux font la paire. Pour financer leur projet, ils vont travailler à l'institut de sondages IFOP. Stéphane Ricordel racontait comment un jour, « *parce qu'elle pourrissait une fille* », il avait pliqué contre un mur leur cheffe, Laurence Parisot, qui deviendra la patronne du Medef. « *Je peux être impulsif* », concédait-il.

En 1993 naît la troupe des Arts Sauts. Elle est en bas. L'administratrice. Un autre genre de roc avec sa chevelure noire, son khôl sur les yeux et son énergie dévorante. Lui est en haut ; là où on fait le vide pour affronter le vide et la peur qu'il y a de s'y jeter. Et pourtant, en Libye, alors qu'il avait perdu l'usage d'une oreille en pratiquant la plongée sous-marine, le médecin avait prédit : « *Toi, tu ne feras plus jamais de sport...* »

Ils en riaient avec Laurence. Elle-même, en 1^{re} au lycée, avait eu un grave accident de moto. Le trauma les réunissait. Pendant quinze ans, Les Arts Sauts vont être la référence. Même si, à partir de 2004, le moral n'y est plus : une collision entre deux voltigeurs pendant un entraînement



Au Théâtre du Rond-Point, à Paris, le 5 septembre 2023. JOËL SAGET/AFP

à Barcelone a coûté l'usage de ses jambes à l'un d'entre eux. Il mourra quelques années plus tard lors d'une transe chamannique en Amazonie. Mais si, en 2007, Les Arts Sauts jettent l'éponge, c'est aussi parce que les corps ne suivent plus. « *Mal au dos, mal au genou, mal partout... mais je ne le disais pas*, témoignait-il avec recul. *A la fin, avec Les Arts Sauts, on bouffait des pâtes et du Nutella. Arrêter, on l'a décidé tous ensemble, c'était une affaire communautaire.* »

Au fin fond du 15^e arrondissement de Paris, Stéphane Ricordel et Laurence de Magalhaes vont reprendre la direction du Carré Silvia-Monfort, qui vivotait. Le lieu, caché au fond du parc Georges-Brassens, a le mérite d'avoir un grand plateau, pour une salle de 450 places, et, moyennant quelques aménagements, la possibilité d'y loger des comédiens, et d'y garer des caravanes. Nous som-

mes en 2009. Les deux saltimbanques vont en faire un point d'entrée dans la capitale pour le théâtre émergent de cette époque, lequel a fait de la transdisciplinarité son nouvel ADN.

Enorme machine

« *Des circassiens nommés à la tête d'un théâtre, c'était une première. Nous étions inconnus du grand public et même dans le milieu, les gens se demandaient : "Qui sont ces deux manouches ?"* » Le théâtre est rebaptisé Le Monfort. Y défile toute une génération, de Lætitia Dosch au collectif Ivan Mosjoukine, des DakhaBrakha à Phia Ménard. Le bar reste ouvert jusqu'au départ du dernier visiteur, et même au-delà pour les comédiens qui dorment là. Succès.

La Mairie de Paris ne s'y est pas trompée, qui, parallèlement, va confier au duo, à partir de 2017, son festival estival Paris Quartiers d'été. Souvenir ému de fous rires

partagés lorsqu'on s'était retrouvé à 4 heures du matin, dans le plus grand secret, quai de la Tournelle pour réceptionner un grand semi-remorque venu déposer une fausse baleine morte sur le bord de la Seine.

Un canular géant signé de la troupe néerlandaise Captain Boomer. Découvrant l'immense faux cadavre au petit matin, les badauds avaient beau ne pas y croire, ils y croyaient quand même. Ils avaient fini par quitter, avec leurs deux garçons, leur logement de Montreuil (Seine-Saint-Denis) pour le 15^e arrondissement de Paris. Stéphane Ricordel – qui a eu aussi une première fille avec une Norvégienne – ironisait : « *C'est pas mal de vieillir bourgeois.* »

En 2023, consécration, le couple est choisi pour prendre la direction du Théâtre du Rond-Point, à deux pas des Champs-Élysées. Enorme machine. Si, dernière-

25 AOÛT 1963 Naissance en Algérie
1993 Cofonde la compagnie des Arts Sauts
2009 Prend, avec Laurence de Magalhaes, la direction du Carré Silvia-Monfort, rebaptisé « Le Monfort »
2023 Codirige le Théâtre du Rond-Point
30 JUILLET 2026 Mort

haes qui en portait la charge, Stéphane Ricordel aura laissé derrière lui cette énergie farouche, ce goût du combat, des fossés infranchissables que l'on franchit. On se souvient de lui expliquant à propos de son accident de plongée : « *Le trauma, c'est un moteur dans nos vies. S'il y a un mur devant, je fonce... L'oreille, c'est le vertige et le vertige, du coup, je m'en fous.* » ■

LAURENT CARPENTIER

Nirmal Purja

Alpiniste népalo-britannique

Pas aujourd'hui. » Des années durant, Nirmal Purja a répété ces mots comme un mantra. Ils concluent le premier chapitre d'*Au-delà du possible* (Editions du Mont-Blanc, 2022), l'autobiographie de l'alpiniste népalo-britannique, dans laquel il narre une interminable glissade sur les pentes du Nanga Parbat, au Pakistan (8125 mètres d'altitude), en juillet 2019.

La neige se dérobe sous ses crampons, et la « montagne tueuse » l'entraîne vers le vide. Convaincu, pendant plusieurs secondes, qu'il va mourir, il finit par agripper une corde fixe et par s'immobiliser. En reprenant son souffle, il se répète : « *Pas aujourd'hui. Mais quand ?* »

Jeudi 30 juillet, la montagne a eu le dernier mot. Pris dans une avalanche avec une cordée de neuf personnes sur les flancs du Broad Peak (8047 mètres d'altitude), le douzième plus haut sommet de la planète, au Pakistan, Nirmal Purja est mort à l'âge

de 43 ans, a annoncé, samedi, l'entreprise qu'il dirigeait, Elite Exped. Le destin de celui qui était devenu en quelques années l'une des figures les plus célèbres de l'himalayisme avait tout d'une improbable ascension. Nirmal Purja n'est pas de l'ethnie sherpa, peuple des hautes vallées himalayennes dont le nom est indissociable des conquêtes des cimes.

Phénomène mondial

Il a grandi dans une plaine du sud du Népal, avant d'intégrer, comme son père, les Gurkhas, une unité de l'armée britannique exclusivement composée de soldats népalais. L'Everest (8848 mètres d'altitude), il ne l'a véritablement découvert qu'à l'âge de 29 ans, après qu'un camarade britannique lui a demandé à quoi ressemblait la plus haute montagne du monde.

Il n'y a, alors, jamais mis les pieds. Déployé en Afghanistan, il devient, à 25 ans, le premier Gurkha intégré à l'unité d'élite Special Boat Service, équivalent

anglais des Navy SEALs américains. Nirmal Purja y acquiert la nationalité britannique et y forge son caractère et une inébranlable confiance en soi. « *Je n'étais pas venu au monde pour connaître la défaite. Abandonner n'était pas dans ma nature* », martèle-t-il dans son autobiographie.

Se découvrant sur le tard de grandes capacités en haute altitude, il quitte l'armée et se lance dans un projet fou, en 2019 : gravir les quatorze sommets de plus de 8000 mètres d'altitude de la planète en moins de sept mois. Beaucoup y voient une fanfaronnade. Lui aborde son projet comme une opération militaire : préparation et logistique millimétrées, équipes soudées et vitesse d'exécution.

En six mois et six jours, il pulvérise le record de l'alpiniste sud-coréen Kim Chang-ho, qui avait mis près de huit ans. Il en avait fallu seize au pionnier italien Reinhold Messner pour dompter en premier les quatorze géants. Mais ce qui transforme l'alpiniste en phé-

25 JUILLET 1983 Naissance dans le district de Myagdi, au Népal

2003 Rejoint la brigade de Gurkhas

2009 Premier Gurkha à intégrer le Special Boat Service, corps d'élite de l'armée britannique

2019 Gravit en 189 jours les quatorze sommets de plus de 8000 mètres d'altitude

30 JUILLET 2026 Mort sur les flancs du Broad Peak (Pakistan)

nomène mondial n'est pas uniquement son chronomètre – effacé en 2023 par la Norvégienne Kristin Harila et son guide népalais, Tenjin Sherpa.

Le 23 mai 2019, alors qu'il redescend de l'Everest, Nirmal Purja s'arrête pour prendre une photo, qu'il poste presque immédiatement sur ses réseaux sociaux. L'image d'une interminable file de grimpeurs, attendant leur

tour à plus de 8000 mètres d'altitude pour atteindre le Toit du monde devient virale. Elle résume à elle seule les dérives du surtourisme d'altitude. Car celui qui prend le surnom de Nims Dai (« frère Nims », en népalais) a compris avant beaucoup d'autres que les exploits modernes s'écrivent autant avec une caméra qu'avec un piolet.

Et Netflix en fera un héros. Avec le documentaire *14 × 8000. Aux sommets de l'impossible* (2021), l'ancien soldat se mue en entrepreneur, conférencier, et star des réseaux sociaux.

Image ternie

Mais ses records divisent les puristes, pour son recours aux hélicoptères et à l'oxygène dans ses ascensions, comme pour sa mise en scène permanente. Nims assume. Son ambition est de repousser les limites du possible et de rendre aux alpinistes népalais – longtemps cantonnés aux rôles secondaires – la place qui leur revient dans l'histoire de leurs

montagnes. Mais, en 2024, une enquête du *New York Times* révèle que plusieurs femmes l'accusent d'agressions sexuelles et de comportements abusifs. Si Nirmal Purja conteste fermement ces accusations et que nulle condamnation n'avait été prononcée avant sa mort, son image est considérablement ternie.

Avant d'affronter le Broad Peak, Nirmal Purja avait rendu public sa nouvelle quête : devenir le premier à gravir les quatorze « 8000 » à deux reprises, sans oxygène supplémentaire. Toujours plus pour celui qui définissait « *l'alpinisme à la Nims* » dans son autobiographie comme « *la quête incessante de l'excellence dans des conditions brutales* ». Et qui poursuivait : « *Rien ne pouvait m'arrêter, quelles que soient les circonstances. A part la mort ou une blessure grave, bien sûr.* » A 43 ans, cette figure des sommets aura incarné son époque, où les records se mesurent autant en mètres gravis qu'en images partagées. ■

CLÉMENT MARTEL

EN SÉRIES

Une enfance douloureuse avant la gloire au cinéma

Spielberg, le spectacle d’une vie – 1/6 – Enfant, le futur cinéaste souffre des fréquents déménagements imposés par la carrière d’ingénieur de son père. La famille deviendra rapidement un thème central de ses films

Longtemps, le problème est resté le père. Du milieu des années 1980 à la fin de la décennie 1990, Steven Spielberg n’adresse presque plus la parole au sien. Ce silence fait suite à des années de glaciation. Ils ne s’embrassent jamais. Le jour de l’anniversaire du cinéaste, né en 1946, deux ou trois phrases convenues sont simplement échangées. Steven invite quand même Arnold Spielberg aux premières de ses films – un cadre idéal pour ne pas se croiser. Protégés par la foule, ils peuvent éviter de se parler tout en ayant l’impression de faire leur devoir.

Le cinéaste ne cherche même pas à dissimuler cette froideur. Hal Barwood, coscénariste de *Sugarland Express* (1974), le deuxième film de Spielberg pour le cinéma, se souvient d’un père dont on ne prononce pas le nom. « *C’était l’éléphant au milieu du couloir. Impossible de l’évoquer.* » Matthew Robbins, l’autre coscénariste du film, croise ce fameux père au début des années 1970, lorsque le réalisateur s’apprête à franchir le pas de la télévision vers le cinéma. « *Il n’arrivait pas à masquer son mépris pour son père. Ce dernier n’était pas le bienvenu chez lui. Mais je l’ai aperçu une fois dans sa maison. Je dis bien une fois, pas deux. La mère de Steven, c’était l’inverse. Il lui vouait un quasi-culte. Avec ses cheveux raides coupés court, sa petite taille, elle ressemblait à un elfe.* »

Nous avons rencontré Steven Spielberg à de nombreuses reprises en vingt-huit ans, au gré de la sortie de ses films – trente-sept à ce jour, qui dessinent une œuvre singulière entre art et grand spectacle. La dernière fois, c’était le 1^{er} juin à Paris, pour son dernier opus, *Disclosure Day*, sur les écrans français depuis le 10 juin. Pour cette série d’articles qui lui est consacrée, le cinéaste a accepté de rembobiner sa vie. La démarrer avec son enfance n’est pas paresse ou commodité. Ce qui s’y joue est déterminant. Le moment se retrouve dans plusieurs films majeurs, de *E.T.* (1982) à *The Fabelmans* (2022). Spielberg vous dira que tous ses films sont, à un degré plus ou moins important, autobiographiques. Car, s’il a la conviction, dès ses jeunes années, que le cinéma doit captiver ou émerveiller, il fait aussi le constat que l’enfance est une douleur. Et la douleur, c’est sa relation au père.

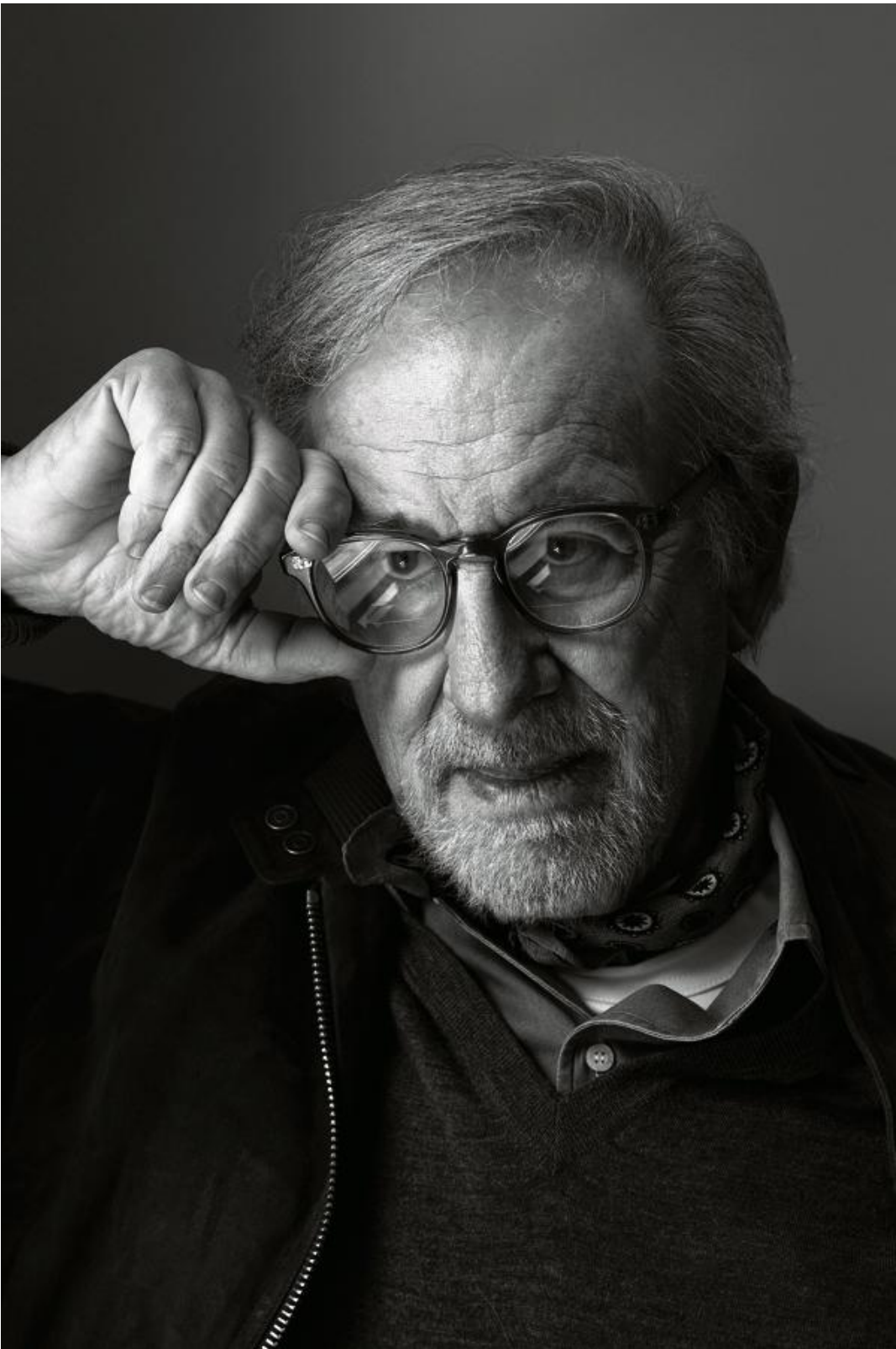
Un mur les sépare à partir de 1949 quand Steven Spielberg, à peine âgé de 3 ans, est contraint de quitter Cincinnati (Ohio), où il est né, pour le New Jersey, où son père, ingénieur électronicien, fraîchement diplômé à 32 ans, se voit offrir un job qu’on ne refuse pas. Radio Corporation of America (RCA), le pionnier de l’électronique, lui propose de faire de la recherche sur les transistors, ce qui l’amènera plus tard à concevoir les premiers ordinateurs. « *Nous avons vécu dans la transhumance* », commente aujourd’hui le cinéaste.

Arnold Spielberg passe ensuite de RCA à General Electric, puis à IBM, entreprises toujours plus prestigieuses. Chaque promotion se solde pour le fils par un départ et un déchirement. Après le New Jersey, c’est l’Arizona dans les années 1950. Puis le nord de la Californie dans les années 1960, à Saratoga. « *Nous passions notre vie à faire nos valises, et moi à changer d’école et à perdre mes amis* », nous confie-t-il. Le réalisateur relate cet exode avec une pointe de regret dans la voix. Cette blessure n’a jamais cicatrisé. « *Je me sentais comme un enfant déplacé* », assure-t-il. Il corrige aussitôt : « *J’étais un enfant déplacé.* » Un sentiment partagé par sa mère et ses trois sœurs cadettes.

A force de déménager, Steven Spielberg finit par douter de sa capacité à pouvoir s’enraciner. Il se souvient de quatre déménagements, quatre scènes d’adieu avec ses amis. Elles ont lieu dans une gare, un aéroport ou un parking. La famille Spielberg part chaque fois sans se retourner et sans laisser la moindre trace. « *Cela devenait de plus en plus difficile.* »

« COMME DEUX PIONS SUR UN ÉCHIQUIER »
Le film *E.T.* met en scène cette fêlure. Au moment où le gamin, Elliott (l’acteur Henry Thomas), tombe sur cet extraterrestre, il s’accroche à lui, le cache dans sa chambre, refuse de le quitter. « *Quand il lâche “il reste avec moi”, dites-vous bien que chaque syllabe est prononcée avec ses tripes* », explique Steven Spielberg avec solennité. En 2015, lorsque Tom Hanks est interrogé au sujet du *Pont des espions*, son quatrième film sous la direction de Spielberg après *Il faut sauver le soldat Ryan* (1998), *Arrête-moi si tu peux* (2002) et *Le Terminal* (2004), l’acteur explique ainsi sa relation fusionnelle avec le metteur en scène : « *Dans nos enfances, nous étions comme deux pions sur un échiquier que l’on ne cessait de déplacer.* »

À l’âge de 4 ans, alors que sa famille s’installe à Camden (New Jersey), une petite ville ouvrière de la banlieue de Philadelphie (Pennsylvanie), Spielberg commence à se ronger les ongles jusqu’au sang. De sa chambre à coucher, il aperçoit un terrain vague et un arbre aux branches démesurées. Il observe, le soir venu, l’arbre se transformer en une créature



Steven Spielberg, à New York, en mai. PAOLO PELLEGRIN/MAGNUM PHOTOS

SPIELBERG VOUS DIRA
QUE TOUS SES FILMS
SONT, À UN DEGRÉ
PLUS OU MOINS
IMPORTANT,
AUTOBIOGRAPHIQUES

seur de lions, des acrobates. Il découvre à la place un écran, et des personnages dépourvus de relief. « *J’espérais des personnages en trois dimensions, je les découvrais désespérément plats.* » La déception est immense.

Son père lui présente cette expérience avec le langage d’un ingénieur et des mots que le cinéaste reproduit à la lettre dans son film le plus autobiographique, *The Fabelmans*. « *Tu veux savoir comment ça fonctionne ?, lui demande son père. Il y a une énorme machine qu’on appelle un projecteur. Dedans, il y a une lampe très puissante qui projette des photographies de clowns et d’acrobates. C’est une lampe torche géante. Dedans, les photographies passent à travers la lumière à toute vitesse, vingt-quatre images par seconde, et ce qui se passe dans ton cerveau, c’est que chaque photographie reste un quinzième de seconde, ce qui fait qu’une nouvelle photographie se présente avant que ton cerveau ait pu effacer la précédente. Comme ça, le projecteur nous fait passer des images fixes pour des images mobiles.* »

Le jeune garçon garde en tête la sécheresse des explications d’un père qui souhaite un fils à son image, excellent en algèbre, brillant à l’école. Mais Steven deviendra un élève désespérément médiocre. Et donc, tout du film de DeMille le déçoit. Tout juste le fils retient-il du film les images des lions, James Stewart en clown et un spectaculaire accident de train.

LES ATOURS DES MAUVAIS RÊVES

L’accident de train le frappe plus que tout. Non qu’il porte une quelconque magie du cinéma. Bien au contraire. Cet accident possède les atours des mauvais rêves qui peuplent les nuits du petit garçon. Son père lui assure qu’il ne s’est pas produit pour de bon, que personne n’a été blessé. A la maison, le jeune Steven n’a de cesse de reproduire cet accident avec son train électrique. Pour la première fois, le garçon prend sa peur en main et l’orchestre. « *Je ne subissais plus. Je possédais un outil susceptible d’effrayer les autres, et plus seulement moi-même.* » Plus tard, avec le requin des *Dents de la mer* (1975), il comprendra qu’il peut traumatiser le monde entier.

Les parents de Spielberg l’emmènent régulièrement à des concerts de musique classique. Il est systématiquement assis entre eux. Le couple se tient par la main, qu’ils posent sur les genoux du fils. Des larmes coulent sur leurs joues. Spielberg, lui, n’a aucune appétence pour la musique classique. Elle l’intimide. L’effraie. Lui éclate les tympanes.

Arnold Spielberg, mélomane, et Leah Posner, pianiste et concertiste qui n’a pas eu la détermination de poursuivre sa carrière, partagent la même passion musicale quand ils font connaissance, juste avant la seconde guerre mondiale, dans leur quartier juif de Cincinnati. Affecté en 1941 au 490^e escadron de bombardiers en tant qu’opérateur radio chargé de coordonner les bombardements des ponts japonais et de leurs voies de chemin de fer en Birmanie et dans la partie de l’Inde qui deviendra le Pakistan, Arnold maintient avec Leah une correspondance soutenue. Sa promesse de l’épouser est tenue en 1945.

Tout oppose ses parents. Sa mère est extravertie, son père discret. A la maison, elle s’impose en chef d’orchestre, lui est second violon. « *Mon père avait un cerveau scientifique. Ma mère manifestait d’évidence cette sensibilité artistique* », résume Steven Spielberg. Entendez : il hérite de la créativité de sa mère ; la rigueur de son père ne sera pas la sienne.

Une scène de *La Fureur de vivre* (1955), de Nicholas Ray, cristallise les frustrations de l’enfant Spielberg, avec toute la violence que peut offrir un film. L’adolescent rebelle incarné par James Dean surprend son père en train d’accomplir des tâches ménagères. Il porte un tablier et fait tomber une assiette dans la cuisine. Il apparaît si faible face à son épouse autoritaire… James Dean lui demande de ne pas ramasser les morceaux cassés afin de préserver ce qui lui reste de virilité. La scène produit sur Steven Spielberg l’effet d’un coup de poing, une cartographie exacte des rapports de force au sein de sa famille.

Arnold Spielberg s’avère aussi être un père absent tant il est accaparé par son travail. Sur

anthropomorphe. « *Chaque nuit, mon imagination trouvait quelque chose d’autre à craindre.* » Il y a aussi les étranges craquements du plancher de sa penderie. Ou encore des nuages, aperçus du jardin de sa maison, qui prennent la forme d’un visage menaçant ou d’un poing prêt à l’agresser. Mais son esprit le ramène à cet arbre. « *C’était très particulier, nous confie-t-il. Je n’aspirais qu’à une chose : retrouver le sommeil pour, de nouveau, m’installer dans un autre mauvais rêve.* »

A Camden, Arnold Spielberg emmène pour la première fois son fils au cinéma. Le réalisateur se souvient très précisément de la date, le 10 janvier 1952. Il a fêté ses 5 ans trois semaines plus tôt. Le film choisi par son père, *Sous le plus grand chapiteau du monde* (1952), de Cecil B. DeMille, se déroule dans un cirque. Le jeune garçon est déjà allé au cirque. Il imagine retrouver – pour de bon – des clowns, un dres-



A gauche, Steven Spielberg, dans le New Jersey, en 1954.
ARCHIVIO GBB/ALAMY STOCK PHOTO

Ci-contre, E.T. et Henry Thomas dans le rôle du jeune Elliott, pour « E.T., l'extra-terrestre » (1982).
SCREEN PROD/PHOTONONSTOP



Une famille américaine au cinéma, dans « The Fabelmans » (2022). UNIVERSAL PICTURES



Gabriel LaBelle, dans « The Fabelmans » (2022). MERIE WEISMILLER WALLACE/UNIVERSAL PICTURES

ses épaules repose l'aisance financière du foyer, mais ce n'est pas la préoccupation de son fils. « *J'aurais souhaité que mon père s'impose davantage*, soupire Steven Spielberg. *J'étais jaloux des amis de mon voisinage dont les pères marquaient leur territoire dans leur foyer. Et pourtant ils n'affichaient pas la même réussite professionnelle que mon père. Tout cela me rendait fou. Absolument fou.* »

Le cinéma de Spielberg est celui des pères défaillants. Il y a le père qui se noie dans le travail (*Hook*, *Indiana Jones et la Dernière Croisade*). Le père faible ou qui déserte le foyer (*Rencontres du troisième type*, *E.T.*, *Empire du soleil*, *Arrête-moi si tu peux*). Même dans *Lincoln* (2012), le président américain, mis en scène avec dévotion par Spielberg, doit gérer sa relation conflictuelle avec son fils aîné.

« ARRÊT SUR IMAGE »

En 1957, la famille emménage à Phoenix, dans l'Arizona, où Arnold Spielberg a trouvé un énième job avantageux. Son épouse lance l'alerte. Bouleversée, elle ne comprend pas comment une famille juive parviendra à trouver sa place dans cette ville sans juifs. Steven, lui aussi, saisit que son sort ne va pas s'améliorer. Des camarades de lycée l'agressent, le réduisent à sa judéité, oublient son prénom. Il restera des années durant « *Spielberg* », un nom devenu fardeau.

Depuis les années 1950, Arnold Spielberg a l'habitude de filmer sa famille avec sa caméra 8 mm, une Kodak Brownie, populaire et bon marché. Quand il projette ses films, son fils s'empporte devant ses cadrages approximatifs, la lumière trop souvent surexposée – les images sont trop loin de celles des films qu'il a l'habitude de voir au cinéma. Agacé par les remarques de Steven, Arnold lui lance, en 1958 : « *Si tu sais si bien te débrouiller avec, pourquoi n'essaies-tu pas à ton tour ?* » Spielberg a 12 ans et se saisit de la caméra. Son père ne cherchera plus jamais à la lui reprendre.

Lorsque nous demandons à Steven Spielberg à quel moment il situe le début de sa carrière – la réalisation de son premier épisode de série télévisée, son premier film pour la télévision, *Duel* (1971), ou alors *Sugarland Express* (1974) –, il répond sans hésiter que c'est celui où son père lui prête sa caméra. « *J'avais tout à apprendre, mais je me suis d'emblée considéré comme un futur professionnel.* »

Son premier court-métrage s'intitule *The Last Train Wreck*. Le dernier accident de train. Il reproduit, avec les moyens du bord, et tou-

jours à 12 ans, le fameux crash de *Sous le plus grand chapeau du monde*. Spielberg montre à son père – pour la première fois impressionné par son fils – comment la maquette de deux locomotives en collision peut s'avérer saisissante à l'écran. Il enchaîne alors les petits films à un âge où, en principe, on fait autre chose. « *Moi qui avais été baladé de maison en maison, je découvrais une propriété insoupçonnée : ce que je fixais sur la pellicule ne s'effaçait pas. Mes films 8 mm m'appartenaient. Personne ne pourrait me les enlever.* » Il adopte d'emblée une certaine approche du cinéma : quand les films ont pour vocation d'enregistrer la réalité, lui distingue une autre qualité, celle de sublimer cette réalité.

Il devient durant son adolescence le garçon à la caméra. Il s'en sépare rarement. Il filme tout : les vacances familiales, les camps scouts, où son père l'envoie régulièrement. Ses camarades d'école se trouvent soudain attirés par ce gamin juif capable de les transformer en vedettes d'un jour. Spielberg maîtrise l'ensemble de la chaîne de production, du tournage au montage, en passant par la postproduction et la réalisation des effets spéciaux.

A 16 ans, il visionne sur sa table de montage les images d'un des nombreux séjours en camping effectués par la famille Spielberg en Arizona. Une brève séquence l'intrigue. Il la passe continuellement en avant, puis en arrière, constatant qu'au fond de l'image sa mère et le meilleur ami de la famille, Bernie Adler, affichent sur la pellicule une connivence manifeste.

Jusqu'à cet instant, l'adolescent regardait son père et sa mère comme un couple. Sa mère est sa mère : exubérante, elle danse le soir devant toute la famille, roule au volant d'une Jeep d'occasion. Son père reste son père : imparfait, furtif, distant, en apparence imperméable aux aspirations de son fils. Soudain, devant ces images, Steven Spielberg prend acte de la disparition du couple. S'il le pouvait, il effacerait ce fragment de pellicule. « *Ce fut un moment très douloureux. Ma vie s'est arrêtée à cet instant. Comme un arrêt sur image.* »

Ce moment devient le centre de gravité de *The Fabelmans*. Avant de le recréer à l'écran, Spielberg demande l'autorisation de ses sœurs, qui n'en savaient rien. Il ne filme cette séquence qu'au dernier moment. Elle est inoubliable. Il y a la charge émotionnelle, puis le rapport tactile à la pellicule de l'adolescent et futur cinéaste, le plaisir de découvrir son travail, et enfin la douleur de comprendre que

À 12 ANS, SPIELBERG SE SAISIT DE LA CAMÉRA DE SON PÈRE. CELUI-CI NE CHERCHERA PLUS JAMAIS À LA LUI REPRENDRE

le cinéma, parfois, raconte la vérité vingt-quatre images par seconde. Lorsque nous demandons à Steven Spielberg si Sammy Fabelman, c'est lui, il répond avec véhémence : « *C'est moi, c'est moi, c'est moi !* » Comme si la fiction risquait de lui ôter ce moment qui n'appartient qu'à lui. « *C'est très vrai* », se sent-il obligé d'ajouter en français.

Dans *The Fabelmans*, Sammy installe sa mère dans la penderie de sa chambre, endroit sans lumière, pour la laisser découvrir seule les images de l'infidélité. Dans la réalité, précise le réalisateur, il est resté près d'elle pour faire fonctionner le projecteur. Il arrête parfois l'appareil afin de lui montrer que les images ne mentent pas. Elle finit par en convenir, se plaçant pendant de longues minutes dans une position foetale. « *Je devenais le détenteur d'un secret entre ma mère et moi, commente-t-il. Aucun enfant ne devrait garder ça pour lui. Je l'ai fait parce qu'elle me l'a demandé mais j'ai cessé à cet instant de la regarder comme une mère. Elle devenait un alter ego.* »

UN AUTRE RÉCIT FAMILIAL

Les époux Spielberg divorcent quelques années plus tard, en 1966. Arnold quitte le domicile familial et s'installe à Brentwood, un quartier huppé de Los Angeles, où il se remarie. Leah rejoint son amant, Bernie Adler. A 20 ans, Steven Spielberg va vivre avec son père : sa maison n'est pas très loin d'Hollywood, où il entend faire carrière. Le futur cinéaste ne pardonnera jamais à son père d'être parti, et s'entend difficilement avec sa nouvelle épouse. A ses yeux, Arnold porte seul la responsabilité de l'atomisation de la cellule familiale. « *Nous nous sommes séparés* », conclut le réalisateur.

A la fin des années 1990, le scénariste Matthew Robbins reçoit un coup de téléphone de Steven Spielberg. Les deux hommes se parlent régulièrement depuis qu'ils ont cessé de collaborer, après *E.T.* La fidélité, non sans lien avec les ruptures familiales, reste l'une des lignes directrices du réalisateur. Quand vous faites partie de son entourage, vous n'en sortez plus. Au bout du fil, le cinéaste est submergé par l'émotion. Il raconte à Matthew Robbins comment, la veille, un dimanche, il se trouvait avec son épouse, l'actrice Kate Capshaw, et leurs enfants dans la maison de sa mère, non loin du Milky Way, restaurant caché de Beverly Hills, dont elle s'occupe. Le cinéaste monte au grenier et découvre par hasard une boîte à chaus-sures. A l'intérieur, une liasse de lettres : la correspondance amoureuse entre ses parents.

Il appelle son père, alors septuagénaire, et lui demande de venir immédiatement. Ensemble, ils vont relire les lettres, une à une. « *Jamais Steven n'imaginait que son père pouvait se révéler aussi passionné* », nous raconte Matthew Robbins. Un autre récit familial s'impose au cinéaste : Spielberg a quitté le domicile familial pour protéger son épouse. Il tient à ce qu'elle ne porte pas la responsabilité du divorce afin que ses enfants gardent une image positive d'elle. Son geste s'apparente à un sacrifice. Plus jamais Arnold et Steven Spielberg ne se tiendront éloignés l'un de l'autre.

Durant l'écriture des *Fabelmans*, Steven Spielberg n'arrive pas à trouver la ligne de dialogue de la dernière scène où son personnage et son père partagent l'écran. Sur le tournage, il n'a pas plus la clé. Que peut dire un père à son fils au moment où un courrier des studios d'Hollywood arrive à la maison pour informer le fiston qu'il est embauché, ce qui signe son envol ? Un an plus tôt, au jour près, Steven Spielberg célèbre le premier anniversaire de décès de son père, en 2020, à l'âge de 103 ans, trois ans après la mort de sa mère. Il sort des onze mois de deuil, de rigueur dans la religion juive. Une évidence s'impose : ce père n'a pas tout à fait disparu. Il parle toujours. La phrase surgit alors en un éclair dans son esprit, limpide, imparable. « *Nous sommes allés trop loin dans notre histoire pour y mettre le mot "fin"* », explique le père à son fils. Elle signifie que le temps perdu s'estompe au profit du temps retrouvé. Elle résonne avec son cinéma. Elle constitue le résumé de toute une vie. ■

SAMUEL BLUMENFELD

Prochain article L'ère du Nouvel Hollywood

Chiens, ânes, rennes, buffles... Ces animaux enrôlés au fil des guerres

« Animaux-soldats » – 1/6 – Des éléphants d’Hannibal aux chiens du Débarquement, ils ont suivi les hommes sur les champs de bataille. A l’image du berger allemand Glen et de son maître, Emile, tués en Normandie en juin 1944

RANVILLE (CALVADOS) - envoyée spéciale

Les deux combattants reposent côte à côte, sous la même stèle, unis dans la mort comme ils l'étaient dans la vie. Emile et Glen, Glen et Emile, un binôme inséparable. Celles et ceux qui viennent se recueillir sur leur tombe à Ranville, premier bourg de Normandie libéré par les alliés le 6 juin 1944, les honorent l'un comme l'autre. Des fleurs et de délicates petites croix en bois ornées d'un coquelicot à l'intention d'Emile Servais Corteil, jeune recrue britannique du 9^e bataillon de parachutistes, tué à l'âge de 19 ans. Des peluches, des balles de tennis et des os à mâcher pour le soldat Glen, magnifique berger allemand, tout à la fois prompte sentinelle et habile détecteur d'explosifs. Un compagnon fidèle et précieux. Emile, son maître, l'adorait.

Quelques heures avant le Débarquement, le 9^e bataillon de parachutistes participe aux opérations de sabotage menées par la 6^e division aéroportée britannique visant à saper la future contre-offensive allemande. Emile et Glen sont largués avec leurs camarades au-dessus du Calvados pour s'emparer de la batterie de Merville dont les puissants canons menacent la plage – nom de code « *Sword* » – où les troupes anglaises et les Français du commando Kieffer doivent surgir des navires, au petit matin. Rien ne se passe comme prévu. La météo est exécrable, la navigation aérienne incertaine. L'unité chute dans les marais, éparpillée et loin de sa cible. Le pire est à venir. Chargés de sécuriser le ciel normand, les avions alliés prennent le bataillon à nouveau regroupé pour des forces ennemies en marche, et les bombardent. Les corps d'Emile et Glen seront retrouvés quelques jours plus tard, couchés l'un sur l'autre, au fond d'un trou d'obus.

Ce duo n'aurait jamais dû être enterré ensemble. Un homme et un chien? Interdit! *Forbidden!* Une insulte au sacré des lieux et surtout une idée contraire aux règles prônées par la Commonwealth War Graves Commission (« Commission des sépultures de guerre du Commonwealth ») chargée de perpétuer la mémoire des 1,7 million d'hommes et de femmes de l'ancien Empire britannique tombés lors des deux guerres mondiales. L'institution parrainée par Sa Majesté Charles III entretient avec soin 3000 cimetières militaires en France, dont celui de Ranville, érigé en 1946.

Affrontement légendaire

Pourtant, sensible aux vœux de la mère d'Emile et à l'écoute des demandes pressantes de la 6^e division aéroportée, la Commission a cédé. Emile et Glen n'ont pas été séparés. Une décision exceptionnelle. En réalité, cette sépulture commune saluée par des milliers de visiteurs rend hommage, à travers Glen, aux animaux-soldats. Les femmes et les hommes ne sont pas les seuls à souffrir et à mourir sur les champs de bataille, nos amies les bêtes y ont aussi été sacrifiées depuis des milliers d'années. Dans sa thèse « Des animaux, des guerres et des hommes », soutenue en 2003 à l'université de Toulouse et destinée à valider son diplôme de médecin vétérinaire, Julia Pont détaille la manière dont les éléphants domestiqués et durement dressés ont été transformés en redoutables combattants dès l'Antiquité. Le général carthaginois Hannibal (247-183 av. J.-C.) les fit charger contre les légions romaines de Scipion l'Africain lors de la bataille de Zama (dans le nord de la Tunisie actuelle) en 202 avant notre ère. Cet affrontement légendaire mit fin à la deuxième guerre punique.

Caparaçonnés et portant une cloche autour du cou, les pachydermes devaient semer la panique au sein des rangs adverses. Mais effrayés par le vacarme des buccins, beaucoup se retournèrent contre leur camp. Les flancs des derniers mastodontes à s'élancer furent transpercés par les javalots ennemis. Hannibal dut reconnaître sa défaite. Les éléphants continuèrent néanmoins leur carrière militaire, recrutés par la 14^e armée britannique durant la campagne de Birmanie (1944-1945) face aux Japonais, ou plus tard, lors de la guerre du Vietnam (1954-1975).



La tombe d'Emile Servais Corteil et de Glen, au cimetière militaire britannique de Ranville (Calvados), le 22 juin. GUILLAUME HERBAUT POUR « LE MONDE »

COMMENT NE PAS
ÉVOQUER LES
CHAMEAUX, DONT
L'AGILITÉ SÉDUISIT
LE JEUNE GÉNÉRAL
NAPOLEON
BONAPARTE

Montés par les supplétifs des forces américaines, ils patrouillaient dans la jungle tandis que les troupes nord-vietnamiennes les utilisaient comme bêtes de somme transportant des armes et des vivres.

Incroyable bestiaire en réalité que celui de tous ces auxiliaires réquisitionnés par les hommes : chiens, ânes, mulets, buffles, dauphins, pigeons voyageurs, chevaux et rennes. On l'a oublié, mais ces derniers furent mobilisés en novembre 1939 par la Finlande après l'invasion du pays nordique par les troupes soviétiques. Helsinki décida alors de former une brigade de cervidés assez puissante pour tracter affûts de canon et mitrailleuses dans la neige épaisse.

Comment ne pas évoquer aussi les chameaux dont l'agilité séduisit le jeune général Napoléon Bonaparte durant son expédition en Egypte (1798-1801). Créé le 9 jan-

vier 1799 par l'armée française, le régiment de dromadaires affronta, parfois avec succès, les cavaliers mamelouks alors au service de l'Empire ottoman qui contrôlait l'Egypte. Les Britanniques furent aussi conquis par l'incroyable endurance des camélidés dans le désert, au point de créer en 1916 l'Imperial Camel Corps qui combattit notamment en Palestine.

Longtemps anonymes

Au total, combien d'animaux ont-ils été enrôlés au fil des siècles? Combien périrent? Et surtout, comment qualifier cette relation au combat? Quels mots choisir? Asservissement? Maltraitance? Cruauté? Ou compagnonnage, complicité et attachement, si l'on pense à Emile et Glen?

Rares sont les chercheurs à s'être penchés en profondeur sur ce pan d'histoire animale. Professeur à l'université Jean-Moulin Lyon-III et auteur notamment de *Bêtes des tranchées* (CNRS Editions, 2013), Eric Baratay est l'un d'entre eux, bien décidé à raviver la mémoire de ces millions de « *vécus oubliés* », selon sa propre expression. « *La question éthique se pose enfin aujourd'hui grâce à une meilleure prise en compte du bien-être animal, mais elle a été ignorée jusqu'à nos années 1970, rappelle l'historien. Influencée par Descartes [1596-1650] et sa théorie de l'animal-machine, la France a longtemps considéré les bêtes comme des êtres passifs. La réalité est bien plus complexe. Les animaux développent avec les hommes de véritables interactions certes marquées par leurs lots d'incompréhension, d'empathie ou de violence.* » Eric Baratay

le répète à l'envi, les animaux-soldats sont longtemps restés anonymes. La profonde résistance des populations à leur consacrer des mémoriaux en témoigne largement. Après la première guerre mondiale, les autorités refusèrent longtemps de les glorifier comme les femmes et les hommes tués au combat. Moins convaincus par les préceptes cartésiens et portés par une opinion publique très sensible à la cause animale, les Britanniques ont ouvert la voie à leur reconnaissance. Dès 1915, Our Dumb Friends League, une association de défense des animaux fondée en 1897 à Londres, plus connue sous le nom de Blue Cross (« croix bleue »), lança une série d'affiches appelant aux dons pour soutenir les chevaux enrôlés. Documentaliste et iconographe au Musée de la Grande Guerre du pays de Meaux, Manon Rouanet a travaillé sur l'une de ces images à l'occasion de l'exposition « Des chevaux et des hommes », organisée en 2025 au mémorial francilien.

La lithographie qu'elle présente met en scène un cheval – français – de retour du front et harnaché pour des travaux domestiques. A son collier est accrochée une petite pancarte qui proclame « *I have done my bit!* » (« j'ai fait ma part! »). Clignant de l'œil, l'animal interpelle les lecteurs de l'affiche pour qu'ils fassent, eux aussi, leur devoir et viennent au secours de ses « *camarades équins malades et blessés* ». L'appel trouva un large écho au Royaume-Uni. Ce n'est donc pas un hasard si l'un des plus beaux monuments dédiés aux animaux guerriers est à Londres, en bordure de Hyde Park. Inauguré le 24 novembre 2004 par la princesse Anne, il a été bâti en pierre calcaire de l'île de Portland, cette même roche choisie pour ériger les stèles des soldats inhumés dans les cimetières de la Commonwealth War Graves Commission, liant ainsi à jamais hommes et bêtes. Sur le mur du mémorial, une seule inscription : « *They had no choice* » (« ils n'avaient pas le choix »). Ont-ils le choix aujourd'hui? « *Sacrifier des animaux au combat est de plus en plus difficile à justifier*, insiste Eric Baratay. *L'avenir appartient aux nouvelles technologies privilégiées dans ces guerres à distance où de moins en moins de vies humaines comme animales sont engagées.* »

Les drones et les robots terrestres déployés sur les champs de bataille sont de plus en plus sophistiqués, confirme le colonel Nicolas Chaligné, adjoint au directeur de l'Agence de l'innovation de défense, dont les équipes testent les systèmes high-tech proposés sur le marché. L'officier supérieur se refuse cependant à tout dogmatisme, reprenant à son compte la formule fétiche du général Bruno Baratz, à la tête du commandement du « combat futur » chargé d'accompagner la transformation des capacités de l'armée française : « *Une innovation ne vaut que si elle apporte une plus-value opérationnelle.* » Parfois, l'expérience n'est pas concluante. Ainsi en est-il des robots-chiens. Ces quadrupèdes bardés de caméras et doués d'intelligence artificielle ont été introduits à l'automne 2021 sur la base aérienne 133 Nancy-Ochey afin de contrôler leur capacité à sécuriser des sites militaires. Mais l'autonomie de leurs batteries prévues à l'origine pour des usages civils s'est révélée insuffisante et l'articulation des pattes trop compliquée. « *Nous savons combien il est précieux de s'inspirer du vivant pour innover. Qu'il s'agisse de mieux se camoufler dans la nature ou de réduire la signature sonore d'un Rafale en étudiant les ailes d'un rapace*, convient le colonel Chaligné. *Mais attention à ne pas négliger nos fondamentaux. Que se passera-t-il le jour où la technologie nous fera massivement défaut? Les systèmes de brouillage sèment la zizanie sur les théâtres d'opérations.* »

Voilà pourquoi les élèves de l'Ecole navale apprennent à utiliser un sextant pour calculer la position d'un navire et que ceux de l'Académie militaire de Saint-Cyr Coëtquidan continuent à se repérer sur le terrain avec une boussole et une carte d'état-major. De même, il serait prématuré de penser qu'un trait a été tiré sur les animaux-soldats. Tant que leurs facultés resteront précieuses, les armées modernes continueront à les employer ou en tout cas à les garder en réserve. ■

MARIE-BÉATRICE BAUDET

Prochain épisode Les rapaces de Villacoublay

BON VENT !



Une haie d'honneur pour le départ d'Alain, prof de sport

Handball avec des élèves de 6^e. Ce sera mon dernier cours, après trente-huit années de carrière comme professeur d'EPS, dont trente-six au collège Paul-Fort d'Is-sur-Tille [Côte-d'Or]. On range les ballons, les maillots, le matériel. La sonnerie retentit. Je tourne en direction de la grande galerie qui mène à la sortie du collège. Deux rangées de gamins me font face de chaque côté du hall. Surpris, je me dis : « C'est une manifestation ? »

Puis je croise le regard d'enfants qui ont les larmes aux yeux. Je comprends qu'ils sont là pour moi, formant une haie d'honneur pour mon départ à la retraite. D'un naturel discret, je me dis : non, non, je ne pourrai pas assumer, c'est trop fort. Je pense à faire demi-tour, à me cacher dans la salle des profs. Puis je me reprends : il faut que j'honore les gamins, que j'aïlle au bout de cette haie d'honneur. Pour ne pas me laisser envahir par l'émotion, je marche vite, tête baissée. Croiser un regard pourrait me faire flancher. Quelques mètres plus loin, mon collègue Richard, muni d'un appareil photo, me dépasse. Je ralentis la cadence pour que sa photo ne soit pas trop floue. Je ne me rends pas compte qu'il tourne une vidéo. La marche est encore longue : la haie d'honneur doit faire près de 200 mètres.

Tout le collège est là. Sept cents gamins réunis au même endroit, c'est impressionnant. Ils crient : « Donnat ! Donnat ! Donnat ! » Je tremble d'émotion. Une élève me tend un papier avec des dessins, des photos. Arrivé au bout, je les remercie en faisant une bise de la main et des gestes affectueux pour leur dire au revoir. Un peu désorienté, je fais un tour sur moi-même, sans trop savoir où aller. Puis j'ouvre la porte du hall pour la dernière fois et quitte le collège.

Une fois sur le parking, je m'assois dans ma voiture et j'éclate en sanglots. Mon épouse me voit arriver à la maison, les yeux humides. « Les enfants m'ont fait un truc de dingue », lui dis-je.

Le soir, on organise un dîner à la maison avec des collègues. L'un d'eux me dit : « Et si on regardait la vidéo ? » Quelle vidéo ? « La vidéo de ton départ du collège ! », me dit-il. J'apprends que l'événement a été organisé par la CPE. Tout le monde pleure devant l'écran. « Il faut que l'on remercie les enfants », dit alors mon épouse. Elle poste la vidéo sur son compte Facebook, et on va se coucher.

Le lendemain, je reçois plein de messages et d'appels. Je comprends que la vidéo est en train de faire le buzz. Elle passe au « 13 heures » de TF1, au début du journal. Un article est publié dans *L'Humanité*. Des médias m'appellent, dont une télévision brésilienne. *L'Equipe* me consacre une double page. C'est complètement fou ! Ce moment magique a trouvé de l'écho dans le monde entier. Plus tard, le réalisateur Cédric Klapisch s'inspirera de cette haie d'honneur pour une scène de *La Venue de l'avenir* (2025). Cette récompense est d'autant plus touchante qu'elle a donné de la visibilité au message que j'ai essayé de faire passer toute ma vie dans mon travail : le sport permet aux enfants de s'ouvrir aux autres, d'être ensemble, de croire en eux. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR DJAÏD YAMAK

Prochain épisode Le pot de départ improvisé de Gabou

Swami Vivekananda, le « cyclone hindou »

Gourous et ashrams, la ruée vers l'Ouest – 1/6 – C'est lors de l'Exposition universelle de 1893, à Chicago, que les Etats-Unis découvrent l'hindouisme avec ce moine de 30 ans aux allures de colosse qui revendique un rôle nouveau pour l'Inde : apporter à l'Occident un supplément d'âme

Nous sommes le 21 juin à Paris, c'est le premier jour de l'été, et une scène inhabituelle se déroule sur la passerelle Debilly, qui enjambe la Seine face à la tour Eiffel. Les piétons et cyclistes habituels ont laissé place à des centaines de personnes qui, alignées sur des tapis de gymnastique multicolores, enchaînent les asanas (postures de yoga) avec plus ou moins de fluidité.

Au même moment, de l'autre côté de la Manche, une session de récitation de mantras au plein air, version XXL, se tient à Hyde Park, dans le cœur de Londres. Et à Times Square, entourés de néons publicitaires et autres écrans géants crachant des couleurs criardes, les New-Yorkais qui le souhaitent sont venus s'initier au *pranayama*, également appelé « respiration yogique ».

Depuis 2014, la date du solstice d'été est devenue, sous l'impulsion du premier ministre indien, Narendra Modi, et avec l'aval de l'Organisation des nations unies, la Journée internationale du yoga, une pratique qui trouve ses origines dans d'antiques textes sanscrits devenus les piliers de la religion hindoue. S'il a rapidement essaimé dans diverses traditions spirituelles de l'Asie du Sud-Est, en particulier celle du bouddhisme, le yoga – avec ses avatars que sont la méditation et la respiration contrôlée – a très longtemps échappé aux Occidentaux. Hormis à quelques orientalistes ou esprits cultivés, tel l'écrivain américain Henry David Thoreau (1817-1862), auteur de *Walden ou la Vie dans les bois* (1854), qui confie dans une lettre datée de 1841 : « *Jusqu'à un certain point, et lors de rares moments, je deviens même un yogi.* »

Religion pragmatique

Depuis, de l'eau a coulé sous les ponts. Les pratiques issues de la spiritualité hindoue se sont tellement disséminées dans le monde – au prix de profondes réinterprétations – qu'un éditorial du magazine *Newsweek*, en mars 2009, était titré : « *We Are All Hindus Now* » (« Nous sommes tous hindous maintenant »). Et que des stars comme Madonna, David Beckham, Sting, George Clooney ou Lady Gaga ne se cachent pas lorsqu'ils poussent la porte de leur studio de yoga favori.

Pour comprendre comment la vague indienne s'est épandue bien au-delà de son aire culturelle d'origine, il faut remonter dans le temps, et partir pour Chicago. En septembre 1893, l'Exposition universelle bat son plein dans la grande ville du Midwest ; elle accueillera 27,3 millions de visiteurs, de mai à octobre. Parmi les temps forts de cet événement, un parlement des religions du monde – le premier du genre – est organisé pour promouvoir le dialogue interconfessionnel. Plus de 7 000 personnes, provenant de 56 pays et représentant 41 traditions religieuses, s'y croisent et fraternisent. L'une

IL VA RÉFORMER
LA RELIGION
INDIENNE AFIN
DE LA RENDRE
PLUS COMPATIBLE
AVEC LES ATTENTES
DE L'OCCIDENT



Portait de Swami Vivekananda entouré de citations, à Dacca (Bangladesh), le 25 janvier 2015. HEMIS.FR

d'elles va profondément marquer les esprits : Swami Vivekananda (1863-1902). Robe et turban safran, allure de colosse, le moine hindou âgé de 30 ans s'adresse à ses « sœurs et frères d'Amérique » dans un anglais impeccable. Il a été élevé à l'occidentale dans une riche famille de Calcutta, le sous-continent indien étant alors sous domination britannique. « *Je vous remercie au nom du plus ancien ordre monastique du monde, déclare-t-il. Je vous remercie au nom de la mère des religions (...). Je suis fier d'appartenir à une religion qui a enseigné au monde à la fois la tolérance et une acceptation universelle : non seulement nous croyons à la tolérance universelle, mais nous acceptons toutes les religions comme vraies.* » L'assemblée est conquise par ce religieux qui ne cherche à convertir personne. « *Après l'avoir entendu, on réalise à quel point il est idiot d'envoyer des missionnaires à cette nation éduquée* », écrit un journaliste du *New York Herald*. L'Amérique en redemande. Vivekananda passera quatre années à donner des conférences dans le pays, puis en Europe, jetant les bases de la diffusion de l'hindouisme à l'échelle internationale.

Les pérégrinations de ce moine errant lui ont fait prendre conscience de la misère matérielle dans laquelle se trouvent ses compatriotes, en dépit de leur indéniable richesse culturelle ; au contraire des Occidentaux, qu'il juge blasés par le matérialisme et en proie à la misère spirituelle. Vivekananda souhaite donc jeter un pont entre l'Orient et l'Occident afin que ces civilisations s'enrichissent mutuellement : l'Inde apportera à l'Ouest un supplément d'âme, tandis que l'Ouest fera bénéficier le sous-continent de ses connaissances technologiques.

Refusant la condescendance des pays dominants, le « *cyclone hindou* », comme le surnommèrent les Américains, revendique un nouveau rôle pour l'Inde dans le concert des nations. Pour asseoir – ce que l'on n'appela pas encore ainsi – son *soft power*, Vivekananda va réformer la religion indienne afin de la rendre plus compatible avec les attentes d'un Occident spirituellement desséché.

Alors que l'hindouisme est fondé sur un idéal de renoncement et de retrait du monde, l'ancien disciple du grand mystique Ramakrishna (1836-1886) en

IL VA REDONNER
DE LA FIERTÉ
À SON PEUPLE,
MINÉ PAR DES
DÉCENNIES
DE TUTELLE
ANGLAISE

modernise le propos pour en faire une religion universelle, adaptée et applicable à tous. Et, surtout, une religion pragmatique. Vivekananda prêche en faveur d'une spiritualité qui ne se contente pas de paroles, de théories ou de doctrines, mais qui pousse l'être humain à se transcender. Par le biais de techniques, en particulier le yoga et la méditation, aptes à développer son potentiel de concentration et son bien-être, elle doit permettre à l'individu de se réaliser, ici et maintenant. « *Nous sommes tout, nous pouvons tout faire*, clame le *swami* (« maître »). *L'homme doit tout faire.* » Une sorte de « *Just do it* » (le slogan que Nike a lancé en 1988) avant l'heure.

En ouverture de Woodstock

Ce faisant, Vivekananda va redonner de la fierté à son peuple, miné par des décennies de tutelle anglaise. De retour dans le sous-continent en 1897, le moine, dont Gandhi dira qu'il « *a sauvé l'Inde* », est accueilli en héros national. D'autres religieux lui emboîteront le pas, faisant progressivement des Etats-Unis une « terre promise » pour les gourous. En sanskrit, ce mot n'a rien de péjoratif, puisque *guru* signifie « celui qui écarte les ténèbres ».

Paramahansa Yogananda (1893-1952) est l'un d'entre eux – notons que la plupart des maîtres spirituels hindous adoptent un nom se terminant par « *ananda* », terme désignant la plénitude et la joie. Découvrant Los Angeles en 1924, il y voit la « Bénarès de l'Amérique », du nom de cette ville du nord-est de l'Inde considérée comme la capitale spirituelle du sous-continent. L'avenir lui donnera raison. Encouragé

par un couple de riches Américains devenus ses premiers disciples, il lance un cycle de cours par correspondance mêlant exercices de gymnastique et méditation, une méthode qu'il nomme « *kriya yoga* ». Puis en 1935, il fonde la Self-Realization Fellowship Church, l'Eglise de la réalisation de soi – la référence ecclésiale permet de se fondre au référentiel américain –, dans la Cité des anges. A la fin des années 1940, le gourou aux longs cheveux bruns originaire de l'Uttar Pradesh est devenu une véritable superstar dans le Nouveau Monde, porté par son *Autobiographie d'un yogi* (1946). Le fondateur d'Apple, Steve Jobs, fera de ce best-seller vendu à des millions d'exemplaires son livre de chevet ; il prévoira d'en offrir un volume à chaque invité lors de ses funérailles.

Autrefois confinés dans un ashram, lieu de retraite isolé où ils délivraient leur enseignement à une poignée de disciples triés sur le volet, les gourous modernes se mettent à voyager, modifiant radicalement leur mode de transmission. Si Sivananda (1887-1963), fondateur de la Divine Life Society en 1936, n'a, lui, jamais quitté l'Asie, il développe une importante correspondance pour des disciples éparpillés dans le monde entier, dont un grand nombre qu'il n'a jamais rencontrés. Rédigé en anglais, son *Yoga for the West* (1955) est dédié au « Seigneur Jésus, saint François d'Assise et aux autres yogis de l'Ouest ». Et son ashram à Rishikesh, sur les bords du Gange, devient rapidement un vivier extraordinaire de missionnaires hindous.

Le maître enverra plusieurs de ses disciples dans le monde entier, dans l'espoir de faire essaimer son organisation. Quelques années plus tard, en 1969, c'est d'ailleurs l'un d'eux, Swami Sachidananda (1914-2002), qui ouvrira le festival de Woodstock en s'adressant, comme Vivekananda en son temps, à ses « chers frères et sœurs d'Amérique ». L'Amérique, affirme le gourou, « *aide tous les autres pays sur le plan matériel, le temps est venu de l'aider aussi spirituellement* ». Et la foule d'entonner un vibrant « *Hari Om* », mantra censé apporter la paix. ■

VIRGINIE LAROUSSE

Prochain épisode Maharishi Mahesh Yogi, le gourou des Beatles

SORTIR
DE L'IMPASSE
À GAZA

ÉDITORIAL

Le 30 juillet, le président des Etats-Unis, Donald Trump, a annoncé une avancée potentiellement majeure à Gaza : l'acceptation par le Hamas de son désarmement. Le 2 août, les services de santé de l'enclave ont fait état de la mort de 18 personnes au cours des heures précédentes à la suite de bombardements israéliens, pendant qu'un ministre de la coalition dirigée par Benyamin Nétanyahou assurait que l'objectif d'Israël est de prendre le contrôle de la totalité de Gaza.

Cette contradiction tragique entre le discours et les faits témoigne de la difficulté d'un retour à un semblant de normalité à Gaza, où les conditions de survie de plus de 2 millions de personnes restent extrêmement précaires au milieu des ruines, des ordures et des rats. L'annonce du désarmement du Hamas, après son renoncement à gérer l'étroite

bande de terre, est un pas essentiel pour obtenir le retrait de l'armée israélienne d'un territoire anéanti par la guerre conduite par Israël après les massacres du 7 octobre 2023 perpétrés par la milice islamiste et envisager la perspective d'une reconstruction.

L'annonce de Donald Trump a traduit une impatience compréhensible. Depuis l'accord de cessez-le-feu qui a mis fin à la guerre, il y a plus de neuf mois, plus de 1200 Palestiniens ont péri dans les frappes israéliennes. Dans le même temps, l'armée de l'Etat hébreu a accru son emprise en contrôlant désormais environ 70 % de l'étroite bande de terre.

Jamais l'équipe de technocrates palestiniens sélectionnés pour assurer l'administration au quotidien de Gaza n'a été autorisée par Israël à s'y rendre. Le projet de déploiement d'une force internationale pour maintenir l'ordre et empêcher

le retour des groupes armés est resté également lettre morte. Rien n'a avancé.

Le Hamas porte évidemment sa part de responsabilité, tant il a tardé à prendre acte de la catastrophe qu'il a déclenchée en faisant le choix de la barbarie le 7-Octobre. La riposte israélienne, d'une disproportion inédite, qui nourrit les accusations les plus graves, a entraîné une dévastation sans précédent de Gaza et causé la mort de dizaines de milliers de Palestiniens, majoritairement des civils. L'acceptation d'un désarmement, à condition qu'il soit effectif, n'en est pas moins une concession importante. Sur-tout quand on la compare avec le refus catégorique de la milice du Hezbollah, au Liban, de s'engager dans cette voie.

Mais tout progrès à Gaza reste tributaire des autorités israéliennes, et la campagne électorale pour les élections législatives du 27 octobre est plutôt pro-

pice à une détestable surenchère. Il a fallu attendre trois jours pour obtenir une réaction officielle de l'Etat hébreu à l'annonce du président des Etats-Unis et, sans surprise, cette réponse est négative.

Certes, l'accord annoncé par Donald Trump manque de précision, notamment sur les modalités de la collecte des armes. Il est dépourvu de calendrier et ne détaille pas comment ses deux objectifs principaux, le désarmement et le retrait de l'armée israélienne, doivent s'orchestrer. Mais la coalition que dirige Benyamin Nétanyahou n'offre aucune alternative à un statu quo inacceptable.

Les choses sont claires pour le locataire de la Maison Blanche, sans implication significative de sa part, l'accord annoncé le 30 juillet restera une occasion manquée et sa parole perdra un peu plus de son crédit, dans un Moyen-Orient où elle est déjà considérablement dévaluée. ■

Serge Joncour

L'été n'a plus rien de léger, quelque chose a changé. L'été nous a été volé

Tandis que la France suffoque sous une succession de canicules et de vagues de chaleur inédites, l'été n'a plus le même sens, note l'écrivain

En temps normal, une telle grisaille un 26 juillet, un jour frisquet de plein été, ce devrait être une journée foutue, une journée ratée, un crève-cœur pour qui avait prévu d'aller à la plage ou au bord d'une rivière. Mais, aujourd'hui, ce mauvais temps se vit comme un don du ciel, un pur bienfait où tout le monde souffle, enfin les corps respirent. La journée pourrie devient la journée bénie. D'autant qu'on le sait tous, la météo l'a dit, dès demain ça repart, les cartes repasseront au rouge dans presque tous les départements, une fois de plus on dépassera 40 °C, on battra tous les records de la semaine d'avant.

Le réchauffement climatique, jusque-là, c'était pour l'ailleurs, l'Asie ou l'Afrique, des contrées où il fait déjà chaud. A la rigueur, ça se concevait aussi pour la banquise où il fait de moins en moins froid; en tout cas le réchauffement c'était loin et surtout pour plus tard, 2050, 2030 pour les plus pessimistes. Alors qu'en fait, non,

il est déjà là, à nos portes, à nos fenêtres surtout, elles qui dès lors restent fermées toute la journée. Les fenêtres, c'est même devenu la hantise, notre cauchemar à tous, double vitrage ou pas, les fenêtres, c'est notre point faible.

Alors, en fonction du soleil, on improvise des volets, on tente des stores, on plaque des couvertures de survie pour que le dehors ne rentre pas. Pour ce qui est du dedans, on achète des ventilos, des sous-clims à glaçons, des faiseurs d'air, tout ce qui brasse. Depuis deux mois, on vit calfeutrés au possible, on passe même son temps à ça, à se bricoler une étanchéité.

Pour 2026, on s'est tous trouvé un job d'été, tous le même : survivre. Quel que soit l'âge ou notre rang dans le règne animal, l'été ne propose qu'une seule activité : tenir. Parce que tout autour de nous des aînés meurent de chaud dans leurs appartements bouilloires, des forêts partent en fumée, des rivières s'assèchent et des terres se fissurent. En plus de ça, dans ce qu'il reste d'eau les noyés se comptent par centaines, presque 1 000 noyades à ce jour et près de 300 qui y sont restés. On fait déjà les comptes alors que l'été n'en est qu'à son premier mois.

Premier mois mais déjà troisième vague, ou quatrième, on ne sait plus trop. Maintenant, rien que le mot fait peur. « Vague », à force de voir ce terme revenir sans fin, ça vire au cauchemar. Pourtant, en été, vague ça sonnait frais, rien que de l'entendre, ça rafraichissait le corps, la vague ouvrait l'heureuse perspective de se voir soulevé par l'eau, hissé dans l'espace par l'élément marin, alors que là, depuis deux mois, de la voir en gros caractères à

“
CE SONT LES
CLIMATOSCEPTIQUES
QUI ONT GAGNÉ,
ET DEMAIN ILS
SERONT LES PREMIERS
À REPROCHER
AUX LUCIDES ET AUX
LANCEURS D'ALERTE
DE N'AVOIR RIEN FAIT

la une des journaux fait peur. En tout cas, elle est dans tous les titres ce matin, la quatrième est déjà là, comme l'amorce non plus d'un film catastrophe, mais d'une série trop longue, aux interminables épisodes répétitifs. A croire que cette fois la nature a tapé du poing sur la table.

Ce n'est même pas intentionnel de sa part, ça ne procède pas de la colère ou d'une révolte, non, c'est juste qu'un fragile équilibre s'est rompu, à cause de nous sans doute, en tout cas, on y est pour beaucoup. De toute façon, il n'est même plus temps de se chercher un coupable, c'est trop tard.

Murs de feu
Ce qu'il y a de sûr, c'est que depuis 2026 l'été n'a plus rien de léger, en 2026 quelque chose a changé. L'été nous a été volé. « *La France est un pays au climat tempéré* », j'ai oublié le nom de ce professeur de géographie qui nous répétait cette phrase simpliste comme si c'était une donnée précieuse, une révélation exprimant l'essence même de la nation. Pourtant, il n'y avait rien d'extraordinaire à cela, les saisons cadraient nos existences et les découpaient en quatre chapitres bien distincts : l'hiver, les fêtes et la neige; l'automne, la rentrée et les rhumes providentiels pour échapper à l'école; le printemps offrait les examens et les projections sur les mois de vacances à venir, c'était aussi la préparation à l'été; l'été tant attendu pour lequel on se refaisait un corps, on rectifiait sa silhouette, alors que là, ce corps, on a juste envie de le sauver, de le maintenir à une température raisonnable; ce serait déjà pas mal.

Alors bien sûr, ce cauchemar qu'on vit tous, ce n'est pas la guerre, comme aurait dit ma grand-mère, mais ça commence tout de même à mal tourner, parce que la réalité, elle est là. Dans le Sud-Ouest, des pompiers et des bénévoles jouent leur vie face à des murs de feu, ils semblent tout petits face aux flammes dressées et aux tonnes d'eau versées depuis le ciel.

Autour de ça, des milliers de personnes déplacées ont dû patienter dans des hangars et des gymnases, à l'affût de la plus petite brique d'information, se demandant quand elles pourraient rentrer chez elles, si leur chez-eux sera toujours intact ou si leur vie est partie en fumée.

Quant aux autres, dans les départements autour, ils en sont à acheter des masques, par endroits l'air est saturé de particules fines et de fumées. En plus de

ces fumées, dans les jours à venir il faudra ajouter le sable du Sahara, il devrait arriver à cause de ces flux de sud qui s'emballent, car le dôme de chaleur se remet en place. Chaque lendemain promet le pire, on ne voit plus de solution pour s'en sortir, ou alors il faudra tous se mettre à la clim.

Rappelez-vous les rues de Naples ou de Palerme, ces pompes à chaleur accrochées partout aux murs ou sur les balcons, ces blocs on ne les remarque même plus, alors Bordeaux et Paris pourront bien faire de même. C'est vrai. Seulement, si Poitiers et Limoges se « napolisent » et qu'il y fait 40 °C tout juillet, ça voudra dire qu'il fera combien à Naples et à Palerme... 50 °C? Entre 1990 et 2000, plusieurs chercheurs, en plus du Centre national de la recherche scientifique et du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, ont pourtant prédit ces canicules liées au réchauffement climatique, ils ont décrit l'évolution de ces catastrophes et comment les ralentir. Les politiques de tous les pays ont eu ces études en main.

Pendant ce temps-là, les climatosceptiques de tous les pays se sont engagés dans une lutte de tous les instants contre les agendas climatiques, se foutant pas mal du Green Deal et des objectifs de transformation écologique, en rabâchant leur mantra comme des ânes que « *l'été il fait chaud, c'est normal, c'est l'été* ». Eh bien, on va dire que ce sont les climatosceptiques qui ont gagné, et que demain ils seront les premiers à reprocher aux lucides et aux lanceurs d'alerte de n'avoir rien fait.

Si on s'en tient à cet été, si 2026 devait préfigurer nos beaux jours à venir, nous n'en avons pas fini de commenter notre propre extinction. Ce sera spectaculaire et grave, ça fera de fortes images, où il sera moins question d'esthétisme que d'horreur. A moins qu'il pleuve. Que le ciel nous fasse ce don. Et même si les processionnaires et les pieux diront que c'est grâce à la force de leurs prières, eh bien qu'importe, on prend. On en est là. ■

Serge Joncour est notamment l'auteur de « *Nature humaine* » (Flammarion, 2020), pour lequel il a reçu le prix Femina. Il s'apprête à faire paraître le 19 août « *Une histoire d'amours* » (Albin Michel, 384 p., 21,90 €)



LES ULTRARICHES, UN MONDE À PART

Un hors-série « Le Monde » - 100 pages, 13,50 euros
Chez votre marchand de journaux et sur lemonde.fr/boutique